20 JUIL 1914

Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 18 JUILLET 1914.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par commission en date du neuf juillet 1914, d'établir une cour pour la décision sommaire des petites causes dans la municipalité du village de Lambton, comté de Beauce,et de nommer MM. Alphée Deveau, cultivateur, Alfred Blais, menuisier, Onésime Carrier, cultivateur, Octave Godbout, cultivateur, Cyrille Baillargeon, boucher, Joseph Roy, commerçant et J. Adjutor Samson, médecin, tous du village de Lambton, commissaires de la dite cour.

3191

Proc'amations

ARTHUR.
[L. S.]

CANADA.

GEORGE CINQ, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT:

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 18th JULY, 1914.

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by commission dated the ninth day of July, 1914, to establish a court for the summary trial of small cases in the municipality of the village of Lambton, county of Beauce, and to appoint Messrs. Alphee Deveau, farmer, Alfred Blais, joiner, Onésime Carrier, farmer, Octave Godbout, farmer, Cyrille Baillargeon, butcher, Joseph Roy, trader, and J. Adjutor Samson, physician, all of the village of Lambton, commissioners of the said court.

3192

Proclamations

ARTHUR.
[L. S.]

CANADA.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come, or whom the same may in anywise concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

E. L. NEWCOMBE, Sous-Ministre de la Justice, Canada.

ATTENDU qu'en vertu des dispositions de la *loi de tempérance du Canada*, l'avis suivant a été adressé au Secrétaire d'Etat du Canada, accompagné de la pétition ci-jointe:—

"A l'honorable Secrétaire d'Etat du Canada,—

"MONSIEUR,—Nous, soussignés, électeurs du comté de Stanstead, vous prions de prendre connaissance que nous avons l'intention de présenter la pétition ci-dessous à Son Excellence le Gouverneur général:—

"A Son Excellence le Gouverneur général du Canada en conseil:—

"La pétition des électeurs du comté de Stanstead, ayant qualité et capacité pour voter à l'élection d'un membre de la Chambre des Communes, dans le dit comté,—Expose respectueusement,—

"Que vos pétitionnaires désirent que la deuxième partie de la *Loi de tempérance du Canada*, soit mise en vigueur dans le dit comté, et que nous désirons que les votes de tous les électeurs du dit comté soient enregistrés pour et contre l'adoption de la dite pétition,—

"En conséquence vos pétitionnaires prient humblement qu'il plaise à Votre Excellence par un arrêté en conseil en vertu du cent-neuvième article de la dite loi, de déclarer que la deuxième partie de la dite loi soit mise en vigueur dans le dit comté.

"Et vos pétitionnaires ne cesseront de prier, etc."

ET ATTENDU qu'il appert à la satisfaction du Gouverneur général en conseil que cet avis est revêtu des signatures authentiques d'un quart ou plus de tous les électeurs du dit comté de Stanstead, dans la province de Québec; qu'il est constaté que les signatures apposées à l'avis sont des signatures authentiques au nombre de mil neuf cent vingt-huit, et que les autres exigences de la loi ont été observées;

ET ATTENDU qu'un arrêté du Gouverneur général en conseil a été passé, ordonnant que les votes de tous les électeurs du dit comté de Stanstead soient enregistrés pour et contre l'adoption de la dite pétition,—

SACHEZ, maintenant, que, par les présentes et en vertu de l'autorité qui Nous est conférée par la loi et arrêté en conseil susdits, Nous proclamons et déclarons que jeudi le sixième jour d'août prochain, 1914, un poll sera tenu dans le dit comté de Stanstead pour y recevoir les votes des électeurs pour et contre la dite pétition. Que ces votes seront enregistrés au scrutin secret depuis neuf heures du matin jusqu'à cinq heures de l'après-midi de ce jour-là.

Que Otis Shurtleff, régistrateur de la division d'enregistrement de Coaticook, du comté de Stanstead, dans la province de Québec, a été nommé officier-rapporteur dans le but de recevoir ce jour-là les votes des électeurs pour et contre la pétition, de compter ensuite les votes, et de faire rapport du résultat au Gouverneur général en conseil. Que le dit officier-rapporteur est autorisé et requis de nommer un sous-officier-rapporteur à et pour chaque bureau de votation. Que l'officier-rapporteur nommera les différentes personnes qui devront se tenir aux différents bureaux de votation, et qui devront faire le décompte final des votes, au nom des personnes autorisées à favo-

A PROCLAMATION.

E. L. NEWCOMBE, Deputy Minister of Justice, Canada.

WHEREAS in pursuance of the provisions of The Canada Temperance Act the following notice has been addressed to the Secretary of State of Canada, embodying the petition therein set forth:

"To the Honourable the Secretary of State of Canada:

"Sir,—We, the undersigned electors of the County of Stanstead request you to take notice that we propose presenting the following petition to His Excellency the Governor General, namely:

"To His Excellency the Governor General of Canada in Council:—

"The petition of the electors of the County of Stanstead qualified and competent to vote at the election of a member of the House of Commons, in the said County,—

"Respectfully shows that your petitioners are desirous that Part II of The Canada Temperance Act, should be in force and take effect in the said County;

"And that we desire that the said votes of all the electors of the said County be taken for and against the adoption of the said petition,—

"Wherefore your petitioners humbly pray that Your Excellency will be pleased, by an Order in Council, under the one hundred and ninth section of the said Act, to declare that Part II of the said Act shall be in force and take effect in the said County.

"And your petitioners will ever pray, etc."

AND WHEREAS it appears by evidence to the satisfaction of the Governor General in Council that such notice has appended to it the genuine signatures of one-fourth or more of all the electors of the said County of Stanstead, in the Province of Quebec, the number of signatures to the notice proved to be genuine being one thousand nine hundred and twenty eight, and that the other requirements of the law have been observed;

AND WHEREAS an order of the Governor General in Council has been passed directing that the votes of all the electors of the said County of Stanstead be taken for and against the adoption of the said petition,—

NOW KNOW YE, that We do hereby, and by virtue of the authority vested in Us by the said Act and Order in Council, proclaim and declare that on Thursday, the sixth day of August next, 1914, a poll will be held in the said County of Stanstead for taking the votes of the lectors for and against the said petition. That such votes will be taken between the hours of nine o'clock in the forenoon and five o'clock in the afternoon of that day and by ballot.

That Otis Shurtleff, Registrar of the Registration Division of Coaticook, of the County of Stanstead, in the Province of Quebec, has been appointed the returning officer for the purpose of taking on that day the votes of the electors for and against the petition and of afterwards summing up the same and making a return of the result to the Governor General in Council. That the said returning officer is empowered and required to appoint a deputy returning officer at and for each polling place or station. That the returning officer will appoint persons to attend at the various polling stations and at the final summing up of votes on behalf of the persons interested in

riser ou à s'opposer respectivement à l'adoption de la pétition, au palais de justice, à Coaticook, dans le dit comté, lundi, le troisième jour d'août prochain, 1914, à dix heures de l'avant-midi.

Que les votes des électeurs seront comptés, et le résultat de la votation annoncé par l'officier-rapporteur au dit palais de justice,à Coaticook susdit, lundi, le dixième jour d'août prochain, 1914, à dix heures du matin.

Et, dans le cas d'adoption de la pétition par les électeurs, le Gouverneur général en conseil pourra en tout temps après l'expiration d'une période de soixante jours, depuis la date de l'adoption de la dite pétition, par un arrêté en conseil publié dans la *Gazette du Canada*, déclarer que la deuxième partie de la dite loi sera en vigueur et prendra effet dans le dit comté, à dater du jour où les licences annuelles ou semestrielles pour la vente des liqueurs spiritueuses maintenant en vigueur dans le dit comté expireront pourvu que ce jour ne soit pas plus rapproché que le quatre-vingt-dixième jour de la date du dit arrêté en conseil, et que s'il y a moins de quatre-vingt-dix jours entre les deux dates, qu'elle devienne en vigueur le jour correspondant de l'année suivante, et s'il n'y a pas de licences en vigueur dans le dit comté, alors cette deuxième partie de la dite loi sera en vigueur et deviendra exécutoire dans le dit comté à compter de l'expiration de trente jours de la date du dit arrêté en conseil.

De ce qui précède Nos féaux sujets et tous ceux que les présentes peuvent concerner, sont par les présentes requis de prendre connaissance et d'agir en conséquence.

En foi de quoi Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. Temoin, Notre Très cher et Bien-aimé Oncle et Très Fidèle Conseiller le Feld-maréchal Son Altesse Royale le Prince Arthur William Patrick Albert, Duc de Connaught et Strathearn, comte de Sussex (dans la pairie du Royaume-Uni); Prince du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Duc de Saxe, Prince de Saxe-Cobourg et Gotha; Chevalier de Notre Ordre Très noble de la Jarretière; Chevalier de Notre Ordre Très ancien et Très noble du Chardon; Chevalier de Notre Ordre Très illustre de Saint-Patrice; l'un de Notre Très honorable Conseil privé; Grand Maître de Notre Ordre Très honorable du Bain; Chevalier Grand Commandeur de Notre Ordre Très exalté de l'Etoile de l'Inde; Chevalier Grand-croix de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges; Chevalier Grand Commandeur de Notre Ordre Très éminent de l'Empire Indien; Chevalier Grand-croix de Notre Ordre Royal de Victoria; Notre Aide-de-camp personnel; Gouverneur général et commandant en chef de Notre Puissance du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre CITE d'OTTAWA, ce CINQUIEME jour de JUIN, en l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent quatorze, et de Notre Règne la cinquième.

Par ordre,

THOMAS MULVEY,

3083 Sous-Secrétaire d'Etat.

and promoting or opposing respectively, the adoption of the petition, at the Court House at Coaticook, in the said County, on Monday, the third day of August next, 1914, at ten of the clock in the forenoon.

That the votes of the electors will be summed up and the result of the polling declared by the returning officer at the said Court House, at Coaticook aforesaid, on Monday, the tenth day of August next, 1914, at ten of the clock in the forenoon.

And in the event of the petition being adopted by the electors, the Governor General in Council may, at any time after the expiration of sixty days from the day on which the same was adopted by Order in Council published in the *Canada Gazette*, declare the Part II of the said Act shall be in force and take effect in such County upon, from and after the day on which the annual or semi annual licenses for the sale of spirituous liquors then in force in such County will expire, provided such day be not less than ninety days from the day of the date of such Order in Council, and if it be less, then on the like day in the then following year; and if there are no licenses in force in the said County, then that Part II of the said Act shall be in force and take effect in such County from and after the expiration of thirty days from the date of such Order in Council.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and govern themselves accordingly.

In Testimony Whereof, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Canada to be hereunto affixed. Witness, Our Most Dear and Entirely Beloved Uncle and Most Faithful Counsellor, Field Marshal His Royal Highness Prince Arthur William Patrick Albert, Duke of Connaught and of Strathearn, Earl of Sussex (in the Peerage of the United Kingdom); Prince of the United Kingdom of Great Britain and Ireland; Duke of Saxony; Prince of Saxe-Coburg and Gotha; Knight of Our Most Noble Order of the Garter; Knight of Our Most Ancient and Most Noble Order of the Thistle; Knight of Our Most Illustrious Order of Saint Patrick; One of Our Most Honourable Privy Council; Great Master of Our Most Honourable Order of the Bath; Knight Grand Commander of Our Most Exalted Order of the Star of India; Knight Grand Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George; Knight Grand Commander of Our Most Eminent Order of the Indian Empire; Knight Grand Cross of Our Royal Victorian Order; Our Personal Aide-de-Camp; Governor General and Commander in Chief of Our Dominion of Canada.

At Our Government House, in Our City of OTTAWA, this FIFTH day of JUNE, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and fourteen, and in the fifth yeear of Our Reign.

By command,

THOMAS MULVEY,

3084 Under-Secretary of State.

Canada,
Province de Québec. F. LANGELIER

L. S.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT!

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le vingt-trois juin mil neuf cent quatorze, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au quatre août prochain;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le vingt-trois juin courant; vous convoquons par les présentes pour le QUATRE AOUT prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais de la législature, en ladite cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANCOIS LANGELIER, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce seizième jour de juin, l'an de grâce mil neuf cent quatorze, et de Notre règne le cinquième.

Par ordre,
Le greffier de la couronne à la chancellerie,
Québec,
3049 L.-P. GEOFFRION.

Canada,
Province of Quebec. F. LANGELIER

L. S.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India:

To Our Beloved and Faithful Councillo s the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the twenty third of June one thousand nine hundred and fourteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the fourth day of June next;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec, on the twenty third of June instant; and hereby convene you for the FOURTH of AUGUST next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Quebec

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to the hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR FRANCOIS LANGELIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, this sixteenth day of June, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and fourteen and in the fifth year of Our Reign.

By command,
L.-P. GEOFFRION,
3050 Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec.

Avis du Gouvernement

Dans la cour de l'Echiquier du Canada.

AVIS.

Une séance générale de la Cour de l'Echiquier du Canada, pour l'instruction des causes, etc., sera tenue aux époques et endroits suivants, pourvu que quelque cause on affaire soit entrée pour instruction et inscrite pour audition au bureau du régistraire de la Cour à Ottawa, au moins dix jours avant le jour fixé pour telle séance; et si aucune cause ou affaire n'est ainsi entrée ou inscrite pour aucune telle séance, alors la dite séance ne sera par tenue, à savoir:

Au palais de justice, dans la cité de Québec, P. Q., commençant lundi le vingt-unième jour de septembre, A. D., 1914, à 11 heures a. m.

Daté à Ottawa, ce vingt-cinquième jour de juin, A. D., 1914.

Par ordre,
CHAS. MORSE,
2977-2 Régistraire.

Government Notices

In the Exchequer Court of Canada.

NOTICE

A general sitting of "The Exchequer Court of Canada" for the trial of cases, etc., will be holden at the following time and place, provided that some case or matter is entered for trial or set down for hearing at the office of the registrar of the court at Ottawa, at least ten days before the day appointed for such sitting; and if no case or matter is so entered or set down for such sitting, then the same shall not be holden, viz:

At the Court House, in the city of Quebec, P. Q., commencing on Monday, the 21st day of September, A. D., 1914, at 11 a. m.

Dated at Ottawa, this 25th day of June A. D., 1914.

By order,
CHAS. MORSE,
2978 Registrar.

La compagnie "The Sharples Separator Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Robert Clark McMichael, avocat, de Montréal.

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Québec, 10 juillet 1914.

La compagnie "F. N. Burt Company, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Peers Davidson, de Montréal.

C. J. SIMARD,
Sous secrétaire de la province.

Québec, 3 juillet 1914. 3187

La compagnie "The United States Light & Heating Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Joseph D. Lachapelle, de Montréal.

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Québec, 13 juillet 1914. 3231

1194–14

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Avis de demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Québec, 11 juillet 1914.

Le surintendant de l'instruction publique donne avis qu'il a reçu une requête à l'effet d'ériger en municipalité scolaire, sous le nom de "Prévost", le territoire non organisé désigné ci-après, dans le comté de Témiscamingue, savoir:

Tous les rangs du canton Launay jusqu'aux lots Nos 20 inclusivement, tout le canton Prévost, ainsi que les lots Nos 1 à 62, inclusivement du rang 1 du canton Languedoc.

3193

The company "The Sharples Seperator Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Robert Clark McMichael, advocate, of Montreal.

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 10th July, 1914.

The company " F. N. Burt Company, Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Peers Davidson, of Montreal.

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 3rd July, 1914. 3188

The "United States Light & Heating Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The power confered on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Joseph D. Lachapelle, of Montreal.

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 13th July, 1914. 3232

1194–14

DEPARTTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Erection of school municipality.

Quebec, 11th July, 1914.

The Superintendant of Public Instruction gives notice that application has been made to erect into a school municipality, under the name of "Prévost", the unorganized territory hereinafter designated, in the county of Temiscamingue, to wit:

All the ranges of the township of Launay, as for as lots Nos. 20 inclusive, all the township of Prévost, as well as the lots Nos. 1 to 62 inclusive of the first range of the township of Languedoc".

3194

SOCIETE DE PATRONS.

Avis est par le présent donné qu'une société de patrons a été constituée dans le comté de Témiscouata, sous le nom de "Société des Patrons de la Beurrerie de Saint-Antonin" avec sa principale place d'affaires à Saint-Antonin (bureau de poste "Old Lake Road"), dans le comté de Témiscouata.

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 8 juillet 1914. 3189

MINISTERE DE LA COLONISATION, DES MINES ET DES PECHERIES, QUEBEC.

ORDONNANCE pour la fermeture de la route entre les lots 29 et 30 du 6ème rang du canton Watford, dans le comté de Dorchester.

ATTENDU que le conseil municipal de la paroisse de Sainte-Rose de Watford, dans le comté de Dorchester, par une résolution en date du 14 février 1914, demande la permission de fermer la route entre les lots Nos 29 et 30 du 6ème rang du canton Watford, copie de la dite résolution ayant été déposée dans les archives du ministère de la colonisation, des mines et des pêcheries, sous le No 3798 des lettres reçues pour l'année 1914;

ATTENDU que la raison alléguée à l'appui de la dite demande est que cette route n'est plus d'aucune utilité pour la paroisse;

ATTENDU qu'il y a lieu d'accéder à cette demande et qu'en vertu de l'article 2065 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, cette route ne peut être fermée sans une ordonnance du ministère de la colonisation, des mines et des pêcheries, des deniers du gouvernement y ayant été dépensés;

EN CONSEQUENCE, pour me conformer au désir du conseil municipal de la paroisse de Sainte-Rose de Watford, comté de Dorchester, en ma qualité de ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, j'autorise la fermeture de la route ci-haut mentionnée et ordonne que les terrains qu'elle occupe retournent à leurs anciens propriétaires ou successeurs.

HONORE MERCIER,
Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries.

Québec, 8 juillet 1914. 3213

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du onze juillet 1914, à la compagnie de Parfumerie Française de Victoriaville, Limitée", par lesquelles son nom est changé par celui de "La Compagnie de Parfumerie Française, Limitée".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

3229

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres-patentes en date du onze juillet 1914, constituant en corporation MM. Nehenniah Goodkowsky, agent d'immeubles; Jacob Albert et Samuel Albert, marchands de meubles ; Louis Adhémar Rivet, avocat, et Charles Houlzet, agent d'immeubles, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

SOCIETY OF PATRONS

Notice is hereby given that a society of patrons has been constituted in the county of Temiscouata, under the name of "Société des Patrons de la Beurrerie de Saint-Antonin" with its chief place of business at Saint-Antonin, ("Old Lake Road" post-office), in the county of Temiscouata.

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.

Quebec, 8th July, 1914. 3190

DEPARTMENT OF COLONIZATION, MINES AND FISHERIES, QUEBEC.

ORDONNANCE for closing the road between the lots 29 and 30 of the sixth range of the township of Watford, in the county of Dorchester.

WHEREAS the municipal council of the parish of Sainte Rose de Watford, in the county of Dorchester, by a resolution dated the 14th day of February, 1914, prays for permission to close the road between the lots Nos. 29 and 30 of the sixth range of the township of Watford, copy of the said resolution having been fyled in the archives of the Department of Colonization, Mines and Fisheries, under the No. 3798 of the letters received during the year 1914;

WHEREAS the reason alleged in support of said prayer is that this road is no longer useful to the parish;

WHEREAS it is expedient to grant such prayer, and that, by virtue of article 2065 of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, this road cannot be closed without an ordinance of the minister of Colonization, Mines and Fisheries, governement monies having been expended thereon;

THEREFOR, in compliance with the desire of the municipal council of the parish of Sainte Rose de Watford, county of Dorchester, in my capacity of Minister of Colonization, Mines and Fisheries, I authorize the closing of the above mentioned road, and I order that the ground occupied by it be returned to its former owners or their successors.

HONORE MERCIER,
Minister of Colonization, Mines and Fisheries.

Quebec, 8th July, 1914. 3214

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1914, to the "Compagnie de Parfumerie Française de Victoriaville, Limitée", by which its name is changed into "La Compagnie de Parfumerie Française Limitée".

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of July, 1914.

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

3230

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1914, incorporating Messrs. Jeremiah Goodkowsky, real estate agent; Jacob Albert and Samuel Albert, furniture merchants; Louis Adhémar Rivet, advocate, and Charles Houlzet, real estate agent, of the city of Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce général d'hôteliers, de restaurateurs, confiseurs, pourvoyeurs, exercer l'industrie de fabricants et marchands en gros et en détail, de vins, bière, spiritueux et liqueurs de toutes sortes, de marchands de tabac, cigares, cigarettes et toutes autres industries de même nature, selon aux prescriptions de la loi des licences de Québec;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger, aliéner ou en disposer de toute façon, tous les biens et immeubles nécessaires aux fins de la compagnie; hypothéquer, engager de quelque façon que ce soit les biens immeubles de la compagnie;

Souscrire, accepter, endosser, négocier tous lettres de change, billets promissoires, chèques et autres effets négotiables;

Acquérir par voie d'achat, échange, louage ou autrement tout hôtel ou restaurant, déjà en opération, et spécialement le restaurant actuellement exploité par Arthur Hinton, restaurateur, de Montréal, au numéro 1433, de la la rue Ontario-Est, et 370, de la rue Frontenac,ce restaurant comprenant la licence, fonds de commerce, achalandage, ameublement et toutes autres accessoires, constituant le commerce de restaurateurs en opération exercé par le dit Arthur Hinton, et de les payer en argent ou en parts acquittées de la compagnie, à un prix à être déterminé par la dite compagnie;

Acquérir, posséder, louer, garantir, hypothéquer, vendre ou échanger, des actions, stocks ou débentures ou garanties de toutes corporations faisant le même genre d'affaires que la présente compagnie;

Contracter des emprunts et en assurer le remboursement en la manière déterminée par les directeurs de la compagnie et en particulier, par l'émission de débentures et d'obligations comportant hypothèque sur tous ou pa tie des biens immeubles de la compagnie;

Faire toute choses et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires en rapport avec la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "Hinton Café, Limited", avec un fonds social de quarante-neuf mille piastres ($49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,

3227 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de juin 1914, constituant en corporation MM. L. N. Dorminault Houde, industriel, de Nicolet; Jos Amédée Fournier, agent financier, Joseph T. Roland Gazelle, agent financier, de la cité de Montréal, L. P. Herménégilde Bourk, lieutenant-colonel, John O'Shaughnessy, contracteur, Alphonse Beauchemin, capitaine, J. Alphonse Sévigny, industriel, de Nicolet, et Désiré Houde, médecin, de la cité de Montréal, dans les buts suivants;

Acheter ou autrement acquérir, prendre à bail, posséder et détenir des terrains, permis licences, chutes d'eau, droits à des chutes d'eau, servitudes et privilèges, et les utiliser, développer et exploiter, et de temps à autre les vendre et en disposer en bloc ou séparément, dans les comtés de Nicolet, Lotbinière, Arthabaska, Yamaska, Drummond, Richelieu et Mégantic;

To carry on generally the business of keepers of hotels and restaurants, confectioners suppliers; to carry on the business of manufacturers of and wholesale and retail dealers in wines, beer, spirits and liquors of all kinds, dealers in tobacco, cigars and cigarettes, and to carry on any other business of a like nature, in accordance with the provisions of the Quebec License Act;

To acquire, receive, hold, lease, exchange, alienate or otherwise dispose of any property and immoveables necessary for the company's purposes; to hypothecate, pledge in any manner whatever the immoveable property of the company;

To draw, accept, endorse, negociate bills of exchange, promissory notes, cheques and other negociable instruments;

To acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise any hotel or restaurant already in operation, and especially the restaurant business now carried on by Arthur Hinton, restaurant keeper, of Montreal, at the Nos. 1433, Ontario East, and 370 Frontenac streets, this restaurant including thereon the license, stock-in-trade, good-will, furnishings and all other accessories, constituting the restaurant business carried on as a "going concern" by the said Arthur Hinton, and to pay therefor in cash or paid up shares of the company, for such price as may be determined by the said company;

To acquire, hold, lease, guarantee, hypothecate, sell or exchange shares, stock or debentures or securities of any corporations carrying on a business similar to that of the present company;

To contract loans, or to guarantee the repayment of same in the manner which may be determined by the directors of the company, and in particular by the issue of debentures and bonds bearing on hypothec upon the whole or part of the immoveable property of the company;

To do all things, exercice all the powers and carry on any business incidental to the carrying out of the objects for which the company is incorporated under the name of "Hinton Café Limited", with a capital stock of forty nine Limited", with a capital stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3228 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1914, incorporating MM. L. N. Dorminault Houde, manufacturer, of Nicolet; Jos. Amédée Fournier, financial agent; Joseph T. Roland Gazelle, financial agent, of the city of Montreal; L. P. Herménégilde Bourk, lieutenant-colonel; John O'Shaughnessy, contractor; Alphonse Beauchemin, captain; J. Alphonse Sévigny, manufacturer, of Nicolet, and Désiré Houde, physician, of the city of Montreal, for the following purposes:

To buy or otherwise acquire, lease, own and hold lands, permits, licences, waterfalls, the right to waterfalls, servitudes and privileges and to use, develop and work the same, and from time to time to sell and dispose of the same "en bloc" or disjunctively, in the counties of Nicolet, Lotbinière, Arthabaska, Yamaska, Drummond, Richelieu and Megantic;

Produire, fournir, transmettre, distribuer et vendre de l'eau et de l'énergie électrique, de la force motrice et de l'électricité, pour toutes fins que ce soit, et faire des opérations d'entrepreneurs pour approvisionner, fournir, transmettre et distribuer de la force, de l'énergie électrique dans ces comtés susdits, pourvu toutefois que toute distribution ou transmission de force ou d'énergie électrique ou hydraulique, au-delà des terrains de la compagnie sera subordonnée aux règlements locaux et municipaux à ce sujet;

Etablir des usines électriques et manufacturer, acheter, vendre, échanger, et céder des installations électriques, et machinerie, appareils électriques, inventions, produits électriques, matériaux de toutes descriptions;

Diriger et exercer l'industrie d'entrepreneurs et agents pour la construction d'usines et pour l'installation d'usines électriques, matériel et machineries;

Diriger et faire les opérations de poseurs de fils et installation, et agir en qualité d'entrepreneurs et d'agents pour le posage de fils et l'installation de système d'éclairage électrique, et autres fins et de toutes rues, grandes routes, résidences, maisons, places d'affaires et endroits de villégiature;

Acheter, acquérir, posséder et détenir ou autrement disposer de toutes valeurs, obligations, débentures ou autres actions de toute compagnie que ce soit nonobstant les dispositions de la loi à cet effet;

Acheter ou autrement acquérir la totalité ou une partie de l'industrie, la propriété et les engagements de toutes personnes ou compagnies exerçant une industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer ou en possesion des biens convenables aux fins de la présente compagnie;

Acheter ou autrement acquérir, prendre à son nom comme industrie active toute propriété ou entreprise toute ou en partie semblable à celle de la présente compagnie maintenant ou plus tard appartenant à tout particulier ou compagnie constituée en corporation, ou autre, et tous les biens, engagements de ce particulier ou compagnie constituée en corporation ou non, et payer à son ou à ses propriétaires respectivement pour l'achat ou l'acquisition de cette entreprise, soit en deniers ou en actions ou autres valeurs de la présente compagnie;

Promouvoir d'autres compagnies pour des fins de nature à profiter à la présente compagnie;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre, en plaçant ou en aidant à placer, ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou de toutes débentures ou autres valeurs de la compagnie relativement à la formation ou promotion de la compagnie ou de la conduite de ses affaires, et payer tous les frais ayant rapport, l'octroi de la charte y compris les services d'incorporation dans ou pour la formation de la compagnie, y compris les services rendus ou à rendre, par les promoteurs, en argent, par l'émission d'action acquittée de cette compagnie, payer pour tous meubles ou immeubles, droits, biens, franchises ou privilèges acquis par la compagnie en argent ou en obligations ou stock de la dite compagnie ou partie dans l'un ou partie dans l'autre;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie, en totalité ou en partie de ses biens pour des actions, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie. Distribuer entre les membres de la compagnie, en nature, toutes actions, débentures, valeurs ou propriétés appartenant à la compagnie;

Agir en qualité d'agents pour toute compagnie, société ou personne exerçant une industrie semblable;

To generate, supply, transmit, distribute and to sell water and electric power,motive power and electricity for any purposes whatever, and to carry on the business as contractors to supply, furnish,transmit and distribute motive power,electric power in the aforesaid counties, provided, however, that any distribution or transmission of motive power or electric or hydraulic powers, beyond the lands of the company, shall be subject to the local and municipal regulation to that effect;

To establish electrical plants and to manufacture, purchase, sell, exchange and convey electrical equipments and machinery, materials, electrical apparatuses, inventions, electrical productions of every description;

To conduct and carry on the business as contractors and agents for the construction of works and for the installation of electrical plants, material and machinery;

To conduct and carry on the business as wire-hangers and installation, and to act as contractors and agents for the hanging of wires and the installation of electric lighting system and other purposes, and of all streets, highways, dwellings, houses, business places and summer resorts;

To purchase, acquire, own and hold or otherwise dispose of any securities, bonds, debentures or other shares of any company whatever, notwithstanding the provisions of the law to that effect;

To purchase or otherwise acquire the whole or any part of the business, property and liabilities of any persons or companies carrying on any business that the present company is authorized to carry on or possessed of property convenient for the purposes of the present company;

To purchase or otherwise acquire, to take in its own name as a going concern, any property or undertaking altogether or in part similar to that of the present company, now or later on belonging to any individual or incorporated company or other, and all the property, liabilities of such individual or company whether incorporated or not, and to pay to its owners respectively for the purchase or acquisition of this undertaking, either in cash or shares or other securities of the present company;

To promote other companies for purposes subject to benefit the present company;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of the shares of the capital-stock of the company, or of any debentures or other securities the company in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business, and to pay all costs relating thereto, the granting of the charter comprising the services rendered or to be rendered by the promotors, in cash, or by the issue of fully paid up shares of this company, to pay for any real or personal property, rights, assets, franchises or privileges acquired by the company, in cash or bonds or stock of the said company, or partly in cash or partly otherwise;

To sell or otherwise dispose of the undertaking of the company, in whole or in part of its property for shares, debentures or other securities of any other company. To distribute among the members of the company, in kind, all shares, debentures, securities or properties belonging to the company;

To act as agents for any company, firm or person carrying on a similar business;

Emprunter de l'argent et engager la propriété de la compagnie par privilège et hypothèque pour garantir tout argent emprunté;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et faire toutes les opérations nécessaires propres aux fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Southern Electric Light & Power Company Limited", avec un fonds social de cinq cent mille piastres ($500,000.00) divisé en cinq mille (5000) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de juin 1914.

C. J. SIMARD,
3225 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de juillet 1914, constituant en corporation MM. Thomas Sargent Owens, avocat, Maude Robertson, sténographe, Agatha Clifford, sténographe, Marcella McNulty, sténographe, et John Henry Turner, commis, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

Faire les affaires d'une compagnie d'immeubles et de terrains et d'agence d'immeubles avec pouvoirs d'acquérir, acheter, détenir, posséder, louer, entretenir, controler, administrer, travailler, développer, vendre, céder, affermer, échanger, améliorer, cultiver, en faire la location et disposer autrement des biens immobiliers et mobiliers ou tout intérêt ou droits s'y rattachant et toutes autres sortes de propriétés et biens mobiliers et à cette fin appliquer et placer le capital de la compagnie dans l'achat, l'arpentage, amélioration, développement et préparation pour l'occupation et établissement des dits immeubles et terrains de telle manière qu'il sera le plus convenable pour le bon exercice du commerce de la compagnie;

Construire des maisons d'habitation et autres édifices sur tels immeubles ou sur aucune partie d'iceux, reconstruire, changer ou améliorer les édifices ou autres travaux y existants, subdiviser, améliorer ou développer des terrains pour des fins de vente ou autres et faire et exécuter toutes choses légales et nécessaires pour le développement et l'amélioration des dits terrains;

Exercer tout commerce allié aux objets précités, lequel semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercé en rapport avec aucune des affaires ou objets ci-dessus ou censé accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables, pour le temps actuel;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie du commerce, biens et entreprise de toute personne ou compagnie exerçant un commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenables pour les fins de la compagnie;

Vendre ou autrement disposer des biens meubles ou immeubles, de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'iceux pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

S'associer ou faire des conventions pour le partage des profits, l'union des intérêts, co-opération, risque conjoint, concessions réciproques ou autrement avec toute personne ou compagnie exerçant

To borrow money and pledge the property of the company by privilege and hypothec to guarantee all borrowed money;

To do all the acts and exercise all the powers and to make all the necessary operations convenient for the purposes for which the company is incorporated, under the name of "Southern Electric Light & Power Company Limited", with a capital stock of five hundred thousand dollars ($500,000.00) divided into five thousand shares (5000) of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of June, 1914.

C. J. SIMARD,
3226 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1914, incorporating Messrs. Thomas Sargent Owens, advocate, Maude Robertson, stenographer, Agatha Clifford, stenographer, Marcella McNulty, stenographer, and John Henry Turner, clerk, all of th ecity of Montreal, in the province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business of a real estate and land company and a real estate agency with power to acquire, buy, hold, own, hire, maintain, control, manage, work, develop, sell, convey, lease, exchange, improve, cultivate, let, or otherwise deal in and dispose of real estate and real property or any interest or right therein and all other kinds of property and chattels and to that end apply and invest the capital of the company in the purchase, survey, improvement, development and preparation for occupation and settlement of the said real estate and lands in such manner as may be most convenient for the due carrying on of the business of the company;

To construct dwelling houses and other buildings upon such real estate or any part thereof, to rebuild, alter or improve existing buildings or works thereon, to subdivise, improve or develop lands for the purposes of sale or otherwise and to do and perform all things lawful and needful for the development and improvement of the same;

To carry on any business germane to the foregoing which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any of the above business or objects or calculated to enhance the value or render profitable any of the company's properties or rights for the time being;

To acquire and take over the whole or any part of the business, property and undertaking of any person or company carrying on business the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To sell or otherwise dispose of the immoveable and moveable property of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company

ou étant engagée ou sur le point d'exercer ou de s'engager dans tout commerce ou transaction que cette compagnie est autorisée à exercer ou à entreprendre, ou tout commerce ou transaction capable d'être conduite de manière à bénéficier directement ou indirectement à cette compagnie;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou aucun des biens et obligations de cette compagnie ou pour toute autre fin qui semblera directement ou indirectement bénéficier à cette compagnie;

Placer et transiger avec les argents de la compagnie non immédiatement requis pour les fins de la compagnie, dans telles valeurs et de telle manière qu'il pourra être déterminé de temps à autre;

Distribuer en espèces aucun des biens de la compagnie parmi les membres;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou d'aucune débentures, débentures-obligations,ou autres valeurs de la compagnie relativement à la formation ou à la promotion de la compagnie ou à la conduite de ses affaires, sous le nom de "Saint James Realty Company", avec un capital actions de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de juin, 1914.

C. J. SIMARD.

3179 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 10 juillet, 1914, constituant en corporation M. Camille Charest, gérant, Dame Marie Duperrault, épouse séparée de biens du dit Camille Charest et autorisée par ce dernier, Fréderic Pallascio, commis, Auguste Angers, avocat, et Jean Panneton, étudiant, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches, le commerce d'hôteliers, cafetiers et de restaurateurs, conformément aux dispositions de la loi des licenses de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être faites et se rapportant à ce commerce et exercer en particulier le commerce de marchands, négociants de liqueurs en gros et en détail.

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement, de toute personne, société, compagnie, comme un commerce en opération ou autrement, tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leur exploitation, et leurs installations, meubles et autres biens en général, et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et posséder par bail ou autrement, tout hôtel, café ou restaurant, toute propriété immobilière et mobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucunes de ces propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement, et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire,maintenir et exploiter sur tout terrain acquis ou détenu par la compagnie des hôtels,

carrying on or engage in or about to carry on or to engaged in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company;

To promote any company or companies for the purposes of acquiring all or any of the property and liabilities of this company or for any other purpose which may seem directly or indirectly to benefit this company;

To invest and deal with the moneys of the company not immediatly required for the purposes of the company upon such security and in such manner as may from time to time be determined;

To divide any of the assets of the company in specie among the members;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital stock or any debentures,debentures stock,or other securities of the company in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business under the name of "Saint James Realty Company", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of June, 1914.

C. J. SIMARD,

3180 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of July, 1914, incorporating Messrs. Camille Charest, manager, Dame Marie Duperrault, wife separate as to property of the said Camille Charest and by him authorized; Frederic Pallascio, clerk, August Angers, advocate, and Jean Panneton, student, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches, the business of keepers of hotels-cafes and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec Licence Law, and any other business which may be carried on in connection therewith and in particular to carry on the business as wholesale and retail liquors merchants.

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to their exploitation and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or otherwise any hotel, cafe or restaurant, any immoveable and moveable property which may be necessary for the objects for which this company is incorporated, and to pay for such acquisitions or holdings in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, lease or otherwise deal in or dispose of all or any of its moveable and immoveable property, and to borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and exploit, upon any lands acquired or held by the company, hotels,

cafés, restaurants, et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en exploitation des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant des affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie, sous le nom de "Café St. Jacques Limitée", avec un capital de vingt mille piastres ($20,000.-00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,
3177 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres-patentes en date du trentième jour de juin 1914, constituant en corporation MM. Gilbert Brisebois, Eugène Amyot et Pierre Parent marchands, Joseph Gagnier, commis, Jean-Baptiste Rufiange, commis, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie de manufacturiers et commercants d'objets d'art et de meubles, *House-Furnishings*, et de tout ce qui concerne, directement ou indirectement à l'ébénisterie; importateurs et exportateurs et commerçants des dits effets en gros et en détail, manufacturer et faire le commerce en gros et en détail d'argenterie, articles en cuir, verre taillé et articles de fantaisie en général;

Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie capable d'être convenablement exercé en rapport avec les objets ci-dessus, ou censée directement ou indirectement accroître les biens ou droits de la compagnie, ou les rendre profitable;

Acquérir tous brevets, droits de brevets, marques de commerce ou permis de les utiliser, dans le but de manufacturer tout article que ce soit, ou employer un procédé quelconque en rapport avec l'industrie de la compagnie, et permettre à d'autres d'utiliser les dits brevets, droits de brevets, ou marques de commerce, et de les faire valoir, les vendre ou autrement en disposer;

Agir comme agent ou représentant, facteur ou agent à commission pour d'autres personnes, compagnies ou corporations engagées dans toute industrie de même nature, et exercer tous les pouvoirs à cette fin;

Acquérir par achat, et comme une affaire en opération)*as a going concern*) et faire les affai res maintenant conduites dans la cité de Montréal par une société connue et désignée sous le nom de "Brisebois & Amyot", avec son installation, ses meubles, et tout ce qui concerne la dite affaire, et les payer en argent, obligations ou actions acquittées de la compagnie;

Acquérir, en tout ou en partie, par achat, bail ou autrement, tous terrains, édifices ou autres propriétés mobilières ou immobilères qui pourraient être avantageux ou nécessaires à l'exploitation de commerce et de l'industrie de la compagnie;

Construire, ériger, exploiter, entretenir et gérer toutes fabriques, boutiques, magasins, entrepôts, ateliers ou toutes autres constructions nécessaires aux fins de la compagnie, les louer, hypothéquer, ou autrement en disposer;

cafes, restaurants and all other buildings which may be necessary for the carrying out of the above undertakings;

To buy, acquire, hold and to sell, assign and transfer shares, debentures and other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company, under the name of "Café St. Jacques Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,
3178 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Vompanies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1914, incorporating Messrs. Gilbert Brisebois, Eugène Amyot and Pierre Parent, merchants, Joseph Gagnier, clerk, Jean-Baptiste Rufiange, clerk, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business as manufacturers and dealers in articles of art and furnitures, household furnishings, and of all articles directly or indirectly in connection with the cabinet-making industry; wholesale and retail importers and exporters and dealers in the aforesaid articles; to manufacture and deal in wholesale and retail silverware, leather goods, cut glass and fancy articles in general;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above objects or calculated directly or indirectly to enhance the value or render profitable the company's property or rights;

To acquire all patents, patent rights, trade marks or license to use the same, for the purpose of manufacturing any article whatever, or to use any process whatever in connection with the industry of the company, and to grant to other persons the right to use the said patents, patent rights or trade marks, and to turn to account, sell or otherwise dispose of the same;

To act as agent or representative, factor or commission agent for other persons, companies or corporations engaged in any business of a like nature, and to exercise all the powers for that purpose;

To acquire by purchase as a going concern and to carry on the business now conducted in the city of Montreal by a firm known and designated under the name of "Brisebois & Amyot", with its equipment, furnitures, and all things in connection with the said business and to pay for the same in cash, bonds or fully paid-up shares of the company;

Acquire by purchase, lease or otherwise, in whole or in part all the lands, buildings, or other real or personal property which may be incidental or necessary to the exploitation of the business and industry of the company;

To construct, erect, work, maintain and manage all factories, shops, stores, warehouses, work shops or all other constructions necessary for the purposes of the company; to lease, mortgage or otherwise dispose of the same;

Prendre ou autrement acquérir détenir des actions dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou exerçant tout commerce susceptible d'être conduit de manière à bénéficier directement ou indirectement à cette compagnie;

Se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Vendre ou disposer des entreprises de la compagnie, ou aucune partie d'icelles pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour des actions, obligations, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus en plaçants ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions obligations, actions ou autres valeurs de la compagnie relativement à la formation ou promotion de la compagnie, ou la conduite des affaires

Vendre, améliorer, entretenir, développer, échanger, louer, hypothéquer, affranchir, aliéner, faire valoir ou autrement, commercer avec la totalité ou aucune partie des biens et droits de la compagnie;

S'associer ou faire des conventions pour le partage des profits, l'union des intérêts, co-opération, risque conjoint, concessions réciproques ou autrement avec toute personne ou compagnie exerçant ou étant engagée dans tout commerce; placer le surplus des profits sur des biens mobiliers ou immobiliers de quelque manière que ce soit, sous le nom de "The Brisebois & Amyot Furniture Company Incorporated", avec un capital de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de dix piastres ($10.00) chacune.

La pricipale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du sécrétaire de la province, ce 30ème jour de juin 1914.

C. J. SIMARD,
3197 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit juillet 1914, constituant en corporation MM. J. George Couture, teneur de livres; Eveline Meloche, sténographe; Emile Dauphinais, teneur de livres; Adrien Laverdure, huissier; Joseph Alcide Denis Poitras, teneur de livres, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir et entreprendre comme un commerce en opération le commerce et les affaires maintenant exercés sous le nom de "Colonial Coconut Butter Company", enregistrée à Montréal le vingt-cinquième jour de mars 1914, au nom de Richard Freygang, des cité et district de Montréal, et tous les biens, passif et clientèle du dit commerce, et les payer en émettant un répartissant et distribuant des actions entièrement acquittées et non sujettes à appel, de la compagnie ou autrement;

Acheter, acquérir ou entreprendre la totalité ou aucune partie du commerce, biens et passif de toute personne, société commerciale ou com-

To take or otherwise acquire and to hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted in such manner as to directly or indirectly benefit this company;

To amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To sell or dispose of the undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think convenient, and in particular for shares, bonds, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To drawn, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and all other negotiable or transferable instruments;

To remunerate any person or company for services rendered either in placing or assisting to place or in guaranteeing the placing of any of the shares, bonds, stock or other securities of the company or in about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To sell, improve, maintain, develop, exchange, lease, mortgage, release, dispose of, turn to account or otherwise, deal in with all or any part of the company's property and rights;

To enter into partnership or make any arrangement for the sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person or company carrying on or engaged in any busieness; to invest the surplus of the profits up on real or personal property in any manner whatever, under the name of "The Brisebois & Amyot Furniture Company Incorporated", with a capital-stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars ($10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 30th June, 1914.

C. J. SIMARD,
3198 Deputy Provincial Secretary.

Pub ic notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighth of July, 1914, incorporating Messrs. J. George Couture, book-keeper, Eveline Meloche, stenographer, Emile Dauphinais, book-keeper, Adrien Laverdure, bailiff, Joseph Alcide Denis Poitras, book-keeper, of the city of Montreal, for the following purposes:

To acquire and take over as a going concern the trade and business now carried on under the name of "Colonial Coconut Butter Company", registered at Montreal, on the 25th day of March, 1914, in the name of Richard Freygang, of the city and district of Montreal, and all the assets, liabilities and goodwill thereof, and to pay for the same by the issue, allotment and distribution of fully paid up and non-assessable shares of this company or otherwise;

To purchase, acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person, partnership or company

pagnie exerçant tout commerce que cette compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenables pour les fins de cette compagnie, et les payer en émettant des actions entièrement acquittées ou autrement;

Faire des conventions pour le partage des profits, l'union des intérêts, co-opération,risque conjoint, concessions réciproques ou autrement, avec toute personne ou personnes ou compagnie exerçant ou étant engagées ou sur le point d'exercer ou de s'engager dans tout commerce ou transaction que cette compagnie est autorisée à exercer ou entreprendre, ou tout commerce ou transaction susceptible d'être conduite de manière à bénéficier directement ou indirectement à cette compagnie;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou aucun des biens et obligations de cette compagnie ou pour toute autre fin qui paraîtra censée directement ou indirectement bénéficier à cette compagnie.

Souscrire ou autrement acquérir et détenir, soit en qualité de principaux ou agents et comme propriétaires absolus ou au moyen de garanties collatérales, et échanger ou autrement disposer des actions du capital, obligations ou débentures de toute compagnie ou corporation avec laquelle cette compagnie a ou est sur le point d'avoir des relations commerciales, et prendre ou autrement acquérir et détenir des actions dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ou exercer tout commerce capable d'être conduit de manière à bénéficier directement ou indirectement à cette compagnie;

Se fusionner avec toute autre personne ou personnes ou compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change et autres effets négociables ou transférables;

Faire les affaires de commerçants, manufacturiers, importateurs, exportateurs, agents ou courtiers à commission dans l'huile de noix de coco et autres huiles, végétaux et autres substances grasses, composés et provisions, et les transformer en différentes substances et produits et ensemble avec leurs produits secondaires fabriquer des beurres par procédé secret ou autrement;

Acquérir certain secret ou autres procédés se rapportant aux objets précités, et manufacturer, acquérir, acheter, vendre ou autrement faire le commerce de machineries, matériel, outils, accessoires et matières de toutes descriptions utilisés dans les usines, outillage et opérations susdits ou accessoires à toutes patentes ou procédés brevetés, qu'ils soient détenus ou contrôlés par cette compagnie ou autrement, convenables ou nécessaires pour le bon exercice des affaires de cette compagnie, et agir en qualité d'agents, courtiers ou sur commission dans l'achat, la vente ou autre transaction dans les articles susdits, et payer pour les dits procédés, machineries, matériel, outils, accessoires et matières avec des actions entièrement acquittées et non sujettes à appel de la compagnie ou autrement;

Demander, acheter ou autrement acquérir toutes patentes, brevets d'invention, dessins, marques de commerce, permis, concessions et choses de même nature, conférant tout droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser tout secret ou autre renseignement concernant toute invention qui semblera capable d'être utilisée pour aucune des fins de cette compagnie ou dont l'acquisition paraîtra censée directenemt

carrying on any business which this company is authorized to carry on or in possession of property suitable to the purposes of this company, and to pay for the same by the issue of fully paid up shares or otherwise;

To enter into any agreement for the sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or persons or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in, any business or transaction which this company is authorized to carry on or engaged in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of this company, or for any other purpose which may seem calculated directly or indirectly to benefit this company;

To subscribe for, or otherwise acquire and hold, either as principal or agent, and absolutely as owner or by way of collateral security, and to exchange or otherwise dispose of the shares of capital stock, bonds of debentures of any company or corporation with which this company has or is about to have business relations, and to take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company or to carry on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company;

To amalgamate with any other person or persons or company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable or transferable instruments;

To carry on the business of dealers, manufacturers, importers, exporters, agents or commission brokers of coconut oil and other oils, vegetable and other fats, compounds and provisions, and to convert the same into various substances and products and to manufacture butters from the same and by products thereof by secret process or otherwise;—

To acquire certain secret or other processes in relation to the above, and to manufacture, acquire, purchase, sell or otherwise deal in machinery, plant, tools, appliances and materials of all descriptions used in works, plants and operations aforesaid or incidental to any patents or patent processes, whether they be owned or controlled by this company or otherwise, convenient or necessary for the proper carrying on of the business of this company, and to act as agents, brokers or on commission in purchasing, selling or otherwise dealing in articles aforesaid, and to pay for said processes, machinery, plant, tools, appliances and materials with paid up and non-assessable shares of the company or otherwise;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, brevets d'invention, devices, trade marks, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of this company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit this

ou indirectement bénéficier à cette compagnie, et utiliser, employer, développer ou accorder des permis à cet effet ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Acheter, vendre, manufacturer, manipuler, importer, exporter et faire le commerce de toutes substances, appareils et choses capables d'être utilisés dans tout tel commerce susdit, soit en gros ou en détail;

Acheter, louer, ou autrement acquérir pour placement ou revente et détenir comme propriétaires absolus ou comme créanciers hypothécaires ou autrement, et en général faire le commerce d'immeubles et propriétés de descriptions et état quelconques ou tout intérêt en iceux et les payer en actions, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou autrement;

Placer et transiger avec les argents non immédiatement requis de la compagnie, dans telles valeurs et de telle manière qu'il pourra être déterminé de temps à autre;

Distribuer en espèces, de temps à autre, parmi les actionnaires de la compagnie et vendre, améliorer, gérer, développer, louer, aliéner, faire valoir ou autrement faire le commerce avec la totalité ou aucune partie des biens et droits de la compagnie, en particulier toutes actions, débentures ou valeurs dans toute autre compagnie ou appartenant à cette compagnie ou dont cette compagnie peut avoir le pouvoir.

De disposer, et de faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs; exercer tout commerce accessoire au parfait accomplissement des objets pour lesquels cette compagnie est incorporée;

Vendre, louer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de cette compagnie sans aucun terme, avec le pouvoir d'accepter comme considération des actions, stocks ou obligations de toute autre compagnie;

Eriger, installer et exploiter des moulins, usines, machineries et outillage de toutes sortes nécessaires ou convenables pour le bon exercice des opérations manufacturières de la compagnie;

Rémunérer par paiement en argent, actions ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune action dans le capital de la compagnie ou d'aucune débenture ou autres valeurs de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

Exercer toute autre industrie, soit manufacturière ou autrement, qui semblera à la compagnie capable d'être convenablement exercée en rapport avec le commerce de la compagnie ou censée directement ou indirectement accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Les pouvoirs dans chaque paragraphe des présentes ne seront en aucune manière limités ou restreints par déduction ou induction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Colonial Coconut Butter Company Limited", avec un capital-actions de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

La principale plade d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,

3185 Sous-secrétaire de la province.

company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To buy, sell, manufacture, manipulate, import, export and deal in all substances, apparatus and things capable of being used in any such business as aforesaid, either wholesale or retail;

To purchase, lease or otherwise acquire, either for investment or resale and to hold either absolutely as owner or as mortgagee or otherwise, and generally to deal in real estate and property of whatsoever description and tenure or any interest therein and to pay for the same in shares, bonds, debentures or other securities of the company or otherwise;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required, upon such securities and in such manner as may from time to time be determined;

To distribute in specie from time to time among the shareholders of the company and to sell, improve, manage, develop, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company, and in particulars any shares, debentures or securities of any other company or belonging to this company, or which this company may have the power;

To dispose of and to do all acts and exercise all power to carry on any business incidental to the fulfilling of the objects for which this company is incorporated;

To sell, lease or otherwise dispose of all or any part of the property and rights of this company upon any terms, with power to accept as the consideration any shares, stocks or obligations of any other company;

To erect, instal and operate mills, plant, machinery and equipment of every kind necessary or suitable for the due carrying on of the company's manufacturing business;

To remunerate by payments in cash, shares or otherwise any person or company for services rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares in the company's capital stock or any debentures or other securities of the company or in the conduct of the business;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the company's business or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable, any of the company's rights or property;

The powers in each paragraph hereof are to be in no wise limited or restricted be reference to, or in reference from the terms of any other paragraph,under the name of "Colonial Coconut Butter Company Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars ($10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3186 Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf juillet 1914, constituant en corporation MM. Antoine Pigeon et Aristide Pigeon, hôteliers, J. E. Lesage, médecin, L. Clément, contracteur, de la cité de Montréal, Joseph Renaud, commerçant, de Saint-Léonard de Port-Maurice, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage des chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasin de cigares, cigarettes, tabacs, huîtres, salle à manger et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs, en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la cité de Montréal, sous le nom de "Pigeon & Frère, 2117 Avenue Papineau", avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et posséder par bail ou autrement, toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraires aux lois et règlements de la vente des liquers enivrantes, sous le nom de "Boulevard Hotel Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,

3183 Sous-secrétaire de la province.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the ninth July 1914, incorporating Messrs Antoine Pigeon and Aristide Pigeon, hotel-keepers, J. E. Lesage, physician, L. Clément, contractor, of the city of Montreal, Joseph Renaud, trader, of Saint Léonard de Port-Maurice, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oysters and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on, in the city of Montreal, under the name of "Pigeon & Frère, 2117 Avenue Papineau", with its equipment, furnishings, stock in trade, license, good will and all its other moveable assets generally and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or otherwise, any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property, and to borrow money upon security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertaking;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business with this company is authorized to carry on ,or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, subject to the laws and regulations concerning the sale of intoxicating liquors, under the name of "Boulevard Hôtel Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3184 Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de juillet 1914, constituant en corporation MM. Percy Hall Reid et Harry Allan Reid, manufacturiers, Robert Louis Calder, avocat, Robert Allan Herring, gérant de ventes, et William Roy Richards, gérant, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, louer ou autrement commercer, manufacturer, réparer et emmagasiner des automobiles, aeroplanes, hydroplanes, hydroaeroplanes et véhicules-moteurs de toutes sortes, faisant le service, sous terre et dans l'air et sur l'eau, et tous articles employés dans leur constructions, entretien, réparation et emmagasinage;

Faire les affaires de mécaniciens dans toutes leurs formes et spécialités;

Maintenir une école pour l'enseignement du soin, du maniement et de l'emploi des véhicules et voitures mus au moyen de moteur, des machines plus lourdes et plus légères que l'air, bateaux-moteurs, aéroplanes, hydroplanes, hydroaréoplanes et machines-motrices de toutes sortes; charger des honoraires pour tel enseignement, et émettre des certificats de qualification aux élèves de telle école justifiant leur habilité;

Faire aucun et tous tels actes non spécifiés ci-dessus dans les présentes qui sembleront nécessaires et avantageux pour l'accomplissement des objets ci-dessus énoncés, et à cette fin acquérir et détenir des biens immobiliers, sous le nom de "Reid Brothers Limited", avec un capital-actions de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,
3175 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit juillet 1914, constituant en corporation MM. Joseph Asselin, commerçant de bois, Adèle Bouchard, épouse séparée de biens de Joseph Asselin et autorisée par lui. J. A. Emile Asselin, étudiant en droit, J. A. Poulin, marchand général, et Ernest Perron, marchand, de Beauce Jonction, dans les buts suivants:

Faire le commerce de bois en gros et en détail et tous autres objets s'y rapportant;

Exploiter des limites à bois et tous autres objets se rapportant à cette exploitation, sous le nom de "J. Asselin Limitée", avec un fonds social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions de une piastre ($1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Beauce Jonction, (Enfant Jésus).

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,
3181 Sous secrétaire de la province.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth of July, 1914, incorporating Messrs. Percy Hall, Reid and Harry Allan Reid, manufacturers, Robert Louis Calder, advocate, Robert Allan Herring, sales manager, amd William Roy Richards, manager, of the city of Montreal, for the following purposes;

To buy, sell, lease or otherwise deal in, manufacture, repair and store automobiles, aeroplanes, hydroplanes, hydroaeroplanes and motor driven vehicles of every kind, plying on, under or above land and water, and all articles used in the construction, maintenance, repair and storage thereof;

To carry on the business of machinists in all its forms and branches;

To operate a school for instruction in the care, operation and use of motor driven vehicles and conveyances, heavier and lighter than air machines, motor-boats, aeroplanes, hydroplanes, hydroaeroplanes and motor driven machines of every kind; to charge fees for such instruction, and to deliver certificates of qualification to pupils of such school justifying their proficiency;

And to do any and all such acts not hereinbefore specified as may be necessary and expedient for the prosecution of the objects hereinabove set forth; and to acquire and hold real property for the same, under the name of "Reid Brothers Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,
3176 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighth of July, 1914, incorporating Messrs. Joseph Asselin, lumber merchant, Adèle Bouchard, wife separate as to property of Joseph Asselin and authorized by him, J. A. Emile Asselin, law student; J. A. Poulin, general merchant and Ernest Perron, merchant, of Beauce Junction, for the following purposes:

To carry on the business of wholesale and retail lumber merchants and all other articles relating thereto;

To exploit timber limits and all other objects ralating to such exploitation, under the name of "J. Asselin Limitée" with a capital stock of twenty thousand ($20,000.00) dollars, divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in Beauce Junction (Enfant Jésus).

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,
3182 Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de juillet 1914, constituant en corporation MM. D. Barsalou, hôtelier, Marie Lefebvre, autorisée de son mari, George Robert et Wilfrid Boissonneault, commis, H. H. Duchesne, financier de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places, pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, depôts de journaux et de publications périodiques, magasin de cigares et de cigarettes, tabacs, huîtres, salle à manger et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs, en gros et en détail.

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la cité de Montréal, sous le nom de "Barsalou's Place", 169 Boulevard Saint Laurent, avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail ou autrement et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucunes de ses propriétés mobiilières ou immoblilières, en disposer ou en faire le commerce autrement, et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation, autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets, non contraires aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes, sous le nom de "Barsalou Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaire de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,
3137-2 Sous-secrétaire de la province.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the second day of July, 1914, incorporating Messrs. D. Barsalou, hotel-keeper, Marie Lefebvre, authorized by her husband, George Robert and Wilfrid Boissonneault, clerks, H. H. Duchesne, financier, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oysters and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on, in the city of Montreal, under the name of "Barsalou's Place", 169 Boulevard Saint Laurent, with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good will and all its other moveable assets generally and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or otherwise, and to own any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property, and to borrow money upon security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertaking;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business with this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, subject to the laws and regulations concerning the sale of intoxicating liquors, under the name of "Barsalou Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary this second day of July 1914.

C. J. SIMARD,
3138 Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de juin 1914, constituant en corporation MM. Guillaume St-Pierre, avocat; Antoine Ferdinand Jeannotte, médecin; Joseph-Aimé Mignault, employé civil; Alfred Godin, typographe, Lorenzo Bélanger, comptable; Théodule Bénard, peintre; Dosithée Dugas, plombier, Magloire Havard, commis, et François Georges Crépeau, notaire, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, bail, échange, ou autrement, et détenir, améliorer, subdiviser, construire, utiliser, administrer, louer, vendre, échanger et disposer de tous genres d'immeubles et propriété immobilière;

Agir comme agents et courtiers pour l'achat, la vente, l'échange, la location d'immeubles ou pour autres transactions de même nature;

Faire les opérations d'agents et de courtiers de toute espèce d'assurance;

A faire fonction d'agence ou compagnie pour agir au nom d'autres qui pourront lui confier de l'argent pour des fins de prêt ou de placement; à assurer aussi le remboursement du capital et le paiement de l'intérêt ou des deux de toutes sommes confiées à la compagnie pour être placées, et pour protéger la compagnie contre toute perte sur toute garantie, obligation ou avance faite par la compagnie, à recevoir toutes sortes de dettes actives ou valeurs qui sont transportées ou cédées à la dite compagnie, ou engagées ou hypothéquées en sa faveur ou entreposées chez celle-ci; à agir comme agent pour toute débenture, obligation, hypothèque ou autre valeur émise suivant la loi pour toute autrecorporation constituée dans la province de Québec ou de la Puissance;

Faire la collection et perception de deniers, loyers, billets promissoires, comptes, hypothèques, coupons et autres valeurs;

Prêter de l'argent aux clients, détenteurs de lots et autres personnes ayant des affaires avec la compagnie;

Faire en son nom corporatif des opérations de prêts et placements de toutes sortes, excepté le commerce de banque;

Prendre et posséder des hypothèques sur biens fonds ou autres sortes d'obligations sur la garantie desquelles elle veut prêter ses capitaux.

Posséder sous tous rapports, en ce qui regarde le prêt et le placement de ses capitaux et ses affaires, les mêmes pouvoirs et privilèges qu'un particulier peut avoir;

Pouvoir recevoir des argents ou toute sommes de deniers de personnes ou corporations qui désirent les prêter sur hypothèques et effectuer de tels prêts et placements;

Emettre des actions acquittées de la compagnie en paiement de tous biens meubles ou immeubles que la compagnie peut ou pourra acquérir;

Faire, émettre, donner, accepter, endosser, escompter des billets promissoires, traites, ou autres effets négociables;

Assumer et payer tout lien, hypothèque ou autre charge qui pourraient exister sur des immeubles que la compagnie achètera;

Acquérir et détenir toutes actions ou débentures dans d'autres compagnies et en disposer par aliénation ou autrement, sous le nom de "La Compagnie Immobilière Saint-Pierre, Limitée", avec un fonds social de quarante mille piastre ($40,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de vingt piastres ($20.00), chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de juin 1914.

C. J. SIMARD,

3061-2 Sous-secrétaire de la province.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent habe been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of June, 1914, incorporating Messrs. Guillaume St. Pierre, advocate; Antoine Ferdinand Jeannotte, physician; Joseph Aimé Mignault, civil employee; Alfred Godin, printer, Lorenzo Bélanger, accountant, Théodule Bénard, painter; Dosithée Dugas, plumber; Magloire Haward, clerk, and François Georges Crépeau, notary, of the city of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, and to hold, improve, subdivide, build upon, utilize, administer, lease, sell, exchange and dispose of all kinds of real estate and immoveable property;

To act as agents and brokers for the purchase, sale, exchange and leasing of immoveables or for other transactions of a like nature;

To operate as agents and brokers in all kinds of insurance;

To do the business of an agency or company to act in the name of others who may entrust it with money for loan or investment; to insure also the repayment of the capital and the payment of the interest, or of both of all sums confided to the company for investment and to protect the company against all loss on every guarantee, obligation or advance made by the company; to receive all manner of assets or values ceded or transferred to the said company, or pledged or hypothecated in its favor or store with it; to act as agents for any debentures, bonds, mortgages or other values issued according to law by any other corporation constituted in the province of Quebec or the Dominion of Canada;

To collect and receive moneys, rents, promissory notes, accounts, mortgages, coupons and other values;

To loan money to clients, lot owners and other having business with the company;

To carry on in its corporate name loan and investment operations of all kinds, except banking business;

To take and hold mortgages on real property or other kinds of obligations, on the security of which it intends to invest its funds;

To possess in every respect, as regards the loan and investment of its funds and its affairs, the same powers and privileges as an individual may enjoy;

To have power to receive all money and sums of money from persons or corporations desiring to lend on mortgage, and to negotiate such loans and investments;

To issue paid-up stock of the company in payement of all property, real or personal, which the company can or may acquire;

To make, issue, give, accept, endorse and discount promissory notes, drafts or other negotiable instruments;

To assume and pay every claim, hypothec or other charge which may exist on immoveables bought by the company;

To acquire and hold shares or debentures in other companies, and to dispose of the same by sale or otherwise, under the name of "La Compagnie Immobilière St- Pierre, Limitée", with a capital stock of forty thousand dollars ($40,000.00), divided into two thousand (2000) shares of twenty dollars ($20.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of June, 1914.

C. J. SIMARD,

3062 Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du troisième jour de juillet 1914, constituant en corporation MM. Nicholas Liontos, restaurateur, Stefanos Psarris, hôtelier, Demetre Andreopoulos, restaurateur, Athas Lombardos, courtier en assurances, Ernest Dupuis, commis, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches, le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places, pour le cirage des chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journeaux et de publications périodiques,magasins de cigares, cigarettes, tabacs, huîtres, salle à manger et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs, en gros et en détail.

Acquérir par achat, comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la cité de Montréal, sous le nom de "Astor Café", 456 rue Sainte-Catherine-Est, avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, license, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement, de toute personne, société ou compagnie, comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir, et posséder par bail ou autrement, tout autre hôtel, toute propriété immobilière, qui peuvent être nécessaires aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, aliéner, louer toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, ou en faire le commerce autrement, et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce, que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets sujets aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes, sous le nom de "White Star Hotel, Limited", avec un capital actions de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaire de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

3141-2

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the third day of July, 1914, incorporating Messrs. Nicholas Liontos, restaurant, Stefanos Psarris, hotel owner, Demetre Andreopoulos, restaurant owner, Athas Lombardo, insurance broker, Ernest Dupuis, clerk, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec Licence Law, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billard and pool rooms, newspaper and magasine depots, cigar, cigarettes and tobacco stores, oyster and lunch counter, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel business now being carried on, in the city of Montreal, under the name of "Astor Cafe", 456 Sainte Catherine East, street, with its equipment, furnishings, stock-in-trade, licence, good will and all its other moveable assets generally,and to pay for the same in cash or in bonds or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and its equipment, furnishings and all other assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or otherwise any other hotel, any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorrated; and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares, of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property and to, borrow money upon security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands obtain or acquired by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business, which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the Company;

To do and perform all other acts and things which may be conducial or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, subject to the laws and regulations concerning the sale of intoxicating liquors, under the name of "White Star Hotel Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary this third day of July 1914.

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial secretary.

3142

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sixième jour de juillet 1914, constituant en corporation MM. Georges E. Williams, hôtelier, Clara Dionne, autorisée de son mari, Alfred Minville, commis, Napoléon Marquis, forgeron, Omer Deslières, courtier d'immeubles, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches, le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasin de cigares et de cigarettes, tabacs, huîtres, salle à manger et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs, en gros et en détail.

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la cité de Montréal, sous le nom de Hôtel Essex, 1-3-5, Carré Chaboillez, avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie, comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail ou autrement, et posséder toute propriété immobilière, qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement, et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses, qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation, engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux, pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraires aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes, sous le nom de "l'Hôtel Essex, Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200), actions de cent piastres ($100.00), chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,
3139-2 Sous-secrétaire de la province.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of July, 1914, incorporating Messrs. Georges E. Williams, hotel-keeper, Clara Dionne, authorized by her husband, Alfred Mainville, clerk, Napoléon Marquis, blacksmith, Omer Deslières, real estate broker, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith such as shoe shining stands, barber shops, billard and pool rooms, news paper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oysters and lunch counters, as well as the business of wholesale, and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on, in the city of Montreal, under the name of "Hotel Essex, 1-3-5 Chaboillez Square", with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good will and all its other moveable assets generally and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on, any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings, used in or destined to its exploitation, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire lease or otherwise and to own any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property, and to barrow money upon security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings, which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertaking;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, subject to the laws and regulations concerning the sale of intoxicating liquors, under the name of "l'Hôtel Essex Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200), shares of one hundred dollars ($100.00), each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,
3140 Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze juin 1914, constituant en corporation MM. Alfred Lang Wade, marchand, William Eric B. Schreiber, voyageur de commerce, de la cité de Québec, Harry Cooper Smith, gérant,de la cité de Montréal, Gabriel Berthe Larue, épouse de William E. B. Schreiber, par lui dûment autorisée, et P. Martha Sharpe, épouse de Alfred Lang Wade, par lui dûment autorisée, de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Faire les affaires de contracteurs généraux pour la construction, démolition ou réparation de toutes bâtisses et autres travaux, publics ou privés, et à telles fins, faire, exécuter, accomplir et sous-louer des contrats pour l'exécution de travaux et la fourniture de matétiaux s'y rapportant.

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de matériaux de toutes sortes et descriptions, en tuile, mosaïque et terrazzo, marbre et ardoise pour l'intérieur des édifices, et agir en qualité d'agents pour les manufacturiers et commerçants de tels articles;

Acquérir, manufacturer, construire, entretenir et exploiter tout stock, matériel, machineries, et accessoires nécessaires et convenables pour la bonne exécution d'aucune de ses entreprises;

Acheter, posséder, louer et vendre des propriétés immobilières et mobilières pour le commerce de la compagnie, et placer les argents disponibles dans telles propriétés ou autrement.

Demander, acheter, louer ou autrement acquérir tous brevets d'invention, droits de patentes, marques de commerce, noms de commerce, agences ou autres droits, privilèges ou concessions se rapportant aux objets ci-dessus ou à aucun d'eux, et les payer ou pour services rendus à la compagnie, soit en tout ou en partie par l'émission d'actions acquittées de la compagnie ou autrement;

Sans restreindre en aucune manière la généralité des objets précités, acquérir et entreprendre la totalité ou aucune partie du commerce, droit, clientèle, propriétés et biens y compris toute option, concession et choses de même nature, de tout individu, société commerciale, association ou corporation exerçant aucune des affaires que la compagnie est autorisée à exercer, et assumer la totalité ou aucune partie des dettes d'iceux, et les payer, en tout ou en partie, en argent ou obligations, ou en paiement ou en partie de paiement d'iceux, répartir et émettre comme entièrement acquittées et non-sujettes à appel des actions du capital de la compagnie, qu'elles soient souscrites ou non;

Vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des propriétés, biens, droits, entreprises ou clientèle de la compagnie, et accepter en paiement total ou partiel de l'argent, des obligations, actions ou autres valeurs de toute corporation ou compagnie, toute telle vente ou disposition n'étant valide et engageant la compagnie pourvu qu'elle ait été ratifiée par les actionnaires représentant les deux tiers du capital souscrit de la compagnie.

Acquérir et posséder, et vendre le stock, les actions ou entreprises de toute autre compagnie ayant pour un de ses objets l'exploitation d'aucun des pouvoirs de cette compagnie, ou en disposer autrement, et transporter ses entreprises ou ses biens à toute telle compagnie ou se fusionner avec elle.

Faire des conventions pour le partage des profits, l'union des intérêts, la co-opération, les risques conjoints, les concessions réciproques

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1914, incorporating Messrs. Alfred Lang Wade, merchant, William Eric B. Schreiber, traveling agent, of the city of Quebec, Harry Cooper Smith, manager, of the city of Montreal, Gabrielle Berthe Larue, wife of William E. B. Schreiber by him duly autorized, and P. Martha Sharpe, wife of Alfred Lang Wade, by him duly authorized, of the city of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as general contractors for the construction, demolition or repair of all buildings and other works, public or private, and for such purposes to enter into, carry out, perform and sublet contracts for doing work and supplying materials in connection therewith;

To manufacture, buy, sell and deal in every kind and descriptions of tiling, mosaic and terrazzo materials and interior marble and slate, and to act as agents for manufacturers and dealers in such goods;

To acquire, manufacture, build, maintain and operate all stock, plant, machinery and appliances necessary and convenient for the proper carrying on of any of its undertakings;

To buy, own, hire and sell moveable and immoveable properties necessary for the business of the company, and to invest its available money in such property or otherwise;

To apply for, purchase, lease or otherwise acquire any patents of invention, patent rights, trade marks, trade names, agencies or other rights, privileges or concessions relating to the foregoing objects, or any of them, and to pay for the same or for services rendered to the company, either in whole or in part, by the issue of paid stock of the company or otherwise;

Without in any way restricting the generality of the foregoing, to acquire and undertake the whole or any part of the business, rights, goodwill, property and asset, including any option, concession and the like, of any individual, firm, association or corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on, and to assume the whole or any part of the liabilities thereof, and to pay for the same wholly or in part in cash or in bonds, or in payment or in part payment thereof, to allot and issue as fully paid up and non assessable shares of the capital stock of the company, whether subscribed for or not;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, assets, rights, undertakings or good-will of the company, and to accept payment for the same wholly or in part in cash, bonds, stock or other securities in any corporation or company, any such sale or disposition to be valid and binding on the company, provided the same is accepted by shareholders representing two thirds of the subscribed capital of the company;

To acquire and hold, and to sell or otherwise dispose of the stock, shares, securities or undertakings of any other company having for one of its objects the exercise of any of the powers of the company, and to transfer its undertakings or assets to or to amalgamate with any such company;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint-adventure, reciprocal concession or otherwise

ou autrement avec toute personne ou compagnie exerçant ou se proposant d'exercer toute industrie que cette compagnie est autorisée à exercer, ou qui peut être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie.

En général exercer toute autre industrie pouvant contribuer à l'accomplissement des objets pour lesquels cette compagnie est constituée en corporation.

Il est par les présentes déclaré que l'intention de la compagnie est que les objets spécifiés dans aucun des paragraphes des présentes ne seront en aucune manière limités ou restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe ou du nom de la compagnie, sous le nom de "Provincial Marble & Tile Company, Limited", avec un capital actions de trois mille piastres ($3,000.00), divisé en trente (30) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaire de la corporation sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de juin 1914.

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

3063

1482.14.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Avis est par le présent donné qu'il y aura une assemblée des examinateurs nommés par le comité catholique du conseil de l'Instruction publique pour l'examen des candidats à la charge d'inspecteurs d'écoles, à l'Ecole normale Laval, à Québec, mercredi, le dix-neuvième jour d'août prochain 1914, à neuf heures du matin. Toute personne qui désire se présenter à cet examen devra envoyer, d'ici au huitième jour d'août prochain, à J. N. Miller, secrétaire du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, une, demande à cet effet, la somme de six piastres, ainsi que tous les documents exigés par les règlements du comité catholique du conseil de l'Instruction publique.

J. N. MILLER,
Secrétaire.

Québec, 2 juillet 1914. 3043–3

AVIS

Est par le présent donné que le Bureau des Examinateurs des Mesureurs de Bois de la province de Québec se réunira à

QUEBEC, LE 13 JUILLET 1914
HULL, LE 15 SEPTEMBRE 1914

pour procéder à l'examen des candidats qui désirent se qualifier comme mesureurs et classificateurs de bois.

Les aspirants candidats devront communiquer immédiatement avec ce département et désigner l'endroit où ils désirent se présenter.

Un honoraire de $4.00 est exigible.

ELZ. MIVILLE DECHENE,
Sous-Ministre des Terres et Forêts.

Québec, 6 juin 1914. 2559–2

with any person or company carrying on or intending to carry on any business which this company is authorized to carry on, or is capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

Generally to carry on any business incidental to the proper fulfilment of the objects for which the company is incorporated;

It is thereby declared to be the intention that the objects specified in each of the foregoing paragraphs shall be in no wise restricted or limited by reference to or inference from the terms of any other paragraphs or the name of the company, under the name of "Provincial Marble & Tile Company, Limited", with a capital stock of three thousand dollars ($3,000.00), divided into thirty (30) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of June, 1914.

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

3064

1482.14.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Notice is hereby given that a meeting of the examiners appointed by the catholic committee of the council of Public Instruction, for the examination of candidates desiring to qualify as school inspectors shall be held at the Laval Normal School, at Quebec, on Wednesday, the nineteenth day of August next, 1914, at nine o'clock in the forenoon. Intending candidates shall send to J. N. Miller, secretary of the catholic committee of the council of Public Instruction between this date and the eighth day of August next, a demand to that effect, the sum of six dollars, together with all documents required by the by-laws of the catholic committee of the council of Public Instruction.

J. N. MILLER,
Secretary.

Quebec, 2nd July, 1914. 3044

NOTICE

Is herby given that the Board of Examiners of Cullers of the province of Quebec will meet at

QUEBEC, on the 13th of JULY, 1914
HULL, on the 15th of SEPTEMBER, 1914

to examine candidates desiring to qualify as log cullers and measurers.

Intending candidates should communicate at once with this Department and mention the place where they intend presenting themselves.

A fee of $4.00 is exacted.

ELZ. MIVILLE DECHENE,
Deputy Minister of Lands and Forests.

Quebec, 6th June, 1914. 2560

Avis Divers

Avis public est par le présent donné que les syndics du cimetière de Griffin, à Griffin, dans le canton de Stanstead, P. Q., s'adresseront au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour incorporation sous le nom de "Griffin Hill Cemetery Company", conformément à la loi des cimetières.

CHAS. M. THOMAS, N. P.,
Pour les dits syndics.

Stanstead, P. Q., 6 juillet 1914. 3135–2

Avis public est par le présent donné que le révérend Vladimir Joseph Sakovitch, pasteur de la congrégation russe Orthodoxe, rendant hommage au culte dans Montréal, sous le nom de "The Church of Saint Peter and Saint Paul", avec Ivan Ivanoff, président du conseil des syndics de la congrégation, et Gregory Zinkevitch, syndic et trésorier de la dite congrégation, ont présenté une requête à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, demandant respectueusement l'incorporation de la congrégation de l'église russe orthodoxe dans Montréal.

(Laquelle a antérieurement rendus hommage au culte sous le nom de "The Church of Saint Peter and Saint Paul), sous le nom de "The Church of the Holy Trinity"; la dite requête pour incorporation étant faite en conformité et en vertu des sections 4391 et suivantes des Statuts refondus de la province de Québec.

Cet avis est donné, tel que prescrit par la section 4394, chap. 3, des dits Statuts refondus.

HENEKER & JOHNSON,
Procureurs des requérants.

Bâtisse "Commercial Union",
rue Saint-Jacques, Montréal.

Montréal, 25 juin 1914. 2923–3

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 230.

Dame Jeanne Gorrel, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Maurice Chassagne, agent, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Maurice Chassagne, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

DESAULNIERS & VALLEE,
Procureurs de la demanderesse

Montréal, 6 juillet 1914. 3107–2

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure. No 2572. Dame Parmélia Tessier, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Henri Ethier, ferblantier et couvreur, autrefois des cité et district de Montréal, aujourd'hui des lieux inconnus, duement autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Henri Ethier, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 4 juillet 1914.

ELPHEGE MARIER,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 4 juillet 1914. 3069–2

Miscellaneous Notices

Public notice is hereby given that the trustees of the Cemetery, at Griffin, in the township of Stanstead, P. Q., will apply to the Lieutenant Governor of the province of Quebec, for incorporation, under the name of the "Griffin Hill Cemetery Company", pursuant to the cemeteries Act.

CHAS. M. THOMAS, N. P.,
For said trustees.

Stanstead, P. Q., 6th July, 1914. 3136

Public notice is hereby given that the reverend Vladimir Joseph Sakovitch, pastor of the Russian Orthodox Congregation, worshipping in Montreal under the name of The Church of Saint Peter and Saint Paul, together with Ivan Ivanoff, chairman of the Board of Trustees of the Congregation, and Gregory Zinkevitch, a trustee and the treasurer of the said Congregation, have presented a petition to His Honour the Lieutenant Governor of the province of Quebec. praying for the incorporation of the Congregation of The Russian Orthodox Church in Montreal.

(Which has previously worshipped under the name of The Church of Saint Peter and Saint Paul), under the name of the Church of the Holy Trinity; said petition for incorporation being made under and by virtue of sections 4391 and following of the Revised Statutes of the province of Quebec.

This notice is given, as required by section 4394, of chap. 3, of the said Revised Statutes.

HENEKER & JOHNSON,
Attorneys for petitioners.

Commercial Union Building,
Saint James street.

Montreal, 25th June, 1914. 2924

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 230.

Dame Jeanne Gorrel, of the city ond district of of Montreal, wife common as to property of Maurice Chassagne, agent of the same place, duly authorized *à ester en justice*, Plaintiff;

vs

The said Maurice Chassagne, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted this day.

DESAULNIERS & VALLEE,
Attorneys for Plaiutiff.

Montreal, 6th July, 1914. 3108

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court. No. 2572. Dame Parmélia Tessier, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Henri Ethier, tinsmith, formerly of the city and district of Montreal, now of unknown places, duly authorized *à ester en justice*, Plaintiff; vs the said Henri Ethier, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted on the 4th day of July, 1914.

ELPHEGE MARIER,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 4th July, 1914. 3070

MONTREAL TRAMWAYS COMPANY

ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

Avis est par le présent donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la "Montreal Tramways Company", sera tenue aux bureaux de la compagnie "Street Railway Chambers", 78, rue Craig-ouest, à midi, mardi le quatrième jour du mois d'août 1914.

Les livres de transferts seront fermés à partir du quinzième jour de juillet jusqu'au troisième jour d'août, les deux jours inclusivement.

Par ordre,

PATRICK DUBEE,
Secrétaire-trésorier.

2855-3

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 1801.

Isabelle Lapeyrère, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Léon Bégis, employé civil, du même lieu, la dite Dame Isabelle Lapeyrère, dûment autorisée aux présentes par un des honorables juges de cette cour, Demanderesse;

vs

Leon Bégis, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée par la demanderesse au défendeur, le 30 avril 1914.

ST-GERMAIN, GUERIN & RAYMOND,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 6 mai 1914. 2963-3

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe.
No 87.

Dame Vitaline Roireau dit Laliberté, de Central Falls, dans le Rhode Island, l'un des états unis d'Amérique, épouse commune en biens de Etienne Desmarais, de la paroisse de Sainte-Rosalie, district de Saint-Hyacinthe, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

LUSSIER & GUIMONT,
Avocats de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 16 juin 1914. 2967-3

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe.
No 86.

Dame Mélanie Roireau dit Laliberté, de Central Falls, dans le Rhode Island, l'un des états-unis d'Amérique, épouse commune en biens de Samuel Lemonde, ci-devant de Saint-Simon, dans le district de Saint-Hyacinthe, et maintenant de lieux inconnus, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

LUSSIER & GUIMONT,
Avocats de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 16 juin 1914. 2969-3

Province de Québec, District de Montréal Cour Supérieure, No 1383. Marie-Louise Harvey, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Albert Ferland, charretier, tous deux des cité et district de Montréal, a intenté ce 26 juin 1914, une action en séparation de biens contre son dit époux.

CINQ-MARS & CINQ-MARS,
Procureurs de la demanderesse.

2965-3

MONTREAL TRAMWAYS COMPANY

ANNUAL GENERAL MEETING

Notice is hereby given that the annual general meeting of the Shareholders of the Montreal Tramways Company will be held at the Company's Offices, Street Railway Chambers, 78, Craig street west, at twelve o'clock noon, on Tuesday, the 4th day of August, 1914.

The transfer books will be closed from the 15th day of July to the 3rd day of August, both days inclusive.

By order of the Board,

PATRICK DUBEE,
Secretary-Treasurer.

2856

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 1801.

Isabelle Lapeyrère, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Léon Begis, civil employee, of the same place, the said Dame Isabelle Lapeyrère, duly authorized for the purposes of the presents by one of the honourable justices of this court, Plaintiff;

vs

Léon Begis, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant, on April 30th, 1914.

ST-GERMAIN, GUERIN & RAYMOND,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 6th May, 1914. 2964

Superrio Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Hyacinth.
No. 87.

Dame Vitaline Roireau dit Laliberté, of Central Falls, state of Rhode Island, one of the united states of America, wife common as to property of Etienne Desmarais, of the parish of Sainte Rosalie, district of Saint Hyacinth, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

LUSSIER & GUIMONT,
Attorneys for Plaintiff.

Saint Hyacinth, 16th June, 1914. 2968

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Hyacinth.
No 86.

Dame Mélina Roireau dit Laliberté, of Central Falls, State of Rhode Island, one of the united states of America, wife common as to property of Samuel Lemonde, heretofore of Saint Simon, district of Saint Hyacinth, and now in unknown parts, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

LUSSIER & GUIMONT,
Attorneys for plaintiff.

Saint Hyacinth, 16th June, 1914. 2970

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No 1383. Marie Louise Harvey, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Albert Ferland, carter, both of the city and district of Montreal, has instituted on the 26th June, 1914, an action for separation as to property against her said husband.

CINQ-MARS & CINQ-MARS,
Attorneys for the plantiff.

2966

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No. 2961.

Dame Amanda Després, épouse commune en biens de Rodrigue Maurice, contracteur, de la cité et du district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Rodrigue Maurice, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur.

LAURENT & FAUTEUX,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 22 juin 1914. 2825-4

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 3643.

Dame Elmire Lamond, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de George E. Bissonnette, agent, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit George E. Bissonnette, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 22 mai 1914.

DESAULNIERS & ALLEE,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 16 juin 1914. 2817-4

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District des Trois-Rivières.
No 575.

Dame Marie Carignan, épouse de Albert Demontigny, boulanger, de la paroisse de Saint-Luc, Demanderesse; vs Le dit Albert Demontigny, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause ce jour.

L. P. GUILLET,
Procureur de la Demanderesse.

Trois-Rivières, 17 juin 1914. 2803-4

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Beauharnois.
No 2589.

Dame Exilda Bruyère, de la cité de Valleyfield, épouse commune en biens de Arthur Beffre, machiniste, actuellement de lieux inconnus, Demanderesse; vs Le dit Arthur Beffre, Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le dixième jour de juin 1914.

ARTHUR PLANTE,
Procureur de la Demanderesse.

2799-4

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 2376.

Marie Jeanne Marguerite Audiot, épouse commune en biens de Tancrède Marcil, journaliste, et ce dernier en autant que besoin est pour autoriser son épouse, tous deux de la cité et du district de Montréal, Demanderesse;

vs

Tancréde Marcil, journaliste, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause le 10ième jour de mars 1914.

G. EMILE DEPOCAS,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 10 mars 1914. 2695-5

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 2961.

Dame Amanda Després, wife common as to property of Rodrigue Maurice, contractor, of the city and district of Montreal, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff;

vs.

The said Rodrigue Maurice, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted against defendant.

LAURENT & FAUTEUX,
Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 22nd June, 1914. 2826

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 3643.

Dame Elmire Lamond, of the city and district of Montreal, wife common as to property of George E. Bissonnette, agent, of the same place duly authorized *à ester en justice*, Plaintiff; vs The said George E. Bissonnette, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted on the 22nd day of May, 1914.

DESAULNIERS & ALLEE,
Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 16th June, 1914. 2818

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Three Rivers,
No. 575.

Dame Mary Carignan, wife of Albert Demontigny, baker, of the parish of Saint Luc, Plaintiff; vs The said Albert Demontigny, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, in this cause.

L. P. GUILLET,
Attorney for plaintiff.

Three Rivers, 17th June, 1914. 2804

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Beauharnois.
No. 2589.

Dame Exilda Bruyère, of the city of Valleyfield, wife common as to property of Arthur Beffre, machinist, presently of unknown place, Plaintiff; vs The said Arthur Beffre, Defendant.

An action for separation from bed and board has been taken herein on the 10th of June, 1914.

ARTHUR PLANTE,
Attorney for Plaintiff.

2800

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 2376.

Marie Jeanne M. Audiot, of Montreal, wife of Tancrède Marcil, journalist, of the same place, Plaintiff;

vs.

The said Tancrède Marcil, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 10th day of March, 1914.

G. EMILE DEPOCAS,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 10th March, 1914. 2696

Canada, *Cour Supérieure.*
Province de Québec,
District de Montréal,
No 1126.

Dame Marguerite Griffin, épouse commune en biens de Achille Beauchamp, voyageur de commerce, tous deux des cité et district de Montréal. Demanderesse;

vs

Le dit Achille Beauchamp, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

(Signé) G. E. DEPOCAS,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 13 juin 1914. 2693-5

Cour Supérieure.
Province de Québec,
District de Montréal,
No 2285.

Yvonne Thurmen, épouse d'Archille Desailliers, journalier, des cité et district de Montréal, Demanderesse;

vs

Achille Desailliers, journalier, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée le 12 juin 1914.

J. H. W. RENAUD,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 12 juin 1914 2691-5

Cour Supérieure.—Montréal.
No 148.

Dame Rose A. Goyer, épouse dûment autorisée à ester en justice de Hormisdas Provost, menuisier, de Montréal, Demandeur; vs Hormisdas Provost, de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été ce jour intituée contre le défendeur.

L. P. DUPRE,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 10 juin 1914. 2649-5

Cour Supérieure.
Province de Québec,
District de Montréal,
No 296.

Marie-Louise Desautels, épouse commune en biens de Walter A. Brown, de la cité de Montréal, commis, judiciairement autorisée à instituer la présente action, Demanderesse;

vs

Le dit E. A. Brown, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause contre le défendeur, le quinzième jour d'avril 1914.

BLAIR, LAFERTY & HALE,
Procureurs de la demanderesse.

éal, 24 juin 1914. 2919-3

Dans la Cour Supérieure.
Canada,
Province de Québec,
District de Montréal.
No 25.

Dame Olivine Favreau, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens d'Isaac Ringuette, entrepreneur menuisier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Isaac Ringuette, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 18 juin 1914.

BARNARD, McKEOWN
& CHOQUETTE,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 30 juin, 1914. 2961-3

Canada, *Superior Court.*
Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 1126.

Marguerite Griffin, wife common as to property of Achille Beauchamp, commercial traveller, of the city and district of Montreal, Plaintiff;

vs.

The said Achille Beauchamp, of the same place, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted by Plaintiff against defendant this day.

G. EMILE DEPOCAS,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 13th June, 1914. 2694

Superior Court.
Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 2285.

Yvonne Thurmen, wife of Achille Desailliers, laborer, of the city and district of Montreal, Plaintiff;

vs.

Achille Desailliers, laborer, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted on the 12th June, 1914.

J. H. W. RENAUD,
Attorney for the Plaintiff.

Montreal, 12th June, 1914. 2692

Superior Court.—Montreal.
No. 148.

Dame Rose A. Goyer, wife duly authorize to *ester en justice* of Hormisdas Provost, carpenter, of Montreal, Plaintiff; vs Hormidas Provost, of Montreal, Defendant.

An action for separation as to property has been duly instituted this day against defendant.

L. P. DUPRE,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 10th June, 1914. 2650

Superior Court.
Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 296.

Marie-Louise Desautels, wife common as to property of Walter A. Brown, of the city of Montreal, clerk, judicially authorized to take the present action, Plaintiff;

vs.

The said E. A. Brown, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case against defendant on the 15th day of April, 1914.

BLAIR, LAVERTY & HALE,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 24th June, 1914. 2920

In the Superior Court.
Canada,
Province of Quebec.
District of Montreal.
No 25.

Dame Olivine Favreau, wife common as to property of Isaac Ringuette, carpenter, both of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff;

vs

The said Isaac Ringuette, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted the 18th June, 1914.

BARNARD, McKEOWN
& CHOQUETTE
Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 30th June, 1914. 2962

Cour Superieure

Province de Québec,
District de Montréal.
No 3331.

Dame Eveline Daoust, dûment autorisée à ester en justice, épouse commune en biens de Joseph Deslauriers, entrepreneur, tous deux des cité et district de Montréal, Demanderesse; vs le dit Joseph Deslauriers, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 7 juillet 1914.

CODERRE & GAGNON,
Procureurs de ls demanderesse.
Montréal, 7 juillet 1914. 3131-2

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 4141.

Dame Philomène Rousseau, épouse commune en biens de Thomas Dancause, entrepreneur, de la cité de Lachine, dans le district de Montréal, Demanderesse; vs le dit Thomas Dancause, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur.

A. JASMIN,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 9 juillet 1914. 3205

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 1416.

Dame Evéline Goyer, de la cité de Lachine, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Hormisdas Rabeau, du même lieu, marchand, Demanderesse; vs le dit Hormisdas Rabeau, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour contre le défendeur.

A. JASMIN,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 9 juillet 1914. 3201

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No. 4232.

Dame Constantine Marleau, épouse légalement commune en biens de Joseph St-Jean, de la cité de Lachine, dans le district de Montréal, marchands-épiciers, Demanderesse vs le dit Joseph St-Jean, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour contre le défendeur.

A. JASMIN,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 9 juillet 1914. 3203

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 3331.

Dame Eveline Daoust, duly authorized to *ester en justice*, wife common as to property of Joseph Deslauriers, contractor, both of the city and district of Montreal, Plaintiff; vs the said Joseph Deslauriers, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the 7th July, 1914.

CODERRE & GAGNON,
Attorneys for the plaintiff.
Montreal, 7th July, 1914. 3132

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No 4141.

Dame Philomène Rousseau, wife common as to property of Thomas Dancause, contractor, of the city of Lachine, in the district of Montreal, Plaintiff; vs The said Thomas Dancause, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, against the Defendant.

A. JASMIN,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 9th July 1914. 3206

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 1416.

Dame Evéline Goyer, of the city of Lachine, in the district of Montreal, wife common as to property of Hormisdas Rabeau, of the same place, merchant, Plaintiff; vs the said Hormisdas Rabeau, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, this day, against the Defendant.

A. JASMIN,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 9th July, 1914. 3202

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 4232.

Dame Constantine Marleau, wife legally common as to property of Joseph St-Jean, of the city of Lachine, in the district of Montreal, grocers-merchant, Plaintiff; vs the said Joseph St-Jean, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, this day, against the Defendant.

A. JASMIN,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 9th July, 1914. 3204

Bankrupt Notices

District de Bonaventure et Gaspé.

John M. Adams, de St-Laurent de Matapédia, marchand, a, le 29 juin 1914, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Bonaventure et Gaspé, conformément à la loi.

G. L. DIONNE,
Gardien provisoire.
Amqui, 7 juillet 1914. 3207

Avis de Faillites

District of Bonaventure and Gaspé.

John M. Adams, of St. Laurent of Matapedia, merchant, has, on the 29th day of the month of June 1914, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the Prothonotary's office of the superior court for the district of Bonaventure and Gaspé, according to law.

G. L. DIONNE,
Provisional guardian.
Amqui, 7th July, 1914. 3208

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
In re "Old England", Montreal, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le treizième jour de juillet 1914, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du dit insolvable.

Toutes les personnes ayant des réclamations contre le dit failli sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, dans les trente jours de cette date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Curateurs conjoints.

Bureau de Michaud et DesRosiers,
Comptables et Liquidateurs,
Chambre 24, 55 St-François Xavier,
Montréal, 13 juillet 1914. 3219

District de Québec.

Dans l'affaire de James Issa, marchand de nouveautés, Donnacona, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour en date du 9ème jour de juillet 1914, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant nous dans les trente jours de cette date.

BEDARD & BELANGER,
Curateurs conjoints.

Bureau, 101, rue St-Pierre.
Québec, 9 juillet 1914. 3209

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
In re Joseph Demuy, Failli;
et
Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par les présentes donné, que par ordre de cette cour, j'ai été ce jour nommé curateur aux biens dudit failli.

Les réclamations assermentées devront être produites à mon bureau dans les 30 jours afin d'être colloquées sur la feuille de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame-Est, Montréal.
Montréal, 10 juillet 1914. 3211

Cour Supérieure.

Province de Québec.
District de Montréal.
Dans l'affaire de Abraham Kutzets, marchand, de Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que le failli ci-dessus nommé a, ce jour, fait une cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, et que j'ai été nommé gardien provisoire aux biens du dit failli.

J. W. MICHAUD,
Gardien provisoire.

Michaud & DesRosiers,
Comptables et liquidateurs.
55, Saint-François-Xavier, Montréal.
Montréal, 10 juillet 1914. 3221

Cour Supérieure.

Province de Québec.
District de Montréal,
In re Coloris & Zervas "Palace of Sweets", Montréal, Insolvables.

Avis est par le présent donné que le dixième jour de juillet 1914, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens des dits insolvables.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
In re "Old England", Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the thirteenth day of July, 1914, we were appointed joint curators to the estate of said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to fyle same, duly attested under oath, within 30 days from this date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Joint curators.

Office of Michaud & DesRosiers,
Accountants and Liquidators,
Room 24, 55 St. Francois Xavier St.
Montreal, 13th July, 1914. 3220

District of Quebec.

In the matter of James Issa, merchant, Donnacana, Insolvent.

Notice is hereby given that according to an order of the court dated the 9th day of July, 1914, we have been appointed joint curators to this estate.

All parties having claims against this estate are requested to file them with us within thirty days from this date.

BEDARD & BELANGER,
Joint curators.

Office, 101 St Peter St.
Quebec, 9th July, 1914. 3210

Superior Court.

Province of Quebec.
District of Montreal.
In re Joseph Demuy, Insolvent;
and
Alexandre Desmarteau, Curator.

Notice is hereby given that by order in this Court, I have this day been appointed curator to the property of the said insolvent.

Sworm claims must be fyled at my office within thirty days from this date so as to be collocated on the dividend sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No. 60, Notre Dame East, Montréal.
Montreal, 10th July, 1914. 3212

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In the matter of Abraham Kutzets, merchant of Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that the above named Insolvent has this day made a judicial abandonment of his property for the benefit of his Creditors, and that I have been appointed Provisional Guardian to the property of the aforesaid.

J. W. MICHAUD,
Provisional guardian.

Office of Michaud & DesRosiers,
Accountants & Liquidators,
55, St. Francois Xavier St., Montreal.
Montreal, 10th July, 1914. 3222

Superior Court.

Province of Quebec.
District of Montreal.
In re Coloris & Zervas "Palace of Sweets", Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given that on the 10th day of July, 1914, we were appointed joint curators to the estate of said insolvents.

Toutes personnes ayant des réclamations contre les dits insolvables sont requises de les produire dûment attestées sous serment, dans les trente jours de cette date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Curateurs conjoints.

Bureau de Michaud & DesRosiers,
Comptables et liquidateurs,
Chambre 24
No 55 St-François-Xavier, Montréal.
Montréal, 13 juillet 1914. 3195

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

In re "The Battle Island Paper Co.,
Mise en liquidation.

Avis est donné à tous les créanciers en cette affaire de produire leurs réclamations entre nos mains d'hui au 15 août 1914 et ce par ordre de la cour.

J. E.HOUSEMAN,
GEO. ST-PIERRE,
Liquidateurs.

Chicoutimi, 7 juillet 1914. 3199

En liquidations

Avis est donné que les liquidateurs de la Compagnie des Sept Iles (en liquidation), recevront des soumissions jusqu'au 18 août, à midi, pour l'achat des terrains et bâtisses à Sept Iles, Qué., savoir:

2 lots situés dans le premier rang du "Village des Sept Iles", dans le canton Letellier, Co. Saguenay, mesurant environ seize acres et cinquante neuf centièmes,plus ou moins—avec bâtisses, savoir:

Deux maisons,glacière, remise,écurie et grange.

Pour les conditions et autres informations, s'adresser aux liquidateurs.

C. E. DELORME,
A. G. YON,
Liquidateurs.

Chambre 606,
137, rue McGill, Montréal.
Montréal, 13 juillet 1914. 3223

D'APRES L'ACTE DES LIQUIDATIONS.
Canada.
Province de Québec,
District de Québec.
No 903.
Re La Cie de Pulpe Dalmas,
En liquidation.

Avis est par le présent donné que suivant ordonnance, rendue le 29ème jour de juin 1914, par Son Honneur le juge McCorkill, nous vendrons à nos bureaux, Dominion Building, rue Saint-Pierre, à Québec, par encan public, MARDI le 18 AOUT 1914, à 10.30 hrs a. m.

1. Canton Dolbeau, 2ème rang, lots 21-1 à 21-213, 22-1 à 22-231, y compris 168 A et 224 A, 23-1 à 23-232 avec la chiute et le barrage vis-à-vis les dits lots 21 et 22, formant le pouvoir d'eau.

2. Canton Dolbeau, 4ème rang, lots 24, 25 et 26 comprenant le site du moulin et les pouvoirs hydrauliques de la chute blanche sur la petite rivière Péribonka en front et vis-à-vis les dits lots.

3. Une étendue de terrain entre le lac des Cyprès et le Lac Long territoire non organisé du Lac Saint-Jean, superficie environ 60 acres.

All parties having claims against said insolvents are requested to fyle same, duly attested under oath, within 30 days from this date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Joint Curators.

Office of Michaud & DesRosiers,
Acountants and liquidators,
Room 24,
55 St. Francois Xavier St. Montreal.
Montreal 13th July. 1914. 3196

In the Superior Court.—District of Chicoutimi

In re The Battle Island Paper Co.
In liquidation.

All creditors must fyle their claims in our hands before the 15th August, 1914, in virtue of a judgment of this court.

J. E. HOUSEMAN,
GEO. ST-PIERRE,
Liquidators.

Chicoutimi, 7th July, 1914. 3200

In Liquidations

Notice is given that the liquidators of Seven Islands Co. (in liquidation), will receive tenders until August 18th next, at noon, for the following:

Two lots in first concession of Seven Islands Village, Letellier township, Saguenay County, over sixteen and one half acres—with buildings thereon, as follows:

Two houses, stable, barn, shed and Ice house.

Apply to liquidators for conditions and particulars.

C. E. DELORME,
A. G. YON,
Liquidators.

Room 606,
137 McGill St. Montreal.
Montreal, 13th July 1914. 3224

UNDER THE WINDING UP ACT.
Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec.
No. 903.
Re La Compagnie de Pulpe Dalmas,
In liquidation.

Notice is hereby given that pursuant to judgment rendered 29th June, 1914, by His Lordship McCorkill, we will sell at our offices, Dominion Building, Saint Peter street, at Quebec, by public auction, TUESDAY 18th AUGUST, 1914, at 10.30 o'clock a. m.

1. Township of Dolbeau, second range. Lots 21-1 to 21-213, 22-1 to 22-231 including 168 A and 224 A 23-1 to 23-232, with falls and the barrage opposite lots 21 and 22 forming the water power.

2. Township of Dolbeau, fourth range. Lots 24, 25 and 26 including the mill site and the water powers of the Chute Blanche on the Little Peribonka river, in front and opposite the said lots.

3. A strecth of land between Lacs des Cyprès and Lac Long, unorganized t rritory of Lake Saint John district, having a superficy of about 60 acres.

4. Une étendue de terrain sur la rivière des Aigles, même territoire, environ 80 acres.

5. Le droit de se servir des eaux dans la rivière et du lac des Aigles et du lac Long pour les déverser dans le lac des Cyprès affluant de la rivière Petite Péribonka, pour en augmenter le pouvoir d'eau et la force hydraulique et le droit de faire à cette fin les travaux du barrage et creusage sur les terrains ci-haut mentionnés.

6. Les lots de terrains aujourd'hui connus comme étant les numéros 17-1 et 17-2, cinquième rang, canton Dalmas, Lac Saint-Jean, superficies 7 à 8 acres—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; aussi tous les droits que la compagnie peut avoir sur toutes autres parties du dit lot 17 notamment: 7 novembre 1900, vente Guay à Cie Pulpe Péribonka, 225 pieds, ligne nord-ouest par 50 pieds ligne S.-est à prendre de la petite rivière Péribonka, ou la ligne droite sera tirée allant à l'autre ligne où elle se termine à 225 pieds de la dite rivière. 29 octobre 1901, vente Guay à Cie de Pulpe Péribonka, 125 pieds, front sur 100 pieds, profondeur vers le sud-ouest à la rivière petite Péribonka et 5 arpents en superficie sans comprendre le chemin public qui le coupe,et deux emplacements vendus à Jules Bergeron et François Dallaire; borné en front vers l'ouest et le sud-ouest à la Cie Péribonka ou ses successeurs, vers le sud-est à 150 pieds de la ligne sud-est du dit lot de terre en profondeur vers l'est au dit Philémon Guay ou ses successeurs, c'est-à-dire au trait quarré avec les lignes du dit lot de terre comme sous le numéro 17 et vers le nord à la ligne nord d'icelui lot de terre. 1er avril 1904, Philémon Guay, ayant vendu deux terrains à Jean Bouchard et Célestin Morin, qu'il avait déjà vendu à la Cie de Pulpe Péribonka donne en échange. A. Un morceau de terrain situé sur le côté nord du lot 17; borné en front à l'ouest par la rivière petite Péribonka, au sud par terrain de la Cie, à l'est par le terrain ci-après décrit, au nord par la ligne entre les lots 17 et 18. B. Un morceau de terrain borné à l'ouest par terrain en premier lieu décrit, au sud par terrain de la compagnie et à l'est par une ligne tirée et bornée par arpenteur, dont l'extrémité est à 345 pieds de la rivière Petite Péribonka.

7. Un emplacement étant partie du lot 4, 7ème rang Dalmas, acquis le 12 février 1913, de Jos. Simard, devant Come L. A. Morisset, N. P.

8. Licence de droit de coupe, limité, canton Dolbeau No 1, payée au 30 juin 1914: 1er rang lots Nos 9 et 10; 2ème rang Nos 7, 8, 9, 11, 12 et 14; 3ème rang Nos. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 14, 15, 16, 17, 18 et 19; 4ième rang, Nos 1 à 22; 5ème rang Nos. 1 à 9, 14, 16 et 17; Superficie 9 5/6 milles carrés plus ou moins; Droits de coupe payés au 30 juin 1914.

9. Licence de droit de coupe, limité payée au 30 juin 1914; 2ème rang nord du Lac Saint-Jean, No 4, superficie 25 milles carrés plus ou moins; 3ème rang nord du Lac Saint-Jean No 4, superficie 18 milles carrés plus ou moins; Droits de coupe payés au 30 juin 1914.

Conditions: 25% sur adjudication, la balance payable lors de la signature de l'acte d'achat, le délai ne devant pas excéder 30 jours et portera intérêt à 6% du jour de la vente. Les charges de transfert seront payables par l'acheteur.

L'acquéreur aura à en prendre possession et titre de suite mais devra en donner gratuitement l'usage des moulins à l'acheteur des billots pendant quatre mois de la date de la vente, de même

4. A stretch of land on Rivière des Aigles, same territory having a superficy of about 80 acres.

5. The right to use the water of the river and of Lake des Aigles and of Lake Long running it into Lake des Cyprès where it flows into the river Petite Peribonka to increase the water power and its hydraulic force and the right to make for that purpose all works of *barrage* and excavation on lots above mentioned.

6. Lots of land to day known and described as lots No. 17-1 and 17-2, fifth range, township of Dalmas, Lake Saint John, superficy 7 to 8 acres—with building thereon erected, circumstances and dependencies, also all or any rights which the Company may have on any other portion of said lot No. 17 and acquired as under. 17th November, 1900. Sale Guay to Peribonka Pulp Co., 225 ft, north west line by 50 ft. in line south east from river Petite Péribonka, where a straight line runs to the other line where it ends at 225 ft. from said river. 29th October, 1901. Sale Guay to Peribonka Pulp, Co., 125 ft. frontage by 100 ft. in depth forwards the south west bounded by River Petite Péribonka, having 5 arpents in superficy not including the public road which crosses the land and two emplacements sold to Julius Bergeron and François Dallaire; bounded in front towards the west and south west by the Peribonka Pulp Co., or its representatives, towards the south east at 150 ft. of the south eastern line of said lot in depth towards the east to Philémon Guay or his successors, that is at the *tratt quarré* with the lines of said lot of land known as No. 17 and towards the north by the northern line of said lot. 1st April, 1904, Philémon Guay, having sold two lots of land to Jean Bouchard and Célestin Morin, lands already sold to the Peribonka Pulp Co., gives in exchange. A. A piece of ground situated on northern site of lot No. 17, bounded in front at the west by river Petite Péribonka at the south by the Company's property at the east by the piece of land described hereafter and at the north by the durding line between lots 17 and 18. B. A piece of ground bounded at the west by lot described in first place, at the south by the Company's property, and at the east by a line drawn and fixed by a surveyor whose extremity is at 345 ft. river Petite Péribonka.

7. A plot of land being part of lot 4 of the seventh range of Dalmas, township acquired 12th February, 1913, from Jos. Simard, before Côme L. A. Morisset, N. P.

8. License to stumpage rights on limit No. 1 of Dolbeau township, paid to 30th June, 1914, being: 1st range lots 9 and 10; 2nd range lots 7, 8, 9, 11, 12 and 14; 3rd range lots, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19; 4th range lot, 1 to 22; 5th range lot, 1 to 9, 14, 16 and 17; Superficy 9 5/6 sq. miles, more or less; Stumpage dues paid to 30th June, 1914.

9. License to stumpage rights paid to 30th June, 1914, on limits; 2nd range Lake Saint John north, No. 4, 25sq. miles, more or less; 3rd range Lake Saint John north, No. 4, 18 sq. miles, more or less; Stumpage due after to 30th June 1914.

Conditions.—25% on adjudication, balance at the time of signing the deed which must not exceed 30 days, bearing interest 6% from date of sale. The department transfer charges payable by purchaser. Purchasers of pulp mill and saw mill will at once take possession and title but will have to allow the free use of the mills to the purchaser of the logs, for four months from date of sale as also the right to use surrounding lands to store

que le droit de loger son bois ou sa pulpe sur les terrains avoisinants a au moins 200 pieds du moulin à pulpe.

Les propriétés ci-dessus comprennent toutes les bâtisses et dépendances construites sur les lots ci-dessus, comprenant, maisons, dalle de vingt pieds de largeur, machine shop, quai, moulin à pulpe et ses machineries et outillage et le moulin à scie et ses machineries.

La dite vente est faite en vertu et en conformité aux articles 7552 et suivants des Statuts refondus de Québec, 1909,et devant avoir l'effet du décret.

Copie des actes de ventes et des titres et le certificat d'enregistrement sont déposés à nos bureaux où ils peuvent être examinés.

La vente se fera en bloc.

Les personnes suivantes ont possédé les immeubles pendant les trois dernières années.

Compagnie de Pulpe Dalmas.

LARUE & TRUDEL,
Liquidateurs.

Bureaux: 126, rue Saint-Pierre, Québec.

LS. DESCHENE,
3249 Commissaire-Priseur.

his lumber and pulp, at at least 200 ft. distance from the pulp mill.

The above properties include all buildings and constructions therein erected including seven houses. Canal of 20 ft. width, machine shop, wharf pulp mill, its machinery and tools and the saw mill with its machinery.

This sale is made under the authority and in conformity with articles 7552 and following of the Revised Statutes, of Quebec, 1909, and will have the same effect as if made by the sheriff (*effet du décret*).

Copies of the deeds and the registry office's certificate are deposited, at our offices where they can be examined.

The sale will be made *en bloc*.

The following persons, have since the last three years, owned the properties.

Cie Pulpe Dalmas.

LARUE & TRUDEL,
Liquidators.

Offices: 126, Saint Peter street, Quebec,

LS. DESCHENES,
3250 Auctioneer.

Ordre de Cour

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-François.
No 153.

Dans la cour de circuit pour le comté de Stanstead, à Stanstead Plain.

Présent: l'Honorable juge Hutchinson.

The W. M. Davis Company, Limited.
Demanderesse;

vs

Lucel Mercier, Défendeur;

et

Miller & Cass, Opposants.

Vu que l'insolvabilité du défendeur est alléguée, il est par le présent ordonné que, par un avis en langues française et anglaise devant être inséré deux fois dans la *Gazette officielle* de Québec, les créanciers du dit défendeur soient notifiés et appelés à produire dans cette cause leurs réclamations respectives assermentées contre le défendeur dans les quinze jours de la date de la première insertion dans la dite gazette, conformément aux articles 672 et 673 du Code de procédure civile.

(Par ordre),
A. N. THOMPSON,
3165-2 C. C.

Order of the Court

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Francis.
No. 153.

In the circuit court for the county of Stanstead, at Stanstead Plain

Present: the Honorable Mr. Justice Hutchinson.

The Wm. Davis Company, Limited,
Plaintiff;

vs

Lucel Mercier, Defendant;

and

Miller & Cass, Opposants.

Seeing that the insolvency of the defendant is alleged, it is hereby ordered that, by a notice in the french and english languages to be inserted twice in the Quebec *Official Gazette*, the creditors of the said defendant be notified and called upon to fyle in this cause their respective sworn claims against the defendant within fifteen days from the date of the first insertion in said gazette, in accordance with articles 672 and 673 of the Code of civil procedure.

(By order),
A. N. THOMPSON,
3166 C. C.

Ratifications

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal.
La Cité de Montréal,
Requérante en expropriation;

et

L'ouverture de la rue du Palais (Boulevard Saint-Joseph),

et

Georges Falardeau, des cité et district de Montréal, Indemnitaire.

Avis est par les présentes donné que confor-

Ratifications

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.
The City of Montreal,
Petitioner in expropriation;

and

The opening of du Palais street (Saint Joseph Boulevard),

and

George Falardeau, of the city and district of Montreal, Indemnitaire.

Notice is hereby given that according to the

mément aux dispositions de l'article 5800 des Statuts revisés de Québec, la requérante a déposé le vingt-huitième jour de janvier 1914, au greffe de la cour supérieure pour le district de Montréal. (A) copie de la sentence arbitrale finale rendu le vingt-sixième jour de janvier 1914, par George W. Parent, George Beausoleil et F. X. Dupuis, arbitres nommés conformément aux dispositions de l'article 5790 et des articles suivants des Statuts revisés de Québec, pour l'expropriation des terrains décrits comme suit:

No 404, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain avec bâtisse en bois susérigées, bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 323 et montré au plan d'expropriation comme étant la rue des Carrières, le dit côté mesurant à peu près 49.4 pieds; au nord-ouest par partie du lot du cadastre No 319, le dit côté mesurant à peu près 133.5 pieds; au nord est par le lot du cadastre No 325-320, montré au dit plan d'expropriation comme la rue Resther, le dit côté mesurant à peu près 49.1 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 320 le dit côté mesurant à peu près 133.7 pieds; contenant une superficie d'a peu près 6575 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant partie du lot du cadastre No 319 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis; le tout tel qu'indiqué au plan d'amélioration déposé au bureau de l'inspecteur de la cité, et en la possession de Georges Falardeau, comme propriétaire pendant les trois dernières années. B, reçu du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal, d'un dépôt fait le 9 mai 1914, de la somme de $16,460.00 et intérêts sur cette somme pour six mois à compter du 9 mai 1914, la dite somme de $16,460.00 étant la compensation accordée par les dits arbitres pour l'expropriation des dits terrains.

Et toutes personnes qui réclament des privilèges, hypothèques ou autres charges sur les dits terrains ou parties de terrain tel que ci-dessus désigné, et l'affectant antérieurement à la promulgation de la dite sentence arbitrale, étant la dite sentence arbitrale le titre de la cité de Montréal, sont par les présentes notifiées qu'une demande en ratification de titre de la part de la cité de Montréal, sera faite à la cour supérieure du district de Montréal, le vingt-cinquième jour d'août 1914 et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le régistrateur est tenu par les dispositions du code de procédure civile de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par les présentes requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours de la présentation de la dite requête à défaut de quoi elles seront pour toujours forecloses du droit de le faire.

J. B. A. TISON,
Député protonotaire.

Laurendeau, Archambault, Lavallée,
Damphousse, Jarry ,Butler & St-Pierre,
Avocats.

Montréal, 14 juillet 1914. 3241

terms of article 5800 of the Revised Statutes of Quebec, your petitioner has deposited on the twenty eight day of January, 1914, in the office of the prothonotary of the superior court for the district of Montreal; (A) copy of the final award of the arbitrators rendered on the twenty sixth day of January, 1914, by George W. Parent, George Beausoleil and F. X. Dupuis, arbitrators duly appointed in accordance with the terms of article 5790 and also of subsequent articles of the Revised Statutes of Quebec, for the expropriation of the immoveables described as follows:

No. 404, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land with wooden buildings thereon erected, bounded on the south western side by lot cadastral No. 323 and shown on the expropriation plan as being des Carrières street, said side measuring about 49.4 feet; on the north western side by lot cadastral No. 319, said side measuring about 133.5 feet, on the north eastern side by lot cadastral No. 325-320,shown on said expropriation plan as being Resther street, said side measuring about 49.1 feet, on the south eastern side by lot cadastral No. 320 said side measuring about 133.7 feet; containing a superficial area of about 6575 square feet, the said piece of land being part of lot cadastral No. 319, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis, the whole in accordance with a plan of improvement deposited in the city surveyor's office, and possessed George Falardeau, as propriator, for the three years now last passed; (B), receipt from the prothonotary of the superior court, for the district of Montreal, of date 9th of May, 1914, of a deposit of the sum of $16,460.00 with six months interest upon said sum to be computed from the 9th of May, 1914; said sum of $16,460.00, being the indemnity awarded by said arbitrators for the said expropriated immoveables.

And all persons who claim any privilege, hypothec or other incumberanpes and said immoveables or portion thereof as hereinabove described and incumbering same previous to the promulgation of said award of the arbitrators, said award being the only title of said city of Montreal, are hereby notified that application by said city of Montreal, will be made to the superior court for the district of Montreal, on the twenty fifth day of August, 1914, for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the code of civil procedure to include in his certificate to be filed in this case,they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

J. B. A. TISON,
Deputy prothonotary.

Laurendeau, Archambault, Lavallée,
Damphousse, Jarry, Butler & St. Pierre,
Attorneys.

Montreal, 14th July, 1914. 3242

20 JUIL 1914

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec.
District de Montréal.
La cité de Montréal,
Requérante en expropriation;
ET
L'ouverture de la rue du Palais (Boulevard Saint-Joseph,
ET
George M. Damien, des cité et district de Montréal. Indemnitaire.

Avis est par les présentes donné que conformément aux dispositions de l'article 5800 des Statuts Revisés de Québec, la Requérante a déposé le vingt-huitième jour de janvier 1914 au greffe de la Cour Supérieure pour le district de Montréal. (A) copie de la sentence arbitrale finale rendu le vingt-sixième jour de janvier 1914, par George W. Parent, George Beausoleil et F. X. Dupuis arbitres nommés conformément aux dispositions de l'article 5790 et des articles suivants des Statuts Revisés de Québec, pour l'expropriation des terrains décrits comme suit:

No 505—Boulevard Saint Joseph—Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par la rue Drolet, le dit côté mesurant environ 22 pieds; au nord-ouest par les lots du cadastre Nos 197-40, 197-41, 197-42, le dit côté mesurant environ 73 pieds; au nord-est par le lot du cadastre No 197-74, le dit côté mesurant environ 22 pieds; au sud-est par le lo du cadastre No 197-108, le dit côté mesurant environ 73 pieds; contenant une superficie d'environ 1606 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 197-107 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint Louis, le tout tel qu'indiqué au plan d'amélioration déposé au bureau de l'inspecteur de la cité;

No 506—Boulevard Saint-Joseph—Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par la rue Drolet, le dit côté mesurant environ 22 pieds; au nord ouest par le lot du cadastre No 197-107,le dit côté mesurant environ 73 pieds; au nord-est par le lot du cadastre No 197-75, le dit côté mesurant environ 22 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 197-109,le dit côté mesurant environ 73 pieds; contenant une superficie d'environ 1606 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 197-108 des plan et livre de renvoi officiels du village Incorporé de la Côte Saint-Louis, le tout tel qu'indiqué au plan d'amélioration déposé au bureau de l'inspecteur de la cité, et en la possession de George M. Damien, comme propriétaire pendant les trois dernières années, (B), Reçu du protonotaire de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, d'un dépôt fait le 9 mai 1914, de la somme de $5,018.76, et intérêts sur cette somme pour si mois à compter du 9 mai 1914, la dite somme de $5,018.-76 étant la compensation accordée par les dits arbitres pour l'expropriation des dits terrains.

Et toutes personnes qui réclament des privilèges, hypothèques ou autres charges sur les dits terrains ou parties de terrain tel que ci-dessus d'signé et l'affectant antérieurement à la promulgation de la dite sentence arbitrale, étant la dite sentence arbitrale le titre de la cité de Montréal, sont par les présentes notifiées qu'une demande en ratification de titre de la part de la cité de Montréal sera faite à la Cour Supérieure du district de Montréal, le vingt-cinquième jour d'août 1914, et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registrateur est tenu par les dispositions du Code de Procédure Civile

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.
The City of Montreal,
Petitioner in expropriation;
AND
The opening of du Palais street (Boulevard Saint Joseph)
AND
George M. Damien, of the city and district of Montreal. Indemnitaire.

Notice is hereby given that according to the terms of article 5800 of the revised Statutes of Quebec, your petitioner has deposited on the twenty eighth day of January, 1914, in the office of the protonotary of the Superior Court for the district of Montreal; (A) Copy of the final award of the arbitrators rendered on the twenty sixth day of January 1914, by George W. Parent, George Beausoleil and F. X. Dupuis, arbitrators duly appointed in accordance with the terms of article 5790 and also of subsequent articles of the revised Statuts of Quebec, for the expropriation of the immoveables described as follows:

No. 505, Saint Joseph Boulevard. — A piece of land bounded on the south western side by Drolet street, said side measuring about 22 feet; on the north western side by lots cadastral Nos. 197-40, 197-41, 197-42, said side measuring about 73 feet; on the north eastern side by lot cadastral No. 197-74, said side measuring about 22 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 197-108, said side measuring about 73 feet; containing a superficial area of about 1606 square feet, the said piece of land being whole lot cadastral No. 197-107 of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis.

No. 506, Saint-Joseph Boulevard. — A piece of land bounded on the south western side by Drolet street, said side measuring about 22 feet; on the north western side by lot cadastral No. 197-107, said side measuring about 73 feet; on the north eastern side by lot cadastral No. 197-75, said side measuring about 22 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 197-109, said side measuring about 73 feet; containing a superficial area of about 1606 square feet, the said piece of land being whole lot cadastral No. 197-108 of the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote Saint Louis, the whole in accordance with a plan of the improvement deposited in the City Surveyor's Office, and possessed George M. Damien, as proprietor, for three years now last passed; (B) Receipt from the Prothonotary of the Superior Court, for the district of Montreal, of date 9th of May 1914, of a deposit of the sum of $5,018.76, with six months interest upon said sum of $5,018.76, being the indemnity awarded by said arbitrators for the said expropriated immoveables;

And all persons who claims any privilege, hypothec or other incumberances and said immoveables, or portion thereof as hereinabove described and incumbering same, previous to the promulgation of said award of the arbitrators, said award being the only title of said city of Montreal, are hereby notified that application by said city of Montreal will be made to the Superior Court for the district of Montreal on the twenty fifth day of August, 1914, for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the Code of Civil Procedure to

de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par les présentes requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours de la présentation de la dite requête, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

J. B. A. TISON,
Député protonotaire.

Laurendeau, Archambault, Lavallée,
Damphousse, Jarry, Butler & St-Pierre,
Avocats de la Cité de Montréal.

Montréal, 14 juillet 1914. 3239

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal.
La Cité de Montréal,
Requérante en expropriation;
et
L'ouverture de la rue du Palais (Boulevard Saint-Joseph),
et
Dame Marie Louis Castonguay, épouse de Joseph Brosseau, des cité et district de Montréal,
Indemnitaire.

Avis est par les présentes donné que conformément aux dispositions de l'article 5800, des Statuts revisés de Québec, la requérante a déposé le troisième jour de février 1914 au greffe de la cour supérieure pour le district de Montréal. (A) copie de la sentence arbitrale finale rendue le deuxième jour de février 1914, par George W. Parent, George Beausoleil et F. X. Dupuis, arbitres nommés conformément aux dispositions de l'article 5790 et des articles suivants des Statuts revisés de Québec, pour l'expropriation des terrains décrits comme suit:

No 373, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par les lots du cadastre Nos 325-335 à 325-340 (incl), le dit côté mesurant à peu près 100 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 325-375, le dit côté mesurant à peu près 10 pieds; au nord-est par le lot du cadastre No 325-357 à 325-362 (incl.), le dit côté mesurant à peu près 100 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 325-375, le dit côté mesurant à peu près 10 pieds; contenant une superficie d'à peu près 1000 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la partie du lot du cadastre No 325-375 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

No 373A, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 325-335, le dit côté mesurant à peu près 16.7 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 325-375, le dit côté mesurant à peu près 10 pieds; au nord-est par le lot du cadastre No 325-357, le dit côté mesurant à peu près 16.7 pieds; au sud-est par les lots du cadastre Nos 325-334 et 325-356, le dit côté mesurant à peu près 10 pieds; contenant une superficie d'à peu près 167 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la partie du lot du cadastre No 325-375 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, le tout tel qu'indiqué au plan d'amélioration déposé au bureau de l'Inspecteur de la cité, et en la possession de Dame Marie-Louise Castonguay, épouse de J. Brosseau, comme propriétaire pendant les trois dernières années; (B) reçu du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal d'un dépôt fait le 9 mai 1914 de la somme de $1,050.30 et intérêts sur cette somme pour six mois à compter du 9 mai 1914, la dite somme de $1.050.30 étant

include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

J. B. A. TISON,
Deputy Prothonotary.

Laurendeau, Archambault, Lavallée,
Damphousse, Jarry, Butler & St-Pierre,
Attorneys for the city of Montreal.

Montreal, 14th July, 1914. 3240

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.
The City of Montreal,
Petitioner in expropriation;
and
The opening of du Palais street (Boulevard Saint Joseph),
and
Dame Marie Louise Castonguay, wife of Joseph Brosseau, of the cité of Montreal, said district,
Indemnitaire.

Notice is hereby given that according to the terms of article 5800, of the Revised Statutes of Quebec, your petitioner has deposited on the third day of February in the office of the prothonotary of the superior court for the district of Montreal; (A) copy of the final award of the arbitrators rendered on the second day of February 1914, by George W. Parent, George Beausoleil and F. X. Dupuis, arbitrators duly appointed in accordance with the terms of article 5790 and also of subsequent articles of the revised statutes of Quebec, for the expropriation of the immoveables described as follows:

No. 373, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by lots cadastral Nos. 325-335 to 325-340 (incl)., said side measuring about 100 feet; on the north western side by lot cadastral No. 325-375, said side measuring about 10 feet; on the north eastern side by lot cadastral No. 325-357 and 325-362 (incl)., said side measuring about 100 feet on the south eastern side by lot cadastral No. 325-375, said side measuring about 10 feet; containing a superficial area of about 1000 square feet, the said piece of land being part of lot cadastral No 325-375 of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis.

No. 373A, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by lot cadastral No. 325-335, said side measuring about 16.7 feet; on the north western side by lot cadastral No. 325-375, said side measuring about 10 feet; on the north eastern side by lot cadastral No. 325-357, said side measuring about 16.7 feet; on the south eastern side by lot cadastral Nos. 325-334 and 325-356, said side measuring about 10 feet; containing a superficial area of about 167 square feet, the said piece of land being part of lot cadastral No. 325-375, of the official plan and book of reference for the incorported village of Côte Saint Louis, the whole in accordance with a plan of the improvement deposited in the city surveyor's office, and possessed by Dame Marie Louise Castonguay, wife of Joseph Brosseau, as proprietor for three years now last passed; (B) Receipt from the Prothonotary of the superior court, for the district of Montreal, of date 9th of May, 1914, of a deposit of the sum of $1,050.30, with six months interest upon said sum, to be computed from the 9th

la compensation accordée par les dits arbitres pour l'expropriation des dits terrains.

Et toutes personnes qui réclament des privilèges, hypothèques ou autres charges sur les dits terrains ou parties de terrain tel que ci-dessus désigné, et l'affectant antérieurement à la promulgation de la dite sentence arbitrale, étant la dite sentence arbitrale le titre de la cité de Montréal, sont par les présentes notifiées qu'une demande en ratification de titre de la part de la cité de Montréal sera faite à la cour supérieure du district de Montréal, le vingt-unième jour d'août 1914, et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le régistrateur est tenu par les dispositions du code de procédure civile de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par les présentes requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours de la présentation de la dite requête, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

J. B. A. TISON,
Député-protonotaire.

Laurendeau, Archambault, Lavallée,
Damphousse, Jarry Butler & St-Pierre,
Procureurs de la cité de Montréal.

Montréal, 7 juillet 1914. 3103-2

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal,
La Cité de Montréal,
Requérante en expropriation;
et
L'ouverture de la rue du Palais (Boulevard Saint-Joseph),
et
Dame Delphine Vanier, veuve de Joseph E. Beaudry, des cité et district de Montréal,
Indemnitaire.

Avis est par les présentes donné, que conformément aux dispositions de l'article 5800 des Statuts révisés de Québec, la Requérante a déposé le troisième jour de février 1914, au greffe de la cour supérieure pour le district de Montréal. (A) copie de la sentence arbitrale finale rendue le deuxième jour de février 1914, par George W. Parent, George Beausoleil et F. X. Dupuis arbitres nommés conformemént aux dispositions de l'article 5790, et des articles suivants des Statuts Révisés de Québec, pour l'expropriation des terrains décrits comme suit:

No 211, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrains bornée au sud-ouest par la rue Christophe Colomb, le dit côté mesurant environ 25.0 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 328-416 le dit côté mesurant environ 148 pieds; au nord-est par le lot du cadastre No 328-400, le dit coté mesurant environ 25 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 328-418, le dit côté mesurant environ 148 pieds; contenant une superficie d'environ 3700 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 328-417 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte Saint-Louis.

No 212, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par la rue Christophe Colomb, le dit côté mesurant environ 25 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 328-415,le dit côté mesurant environ 148 pieds; au nord-est par le lot du cadastre No 328-400,le dit côté mesurant à peu près 25.0 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 328-417, le dit côté mesurant à peu près 148.0 pieds; contenant une superficie d'a peu près 3700 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 328-416, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

No 213, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par

of May 1914, said sum of$1,050.30, being the indemnity awar- ded by said arbitrators for the said expropriated immoveables.

And all persons who claim any privilege, hypothec or other incumberances and said immoveables or portion thereof as hereinabove described and incumbering same previous to the promulgation of said award of the arbitrators, said award being the only title of said city of Montreal, are hereby notified that application by said city of Montreal will be made to the superior court for the district of Montreal, on the twenty first day of August, 1914, for a judgment of confirmation of title, and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the Code of civil procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

J. B. A. TISON,
Deputy Prothonotary.

Laurendeau, Archambault, Lavallée,
Damphousse, Jarry, Butler & St. Pierre,
Attorneys of the city of Montreal.

Montreal, 7th July, 1914. 3104

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.
The City of Montreal,
Petitioner in expropriation;
and
The opening of du Palais Street,
(Boulevard Saint-Joseph);
and
Dame Delphine Vanier, of the city and district of Montreal, widow of Joseph E. Beaudry,
Indemnitaire.

Notice is hereby given that according to the terms of article 5800 of the revised Statuts of Quebec, your Petitioner has deposited on the third day of February 1914, in the office of the Prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal; (A) Copy of the final award of the arbitrators rendered on the second day of February 1914, by George W. Parent, George Beausoleil and F. X. Dupuis arbitrators duly appointed in accordance with the terms of article 5790,and also of subsequent articles of the revised Statuts of Quebec, for the expropriation of the immoveables described as follows:

No. 211, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by Christophe Colomb Street, said side measuring about 25.0 feet; on the north western side by lot cadastral No. 328-416, said side measuring about 148.0 feet; on the north eastern side by lot cadastral No. 328-400, said side measuring about 25.0 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 328-418, said side measuring about 148.0 feet; containing a superficial area of about 3700 square feet, the said piece of land being the whole of lot cadastral No. 328-417, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote Saint Louis.

No. 212, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by Christophe Colomb Street, said side measuring about 25.0 feet; on the north western side by lot cadastral No. 328-415, said side measuring about 148.0 feet; on the north eastern side by lot cadastral No. 328-400, said side measuring about 25.0 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 328-417, said side measuring about 148.0 feet; containing a superficial area of about 3700 square feet, the said piece of land being the whole of lot cadastral No. 328-416, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote Saint Louis.

No 213, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western

la rue Christophe Colomb, le dit dôté mesurant à peu près 25.0 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 328-414, le dit côté mesurant à peu près 148.0 pieds; au nord-est par le lot du cadastre No 328-400, le dit côté mesurant à peu près 25.0 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 328-416, le dit côté mesurant à peu près 148.0 pieds; contenant une superficie d'a peu près 3700 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 328-415 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côté Saint-Louis.

No 214, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain, bornée au sud-ouest par la rue Christophe Colomb, le dit côté mesurant à peu près 4.75 pieds; au nord-ouest par le lot 328-414, le dit côté mesurant à peu près 148.0 pieds; au nord-est par le lot du cadastre No 328-400,le dit côté mesurant à peu près 4.75 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 328-415 le dit côté mesurant à peu près 148.0 pieds; contenant une superficie d'a peu près 703 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant une partie du lot du cadastre No 328-414, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côté Saint-Louis.

No 215, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouset par la rue Christophe Colomb, le dit côté mesurant à peu près 20.25 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 328-413 le dit côté mesurant à peu près 148.0 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 328-400 le dit côté mesurant à peu près 20.25 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 328-414, le dit côté mesurant à peu près 148.0 pieds; contenant une superficie d'a peu près 2997 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant une partie du lot du cadastre No 328-414, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côté Saint-Louis.

No 216, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par la rue Christophe Colomb, le dit côté mesurant à peu près 25.0 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 328-412, le dit côté mesurant à peu près 148.0 pieds; au nord-est par le lot du cadastre No 328-400, le dit côté mesurant à peu près 25.0 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 328-414 le dit côté mesurant à peu près 148.0 pieds; contenant une superficie d'a peu près 3700 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 328-413, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côté Saint-Louis.

No 217, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par la rue Christophe Colomb, le dit côté mesurant à peu près 25.0 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 328-411' le dit côté mesurant à peu près 148.0 pieds; au nord-est par le lot du cadastre No 328-400 le dit côté mesurant à peu près 25.0 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 328-413, le dit côté mesurant à peu près 148.0 pieds; contenant une superficie d'a peu près 3700 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 328-412 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côté Saint-Louis.

No 218, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par la rue Christophe Colomb, le dit côté mesurant à peu près 25.0 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 328-410, le dit côté mesurant à peu près 148.0 pieds; au nord-est par le lot du cadastre No 328-400, le dit côté mesurant à peu près 25.0 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 328.412, le dit côté mesurant à peu près 148.0 pieds; contenant une superficie d'a peu près 3700 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 328-411 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côté Saint-Louis.

- Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par la rue Christophe Colomb, le dit côté mesurant à peu près 4.75 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 328-410, le dit côté mesurant à peu près 148.0 pieds; au nord-est par le lot du cadastre No 328-400 le dit côté mesurant à peu près

side by Christophe Colomb street, said side measuring about 25.0 feet; on the north western side by lot cadastral No. 328-414, said side measuring about 148.0 feet; on the north eastern side by lot cadastral No. 328-400, said side measuring about 25.0 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 328-416, said side measuring about 148.0 feet; containing a superficial area of about 3700 square feet, the said piece of land being the whole of lot cadastral No. 328-415, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote Saint Louis.

No. 214, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by Christophe Colomb street, said side measuring about 4.75 feet; on the north western side by lot cadastral No. 328-414, said side measuring about 148.0 feet, on the north eastern side by lot cadastral No. 328-400, said side measuring about 4.75 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 328-415, said side measuring about 148.0 feet, containing a superficial area of about 703 square feet, the said piece of land being part of lot cadastral No. 328-414, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis.

No. 215, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by Christophe Colomb street, said side measuring about 20.25 feet; on the north western side by lot cadastral No. 328-413, said side measuring about 148.0 feet; on the north eastern side by lot cadastral No. 328-400, said side measuring about 20.25 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 328-414, said side measuring about 148.0 feet; containing a superficial area of about 2997 square feet, the said piece of land being part of lot cadastral No. 328-414, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote Saint Louis.

No. 216, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by Christophe Colomb street, said side measuring about 25.0 feet; on the north western side by lot cadastral No. 328-412, said side measuring about 148.0 feet; on the north eastern side by lot cadastral No. 328-400, said side measuring about 25.0 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 328-414, said side measuring about 148.0 feet; containing a superficial area of about 3700 square feet, the said piece of land being the whole of lot cadastral No. 328-413,of the plan and book of reference for the incorporated village of Cote Saint Louis.

.No. 217, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by Christophe Colomb street, said side measuring about 25.0 feet; on the north western side by lot cadastral No. 328-411, said side measuring about 148.0 feet; on the north eastern side by lot cadastral No. 328-400, said side measuring about 25.0 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 328-413, said side measuring about 148.0 feet; containing a superficial area of about 3700 square feet, the said piece of land being the whole of lot cadastral No. 328-412, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote Saint Louis.

No. 218, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by Christophe Colomb street, said side measuring about 25.0 feet; on the north western side by lot cadastral No. 328-400, said side measuring about 148.0 feet; on the north eastern side by lot cadastral No. 328-400, said side measuring about 25.0 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 328-412, said side measuring about 148.0 feet; containing a superficial area of about 3700 square feet, the said piece of land being the whole of lot cadastral No. 328-411, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote Saint Louis.

No. 219, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by Christophe Colomb street, said side measuring about 4.75 feet; on the north western side by lot cadastral No. 328-410, said side measuring about 148.0 feet; on the north eastern side by lot cadastral No. 328-400, said side measuring about

4.75 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 328-4111, le dit côté mesurant à peu près 148.0 pieds; contenant une superficie d'a peu près 703 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant une partie du lot du cadastre No 328-410, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

No 220, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par la rue Christophe Colomb, le dit côté mesurant à peu près 20.25 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 328-409, le dit côté mesurant à peu près 148.0 pieds; au nord-est par le lot du cadastre No 328-400, le dit côté mesurant à peu près 20.25 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 328-410, le dit côté mesurant à peu près 148.0 pieds; contenant une superficie d'a peu près 2997 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant une partie du lot du cadastre No 328-410, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

No 221, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 328-352,le dit côté mesurant à peu près 17.0 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 328-361, ls dit côté mesurant a peu près 100.0 pieds; au nord-est pa la rue Christophe Colomb le dit côté mesurant à peu près 17.0 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 328-362 le dit côté mesurant à peu près 100.0 pieds; contenant une superficie d'a peu près 1700 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant une partie du lot du cadastre No 328-362, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

No 222, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 328-352 le dit côté mesurant à peu près 8.0 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 328-362 le dit côté mesurant à peu près 100.0 pieds; au nord-est par la rue Christophe Colomb le dit côté mesurant à peu près 8.0 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 328-363 le dit côté mesurant à peu près 100.0 pieds; contenant une superficie d'a peu près 800 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant une partie du lot du cadastre No 328-362 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

No 223, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 328-352,le dit côté mesurant à peu près 25.0 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 328-362, le dit côté mesurant à peu près 100.0 pieds; au nord-est par la rue Christophe Colomb, le dit côté mesurant à peu près 25.0 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 328-364 le dit côté mesurant à peu près 100.0 pieds; contenant une superficie d'a peu près 2500 pieds; carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 328-363 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

No 224, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 328-352,le dit côté mesurant à peu près 25.0 pieds; au nord-ouest parle lot du cadastre No 328-363, le dit côté mesurant à peu près 100.0 pieds; au nord-est par la rue Christophe Colomb le dit côté mesurant à peu près 25.0 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 328-365 le dit côté mesurant à peu près 100.0 pieds; contenant une superficie d'a peu près 2500 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 328-364 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Côte Saint-Louis.

No 225, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terraiu bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 328-352,le dit côté mesurant à peu près 25.0 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 328-364, le dit côté mesurant à peu près 100.0 pieds; au nord-est par la rue Christophe Colomb, le dit côté mesurant à peu près 25.0 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 328-366, le dit côté mesurant à peu près 100.0 pieds; contenant une superficie d'a peu près 2500 pieds

4.75 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 328-411, said side measuring about 148.0 feet; containing a superficial area of about 703 square feet, the said piece of land being part of lot cadastral No. 328-410, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote Saint Louis.

No. 220, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land on the south western side by Christophe Colomb street, said side measuring about 20.25 feet; on the north western side by lot cadastral No. 328-409, said side measuring about 148.0 feet; on the north eastern side by lot cadastral No. 328-400, said side measuring about 20.25 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 328-410, said side measuring about 148.0 feet; containing a superficial area of about 2997 square feet, the said piece of land being part of lot cadastral No. 328-410, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote Saint Louis.

No. 221, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the southwestern side by lot cadastral No. 328-352, said side measuring about 17.0 feet; on the north western side by lot cadastral No. 328-361, said side measuring about 100.0 feet; on the north eastern side by Christophe Colomb street, said side measuring about 17.0 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 328 362, said side measuring about 100.0 feet; containing a superficial area of about 1700 square feet, the said piece of land being part of lot cadastral No' 328-362, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote Saint Louis.

No. 222, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by lot cadastral No. 328-352, said side measuring about 8.0 feet; on the north western side by lot cadastral No. 328-362, said side measuring about 100.0 feet; on the north eastern side by Christophe Colomb street, said side measuring about 8.0 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 328-363, said side measuring about 100.0 feet; containing a superficial area of about 800 square feet, the said piece of land being part of lot cadastral No. 328-362, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote Saint Louis.

No. 223, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by lot cadastral No. 328-352, said side measuring about 25.0 feet; on the north western side by lot cadastral No. 328-362, said side measuring about 100.0 feet; on the north eastern side by Christophe Colomb street, said side measuring about 25.0 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 328-364, said side measuring about 100.0 feet; containing a superficial area of about 2500 square feet, the said piece of land being the whole of lot cadastral No. 328-363, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote Saint Louis.

No. 224, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by lot cadastral No. 328-352, said side measuring about 25.0 feet; on the north western side by lot cadastral No. 328-363, said side measuring about 100.0 feet; on the north eastern side by Christophe Colomb street, said side measuring about 25.0 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 328-365, said side measuring about 100.0 feet; containing a superficial area of about 2500 square feet, the said piece of land being the whole of lot cadastral No. 328-364, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote Saint Louis.

No. 225, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south wester side by lot cadastral No. 328-352, said side measuring about 25.0 feet; on the north western side by lot cadastral No. 328-364, said side measuring about 100.0 feet; on the north eastern side by Christophe Colomb street, said side measuring about 25.0 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 328-366, said side measuring about 100.0 feet; containing a superficial area of about

carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 328-365 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

No 226, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 328-352, le dit côté mesurant à peu près 17.0 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 328-365, le dit côté mesurant à peu près 100.0 pieds; au nord-est par la rue Christophe Colomb, le dit côté mesurant à peu près 17.0 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 328-366 le dit côté mesurant à peu près 100.0 pieds; contenant une superficie d'a peu près 1700 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant une partie du lot du cadastre No 328-366, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

No 227, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain, bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 328-352,le dit côté mesurant à peu près 8.0 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 328-366, le dit côté mesurant à peu près 100.0 pieds; au nord-est par la rue Christophe Colomb, le dit côté mesurant à peu près 8.0 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 328-367 le dit côté mesurant à peu près 100.0 pieds; contenant une superficie d'a peu près 800 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant une partie du lot du cadastre No 328-366, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

No 228, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 328-352,le dit côté mesurant à peu près 25.0 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 328-366 le dit côté mesurant à peu près 100.0 pieds; au nord-est par la rue Christophe Colomb le dit côté mesurant à peu près 25.0 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 328-368, le dit côté mesurant à peu près 100.0 pieds; contenant une superficie d'a peu près 2500 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 328-367, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

No 229, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 328-352,le dit côté mesurant à peu près 25.0 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 328-367, le dit côté mesurant à peu près 100.0 pieds; au nord-est par la rue Christophe Colomb, le dit côté mesurant à peu près 25.0 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 328-369, le dit côté mesurant à peu près 100.0 pieds; contenant une superficie d'a peu près 2500 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 328-368, des plan et livre de renvoi officiels.

No 230, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 328-352,le dit côté mesurant à peu près 25.0 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 328-368, le dit côté mesurant à peu près 100.0 pieds; au nord-est par la rue Christophe Colomb le dit côté mesurant à peu près 25.0 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 328-370 le dit côté mesurant à peu près 100.0 pieds; contenant une superficie d'a peu près 2500 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 328-369,des plan et livre de renvoiofficiels du village incorporée de la Côte Saint-Louis.

No 231, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 328-352, le dit côté mesurant à peu près 17.0 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 328-369, le dit côté mesurant à peu près 100.0 pieds; au nord-est par la rue Christophe Colomb, le dit côté mesurant à peu près 17.0 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 328-370, le dit côté mesurant à peu près 100.0 pieds; contenant une superficie d'a peu près 1700 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant une partie du lot du cadastre No 328-370 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

2500 square feet, the said piece of land being the whole of lot cadastral No. 328-365, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote Saint Louis.

No. 226, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by lot cadastral No. 328-352, said side measuring about 17.0 feet; on the north western side by lot cadastral No. 328-365, said side measuring about 100.0 feet; on the north eastern side by Christophe Colomb street, said side measuring about 17.0 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 328-366, said side measuring about 100.0 feet; containing a superficial area of about 1700 square feet, the said piece of land being part of lot cadastral No. 328-366, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote Saint Louis.

No. 227, Saint-Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by lot cadastral No. 328-352, said side measuring about 8.0 feet; on the north western side by lot cadastral No. 328-366, said side measuring about 100.0 feet; on the north eastern side by Christophe Colomb street, said side measuring about 8.0 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 328-367, said side measuring about 100.0 feet; containing a superficial area of about 800 square feet, the said piece of land being part of lot cadastral No. 328-366, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote Saint Louis.

No. 228, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by lot cadastral No. 328-352, said side measuring about 25.0 feet; on the north western side by lot cadastral No. 328-366, said side measuring about 100.0 feet; on the north eastern side by lot cadastral No. 328-368, said side measuring about 100.0 feet; containing a superficial area of about 2500 square feet, the said piece of land being part 2500 square feet, the said piece of land being the whole of lot cadastral No. 328-367, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote Saint Louis.

No. 229, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by lot cadastral No. 328-352, said side measuring about 25.0 feet; on the north western side by lot cadastral No. 328-367, said side measuring about 100.0 feet; on the north eastern side by Christophe Colomb street, said side measuring about 25.0 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 328-369, said side measuring about 100.0 feet; containing a superficial area of about 2500 square feet, the said piece of land being the whole of lot cadastral No. 328-368, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote Saint Louis.

A piece of land bounded on the south western side by lot cadastral No. 328-352, said side measuring about 25.0 feet; on the north western side by lot cadastral No. 328-368, said side measuring about 100.0 feet; on the north eastern side by Christophe Colomb street, said side measuring about 25.0 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 328-370, said side measuring about 100.0 feet; containing a superficial area of about 2500 square feet, the said piece of land being the whole of lot cadastral No. 328-369 of the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote Saint Louis.

No. 231, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by lot cadastral No. 328-352, said side measuring about 17.0 feet; on the north western side by lot cadastral No. 328-369, said side measuring about 100.0 feet; on the north eastern side by Christophe Colomb street, said side measuring about 17.0 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 328-370, said side measuring about 100.0 feet; containing a superficial area of about 1700 square feet, the said piece of land being part of lot cadastral No. 328-370 of the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote Saint Louis.

No 232, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 328-352, le dit côté mesurant à peu près 8.0 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 328-370,le dit côté mesurant à peu près 100.0 pieds; au nord-est par la rue Christophe Colomb, le dit côté mesurant à peu près 8.0 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 328-371,le dit côté mesurant à peu près 100.0 pieds; contenant une superficie d'a peu près 800 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant une partie du lot du cadastre No 328-370 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côté Saint-Louis.

No 233, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 328-352,le dit côté mesurant à peu près 25.0 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 328-370, le dit côté mesurant à peu près 100.0 pieds; au nord-est par la rue Christophe Colomb,le dit côté mesurant à peu près 25.0 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 328-372 le dit côté mesurant à peu près 100.0 pieds; contenant une superficie d'a peu près 2500 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 328-371 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

No 234, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 328-352,le dit côté mesuranr à peu près 25.0 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 328-371, le dit côté mesurant à peu près 100.0 pieds; au nord-est par la rue Christophe Colomb,le dit côté mesurant à peu près 25.0 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 328-373, le dit côté mesurant à peu près 100.0 pieds; contenant une superficie d'a peu près 2500 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 328-372, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

No 235, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-eoust par le lot du cadastre No 328-352. le dit côté mesurant à peu près 25.0 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 328-372, le dit côté mesurant à peu près 100.0 pieds; au nord-est par la rue Christophe Colomb,le dit côté mesurant à peu près 25.0 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 328-374, le dit côté mesurant à peu près 100.0 pieds, contenant une superficie d'à peu près 2,500 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 328-373, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

No 236, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 328-352, le dit côté mesurant à peu près 17.0 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 328-373, le dit côté mesurant à peu près 100.0 pieds; au nord-est par la rue Christophe Colomb, le dit côté mesurant à peu près 17.0 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 328-374, le dit côté mesurant à peu près 100.0 pieds, contenant une superficie d'a peu près 1700 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant une partie du lot du cadastre No 328-374, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

No 237, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 328-352, le dit côté mesurant à peu près 8.0 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 328-374 le dit côté mesurant à peu près 100.0 pieds; au nord-est par la rue Christophe Colomb, le dit côté mesurant à peu près 80 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 328-375, le dit côté mesurant à peu près 100.0 pieds; contenant une superficie d'à peu près 800 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant une partie du lot du cadastre No 328-374, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

No. 232, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by lot cadastral No. 328-352, said side measuring about 8.0 feet; on the north western side by lot cadastral No. 328-370, said side measuring about 100.0 feet; on the north eastern side by Christophe Colomb street, said side measuring about 8.0 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 328-371, said side measuring about 100.0 feet; containing a superficial area of about 800 square feet, the said piece of land being part of lot cadastral No. 328-370, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote Saint Louis.

No. 233, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by lot cadastral No. 328-352, said side measuring about 25.0 feet; on the north western side by lot cadastral No. 328-370, said side measuring about 100.0 feet; on the north eastern side by Christophe Colomb street, said side measuring about 25.0 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 328-372, said side measuring about 100.0 feet; containing a superficial area of about 2500 square feet, the said piece of land being the whole of lot cadastral No. 328-371,of the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote Saint Louis.

No. 234, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by lot cadastral No. 328-352, said side measuring about 25.0 feet; on the north western side by lot cadastral No. 328-371, said side measuring about 100.0 feet; on the north eastern side by Christophe Colomb street, said side measuring about 25.0 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 328-373, said side measuring about 100.0 feet; containing a superficial area of about 2500 square feet, the said piece of land being the whole of lot cadastral No. 328-372 of the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote Saint Louis.

No. 235, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by lot cadastral No. 328-352, said side measuring about 25.0 feet; on the north western side by lot cadastral No. 328-372, said side measuring about 100.0 feet; on the north eastern side by Christophe Colomb street, said side measuring about 25.0 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 328-374, said side measuring about 100.0 feet; containing a superficial area of about 2500 square feet, the said piece of land being the whole of lot cadastral No. 328-373, of the official plan and book of reference for the incorporated viilage of Cote Saint Louis.

No. 236, Saint Joseph Boulevard,

A piece of land bounded on the south western side by lot cadastral No. 328-352, said side measuring about 17.0 feet; on the north western side by lot cadastral No. 328-373, said side measuring about 100.0 feet; on the north eastern side by Christophe Colomb street, said side measuring abouth 17.0 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 328-374, said side measuring about 100.0 feet; containing a superficial area of about 1700 square feet, the said piece of land being part of lot cadastral No. 328-374, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote Saint Louis.

No. 237, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by lot cadastral No. 328-352, said side measuring about 8.0 feet; on the north western side by lot cadastral No. 328-374, said side measuring about 100.0 feet; on the north eastern side by Christophe Colomb street, said side measuring about 8.0 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 328-375, said side measuring about 100.0 feet; containing a superficial area of about 800 square feet, the said piece of land being part of lot cadastral No. 328-374, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote Saint Louis.

No 207, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par les lots du cadastre Nos 328-414, 328-413, 328-412, 328-411 et 328-410, le dit côté mesurant à peu près 100 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 328-400 , le dit côté mesurant à peu près 20 pieds; au nord-est par les lots du cadastre Nos 329-209, 329-208, 329-207, 329-206 et 329-205, le dit côté mesurant à peu près 100 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 328-400, le dit côté mesurant à peu près 19.34 pieds; contenant une superficie d'à peu près 1967 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant une partie du lot du cadastre No 328-400, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

No 208, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par les lots du cadastre Nos 328-418, 328-417, 328-416, 328-415 et 328-414, le dit côté mesurant à peu près 100 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 328-400, le dit côté mesurant à peu près 19.34 pieds; au nord-est par les lots du cadastre Nos 329-205, 329-204, 329-203, 329-202, et 329-201, le dit côté mesurant à peu près 100 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 328-400, le dit côté mesurant à peu près 18.67 pieds; contenant une superficie d'à peu près 1900 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant une partie du lot du cadastre No 328-400, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis; le tout tel qu'indiqué au plan d'amélioration déposé au bureau de l'inspecteur de la cité, et en la possession de Dame Delphine Vanier, veuve de Joseph-E. Beaudry, comme propriétaire pendant les trois dernières années; (B) Reçu du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal, d'un dépôt fait le 9 mai 1914, de la somme de $116,142.75, et intérêts sur cette somme pour six mois à compter du 9 mai 1914, la dite somme de $116,142.75, étant la compensation accordée par les dits arbitres pour l'expropriation des dits terrains.

Et toutes personnes qui réclament des privilèges, hypothèques ou autres charges sur les dits terrains ou parties de terrain tel que ci-dessus désigné et l'affectant antérieurement à la promulgation de la dite sentence arbitrale, étant la dite sentence arbitrale le titre de la cité de Montréal, sont par les présentes notifiées qu'une demande en ratification de titre de la part de la cité de Montréal sera faite à la cour supérieure du district de Montréal, le vingt-unième jour d'août 1914, et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le régistrateur est tenu par les dispositions du code de procédure civile de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par les présentes requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe du dit Protonotaire dans lee six jours de :a présentation de ladite requête, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

J. B. A. TISON,
Député-protonotaire.

Laurendeau, Archambault, Lavallée,
Damphousse, Jarry Butler & St-Pierre,
Procureurs de la cité de Montréal.

Montréal, 7 juillet 1914. 3101-2

No. 207, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by lots cadastral Nos. 328-414, 328-413, 328-412, 328-411 and 328-410, said side measuring about 100.0 feet; on the north western side by lot cadastral No. 328-400, said side measuring about 20.0 feet; on the north eastern side by lots cadastral Nos. 329-209, 329-208, 329-207, 329-206, and 329-205, said side measuring about 100.0 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 328-400, said side measuring about 19.34 feet; containing a superficial area of about 1967 square feet, the said piece of land being part of lot cadastral No. 328-400, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote Saint Louis.

No. 208, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by lots cadastral Nos. 328-418, 328-417, 328-416, 328-415 and 328-414, said side measuring about 100.0 feet; on the north western side by lot cadastral No. 328-400, said side measuring about 19.34 feet; on the north eastern side by lots cadastral Nos. 329-205, 329-204, 329-203, 329-202 and 329-201, said side measuring about 100.0 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 328-400, said side measuring about 18.67 feet; containing a superficial area of about 1900 square feet, the said piece of land being part of lot cadastral No. 328-400, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote Saint Louis, the whole in accordance with a plan of the improvement deposited in the City Surveyor's Office and possessed by Dame Delphine Vanier, widow of Joseph E. Beaudry, as propriator for three years now last passed; (B) Receipt from the Prothonotary of the Superior Court, for the district of Montreal, of date 9th of May 1914 of a deposit of the sum of $116,142.75 with six months interest upon said sum, to be computed from the 9th of may 1914; said sum of $116,142.75 being the indemnity awarded by said arbitrators for the said expropriated immoveables;

And all persons who claim any privileges, hypothec or other incumberances and said immoveables or portion thereof as hereinabove described and incumbering same previous to the promulgation of said award of the arbitrators, said award being the only title of said city of Montreal, are hereby notified that application by said city of Montreal will be made to the superior court for the district of Montreal, on the twenty first day of August, 1914, for a judgment of confirmation of title, and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the Code of civil procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

J. B. A. TISON,
Deputy Prothonotary.

Laurendeau, Archambault, Lavallée,
Damphousse, Jarry, Butler & St. Pierre,
Attorneys of the city of Montreal.

Montreal, 7th July, 1914. 3102

Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: No 27. } ADOLPHE LECOMTE, Demandeur; contre ALFRED TRUDEL, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur.

La moitié indivise de la moitié est du lot numéro vingt-deux (22) du septième rang du cadastre officiel pour le canton de Stanfold—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Eusèbe de Stanfold, le VINGT-HUITIEME jour de juillet 1914, à UNE heure de l'après-midi.

E. GUST. PICHER,
Député-shérif.

Bureau du shérif,
Arthabaska, 22 juin 1914. 2337-2

[Première publication, 27 juin 1914.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: No. 27. } ADOLPHE LECOMTE, Plaintiff; against ALFRED TRUDEL, Defendant.

As belonging to defendant:

The one undivided half of the east half of lot number twenty two (22), in the seventh range of official cadastre for the township of Stanfold—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Eusèbe of Stanfold, on the TWENTY-EIGHT day of July, next 1914, at ONE o'clock in the afternoon.

E. GUST. PICHER,
Deputy sheriff.

Sheriff's office,
Arthabaska, 22nd June, 1914. 2338

[First published, 27th June, 1914.]

Ventes par le Shérif—Beauce

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: No 725. } OLIVIER ROY, Demandeur; contre DAVID PARE, Défendeur.

1. Le lot numéro quatorze A (14 A), du deuxième rang de Shenley—circonstance et dépendances; sujet au droit de la coupe de bois pour 25 ans, du 6 novembre 1907, d'après contrat passé devant Mtre Lavoie, notaire;

2. Un morceau de terre formant partie des lots treize D, treize E, et treize F, (13 D, 13 E, 13 F), du cadastre pour le premier rang du canton de Shenley, étant les abouts du dit rang, comprenant toute la largeur des dits lots sur la ligne de division des lots douze et treize (12 et 13), sur une longueur de six arpents en allant vers le nord-ouest, sujet à la même restriction que le lot ci-dessus.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Martin, le DIX-HUITIEME d'AOUT prochain (1914), à ONZE heures de l'avant-midi

JOS. POIRIER,
Shérif.

Bureau du shérif,
Saint-Joseph Beauce, 13 juillet 1914. 3217

[Première publication, 18 juillet 1914.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: No 725. } OLIVIER ROY, Plaintiff; against DAVID PARE, Defendant.

1. Lot number fourteen A (14 A) of the second range of Shenley—circumstances and dependencies; subject to the right of cutting the road thereon for a period of 25 years, from the 6th day of November, 1907, in virtue of an act consented to before Mtre Lavoie, notary;

2. A parcel of land forming part of lots thirteen D, thirteen E and thirteen F (13 D, 13 E, 13 F), of the cadastre of the first range of the township of Shenley, being the rear part of the said range, including the whole width of the said lots on the division line of the lots twelve and thirteen (12 and 13) by a length of six arpents measured towards the north west, subject to the same restriction as for the above lot.

To be sold at the church door of the parish of Saint Martin, on the EIGHTEENTH day of AUGUST next (1914), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,
Sheriff.

Sheriff's office,
Saint Joseph, Beauce, 13th July, 1914. 3218

[First published, 18th July, 1914.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour de Circuit.—Montmagny.

Montmagny, à savoir: No 1330. EMILE CHOUINARD, de la paroisse de Saint-Pamphile, Demandeur; vs ARTHUR DUBE, fils de Zéphir, du même lieu, Défendeur.

Un emplacement situé sur le côté nord de la moitié nord-ouest du lot numéro vingt-cinq, du rang A, dans le canton Casgrain, borné au nord-ouest au No 24, à l'est de la route Elgin, sud et ouest à Damas Dubé, contenant environ un arpent en superficie, sans mesure précise—avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pamphile, le VINGT-HUITIEME jour de JUILLET prochain, 1914, à DIX heures du matin.

GEO. ROY,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montmagny, 22 juin 1914. 2827-2

[Première publication, 27 juin 1914.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Circuit Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit: No. 1330. EMILE CHOUINARD, of the parish of Saint Pamphile, Plaintiff; vs ARTHUR DUBE, son of Zéphir, of the same place, Defendant.

An emplacement situate on the north side of the north west half of the lot number twenty five, of range A, in the township of Casgrain, bounded on the north west by the lot No. 24, on the east by the Elgin road, on the south and west by Damas Dubé, containing about, one arpent in superficies, more or less—with the buildings erected thereon, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Pamphile, on the TWENTY EIGHTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montmagny, 22nd June, 1914. 2828

[First published, 27th June, 1914.]

Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: No 1485. DAME AURORE LEFEBVRE, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Jules Comte, agent, du même lieu, dûment autorisée aux fins des présentes, Demander sse; contre les terres et tènements du dit JULES COMTE, Défendeur.

Trois lots de terre bornés en front par la rue Dufferin, maintenant rue de La Roche, dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros huit cent trente-neuf, huit cent quarante et huit cent quarante et un de la subdivision officielle du lot primitif numéro quatre cent quatre-vingt huit (488-839, 840, 841), aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse du Sault-au-Récollet, dans le comté d'Hochelaga—avec circonstances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 14 juillet 1914. 3247

[Première publication, 18 juillet 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: No 3316. JOHN PATERSON, *et al, esql.*, Demandeurs; contre les terres et tènements de DAME ANNATONIA DIPEPPEO, de la cité de

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 1485. DAME AURORE LEFEBVRE, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Jules Comte, agent, of the same place, duly authorized to the present, Plaintiff; against the lands and tenements of the said JULES COMTE, Defendant.

Three lots of land bounded in front by Dufferin street,now De La Roche street, in Saint Denis ward, of the city of Montreal, known and designated under the numbers eight hundred and thirty nine, eight hundred and forty and eight hundred and forty one of the official subdivision of the primitive lot number four hundred and eighty eight (488-839), 840, 841), on the official plan and book of reference for the parish of Sault au Récollet, in the county of Hochelaga—together with circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 14th July, 1914. 3248

[First published, 18th July, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 3316. JOHN PATERSON *et al, ès-qual.*, Plaintiffs; against the lands and tenements of DAME ANNATONIA DIPEPPEO, of the city of

Montréal, épouse séparée de biens de Frank Salvatore, du même lieu, et le dit Frank Salvatore pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Défendeurs.

Saisi comme appartenant et en la possession des dits défendeurs, l'immeuble suivant, savoir:

Ce certain lot de terre situé dans le quartier Saint-Henri, de la dite cité de Montréal, ayant front sur la rue Walnut, et formant partie du lot numéro seize cent soixante-quatorze des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et plus particulièrement connu sur le plan de subdivision dûment fait et produit du dit lot officiel comme subdivision soixante et dix-sept (No 1674–77), contenan vingt-cinq pieds de largeur par cent cinq pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; et borné comme suit: en front au sud ouest par la dite rue Walnut, en arrière au nord-est par une ruelle de quinze pieds de largeur, d'un côté au nord-ouest par le lot No 1674–76, et de l'autre côté au sud-est par le lot No 1674–78, avec le droit de passage en commun avec ceux qui ont le même droit de passer sur la dite ruelle en arrière et sur les ruelles y conduisant, mais non le droit d'encombrer la dite ruelle en aucune manière que ce soit —avec les bâtisses dessus construites et en cours de construction, tel que le tout existe.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 15 juillet 1914. 3291

[Première publication, 18 juillet 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } GEORGE CARSON,
No 1928. } Demandeur; contre LOUIS ROMEO BEAUDRY, Défendeur.

Un terrain sis et situé sur le rang du Haut de Sainte-Rose, dans la paroisse de Sainte-Rose, contenant soixante-neuf arpents en superficie, plus ou moins, connu comme étant partie du numéro cent soixante-douze (partie de 172) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Rose, borné comme suit: au nord, à la rivière des Milles Iles ,au sud, aux terres de Sainte-Dorothée, d'un côté à l'ouest, à partie du dit lot No 172, appartenant à Ed. Carson et de l'autre côté à l'est au lot No 171 appartenant à Napoléon.Cusson; laquelle partie du lot numéro cent soixante-douze (172) désignée ci-haut appartient à Louis Roméo Beaudry.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Rose, le TRENTIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 24 juin 1914. 2887–2

[Première publication, 27 juin 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } J. CLEOPHAS LA-
No 4289. } MOTHE *et al*, avocat, Demandeur; contre les terres et terrements de DAME CAROLINE NELSON, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de Alfred Guenette, du même lieu, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Défendeur.

Saisis comme appartenant à la dite défenderesse:

Tous les droits de la dite Caroline Nelson,

Montreal, wife separate as to property of Frank Salvatore, of the same place, and the said Frank Salvatore to authorize his said wife for the purpose of these presents, Defendants.

Seized as belonging and in the possession of the said Defendants, the following immoveable:

That certain lot of land situate in the Saint Henry ward, of the said city of Montreal, fronting on Walnut street, and forming part of lot number sixteen hundred and seventy four, on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, and more particularly known on the subdivision plan duly made and fyled of said official lot as subdivision seventy seven (No. 167è–74), containing twenty five feet in width by one hundred and five feet in depth, english measure and more or less, and bounded as follows: in front to the south west by said Walnut street, in rear to the north east by a land fifteen feet in width, on one side to the north west by lot No. 1674–76, and on the other side to the south east by lot No. 1674–78, with the right of way in common with others having right of use therein of said lane in rear and the lanes leading thereto, but no right to encumber said lane in any manner howsoever — with the buildings thereon and in course of erection thereon, as the whole now subsists.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 15th July, 1914. 3292

[First published, 18th July, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } GEORGE CARSON,
No. 1928. } Plaintiff; against LOUIS ROMEO BEAUDRY, Defendant.

A lot of land lying and situate on the range of Haut de Sainte Rose, in the parish of Sainte Rose, containing sixty nine arpents in superficies, more or less, known as forming part of the lot number one hundred and seventy two (pt. of 172) ,upon the official plan and book of reference of the parish of Sainte Rose; bounded as follows: on the north by the river Des Mille Iles, on the south by the lands of Sainte Dorothée, on one side to the west by part of the said lot No 172, belonging to Ed. Carson, and on the other side to the east by the lot No. 171 belonging to Napoleon Cusson; the said part of the lot number one hundred and seventy two (172) above described belonging to Louis Romeo Beaudry.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte-Rose, on the THIRTIETH day of JULY next, at eleven o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 24th June, 1914. 2888

[First published, 27th June, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } J. CLEOPHAS LA-
No. 4289. } J. MOTHE *et al*, advocates, Plaintiff's; against the lands and tenements of DAME CAROLINE NELSON, of the city and district of Montreal, wife separate as to property of Alfred Guenette, of the same place and the latter both personnally and to authorize his wife for the purposes hereof, Defendants.

Seized as belonging to the said defendant Dame Caroline Nelson.

All the rights of the said Caroline Nelson, wife

épouse séparée de biens de Alfred Guenette, des cité et district de Montréal, auxquels elle a ou peut avoir droit comme étant l'un des appelés à la substitution créée par le testament de Wolfred Nelson, médecin, de Montréal, passé devant C. E. Belle et son confrère, notaires, le 6 mai 1861 et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal, le 15 juillet 1863 sous le numéro 35590, étant par suite au nombre des héritiers nommés dans un partage provisionnel des biens dépendant de la dite substitution, tel partage passé devant J. A. H. Jobin, notaire, le 30 mars 1875, et tous les droits de la dite Dame Caroline Nelson, en sa qualité d'appelée, à la substitution sur les dits biens de la succession, qui sont entre autres les suivantes:

1. Un lot de terre avec bâtisse dessus construite portant le No 59 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, borné en front par les coins des rues Boulevard Saint-Laurent et Craig;

2. Un lot de terre avec bâtisse dessus construite portant le No 135, des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, en la cité de Montréal, borné en front par la rue Sanguinet;

3. Un lot de terre avec bâtisse dessus construite portant le No 1768 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, en la cité de Montréal, borné en front par le carré Chaboillez;

4. Une somme de $22,634.40, étant la balance d'un prix de vente portant hypothèque sur la propriété située au coin des rues Saint-Jacques et Côte Saint-Lambert, due aux héritiers de feu Wolfred Nelson, à William Herring ou représentant et depuis assumée par l'hon. T. Berthiaume, telle propriété désignée sous le numéro 147 du quartier Centre de la dite cité de Montréal, sujette cependant au transport consenti par Dame Caroline Nelson à Charles Hyppolite Laurier, devant Gustave Beaudoin, notaire, le 19 mars 1908, pour la dite balande qui peut être due au dit Laurier ou sa succession, en vertu du dit transport.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le PREMIER jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 24 juin 1914. 2893–2

[Première publication, 27 juin 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 3494. ISLAND CITY REALTY, INCORPORATED, une corporation commerciale; ayant son principal bureau d'affaires en les cité et district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tènements de JOSEPH MALO, agent d'immeubles, des cité et district de Montréal, Défendeur.

1. Cinq lots de terre connus et désignés sous les numéros deux cent quarante et un, deux cent quarante-deux, deux cent quarante-trois, deux cent quarante-quatre, deux cent quarante-cinq, de la subdivision du lot cent vingt et un, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles; bornés en front par la première Avenue;

2. Un lot de terre connu et désigné sous les numéros deux cent quarante-six des dit plan et livre de renvoi officiels aboutissant aux lots numéros deux cent soixante-huit et deux cent quatre-vingt-quatre de la dite subdivision du dit lot 121 des dits plan et livre de renvoi officiels.

separate as to property of Alfred Guenette, of the city and district of Montreal, which she has or may have in her capacity of beneficiary in the substitution created by the last will and testament of Wolfred Nelson, physician, of Montreal executed before C. E. Belle and his colleague, notaries, on the 6th May, 1861, and registered at the registry office of Montreal, on the 15th July, 1863, under the number 35590, being afterwards included among the heirs in a provisional distribution of the property belonging to the substitution, such distribution being made before J. A. H. Jobin, notary, ont he 30th March, 1875, and all the rights which the said Dame Caroline Nelson, may have, in her capacity of beneficiary in the substitution upon the said property of the estate which are between others as follows:

1. A lot of land with the buildings thereon bearing the No. 59 of the official plan and book of reference of Saint Louis ward, of the city of Montreal, fronting on Saint Lawrence Boulevard and Craig street.

2. A lot of land with the buildings thereon bearing the No. 135, of the official plan and book of reference of Saint Louis ward in the city of Montreal, bounded in front by Sanguinet street.

3. A lot of land with the buildings thereon bearing the No. 1768 of the official plan and book of reference of Saint Ann's ward, in the city of Montreal, bounded in front by Chaboillez square;

4. A sum of $22,634.40, being the balance due on a sale bearing hypothec of the property situate at the corner of Saint James and Côte Saint Lambert street, due to the heirs of the late Wolfred Nelson, to William Herring or representatives and since assumed by the Hon. T. Berthiaume, the said property being designated under the No. 147 of Center ward of the city of Montreal, subject to the transfer by Dame Caroline Nelson to Charles Hyppolite Laurier, executed before Gustave Beaudoin, notary, on the 19th March, 1908, for the said balance which may be due to the said Laurier, or his estate, in virtue of the said transfer.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the FIRST day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 24th June, 1914. 2894

[First published, 27th June, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 3494. ISLAND CITY REALTY, INCORPORATED, a commercial corporation having its head office in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of JOSEPH MALO, real estate agent, of the city and district of Montreal, Defendant.

1. Five lots of land known and designated under the numbers two hundred and forty-one, two hundred and forty two, two hundred and forty three, two hundred and forty four, two hundred and forty five, of the subdivision of lot one hundred and twenty one, of the official plan and book of reference of the parish of Pointe aux Trembles; bounded in front by the first Avenue.

2. A lot of land known and designated under the number two hundred and forty six, of the said official plan and book of reference contiguous to lots numbers two hundred and sixty eight and two hundred and eighty four, of the said subdivision of the said lot number one hundred and twenty one of the said official plan and book of reference.

3. Treize lots de terre connus et désignés sous les numéros deux cent quarante-sept, deux cent quarante-huit, deux cent quarante-neuf, deux cent cinquante, deux cent cinquante et un, deux cent cinquante-deux, deux cent cinquante-trois, deux cent cinquante-quatre, deux cent cinquante-cinq, deux cent cinquante-six, deux cent cinquante-sept, deux cent cinquante-huit, deux cent cinquante-neuf, de la subdivision du dit lot 121 des dits plan et livre de renvoi officiels; bornés en front par la 2ième Avenue.

4. Trois lots de terre connus et désignés sous les numéros trois cent cinquante-cinq, trois cent cinquante-six, trois cent cinquante-sept de la dite subdivision du dit lot 121, des dits plan et livre de renvoi officiels; bornés en front par la 3ème Avenue.

5. Cinq lots de terre connus et désignés sous les numéros trois cent quatre-vingt-un, trois cent quatre-vingt-deux, trois cent quatre-vingt-trois, trois cent quatre-vingt-quatre, trois cent quatre-vingt-cinq de la dite subdivision du dit lot 121 des dits plan et livre de renvoi officiels ; bornés en front par la 3ème Avenue.

6. Trois lots de terre connus et désignés sous les numéros sept cent quarante-quatre, sept cent quarante-cinq, sept cent quarante-six, de la subdivision du dit lot 121 des dits plan et livre de renvoi officiels; bornés en front par la rue Ontario.

7. Trois lots de terre connus et désignés sous les numéros neuf cent cinquante-trois, neuf cent cinquante-quatre, neuf cent cinquante-cinq de la dite subdivision du lot 121, des dits plan et livre de renvoi officiels; bornés en front par la rue Forsyth.

8. Cinquante-sept lots de terre connus et désignés sous les numéros quatre cent quatre-vingt-dix-neuf, cinq cents, cinq cent-un, cinq cent deux, cinq cent trois, cinq cent quatre, sept cent trente-huit, huit cent cinquante, huit cent cinquante et un, huit cent cinquante-deux, neuf cent quatre-vingt-deux, neuf cent quatre-vingt-trois, neuf cent quatre-vingt-quatre, neuf cent quatre-vingt-cinq, neuf cent quatre-vingt-six, neuf cent quatre-vingt-sept, neuf cent quatre-vingt-huit, neuf cent quatre-vingt-neuf, neuf cent quatre-vingt-dix, neuf cent quatre-vingt-onze, neuf cent quatre-vingt-douze, neuf cent quatre-vingt-treize, neuf cent quatre-vingt-quatorze, neuf cent quatre-vongt-quinze, neuf cent quatre-vingt-seize, neuf cent quatre-vingt-dix-sept, neuf cent quatre-vingt-dix-huit, neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, mille, mille un, mille deux, mille trois, mille quatre, mille-cinq, mille cent dix-huit, mille cent dix-neuf, mille cent vingt, mille cent vingt et un, mille cent vingt-deux, mille cent vingt-trois, mille cent vingt-quatre, mille cent vingt-cinq, mille cent vingt-six, mille cent vingt-sept, mille cent vingt-huit, mille cent vingt-neuf, mille cent trente, mille cent trente et un, mille cent trente-deux, mille cent trente-trois, mille cent trente-huit, mille cent trente-neuf, mille cent quarante, mille cent quarante et un, mille cent quarante-deux, mille cent quarante-trois, mille cent quarante-quatre, de la dite subdivision du dit lot 121 des dits plan et livre de renvoi officiels; bornés en front par la 7ème Avenue.

3. Thirteen lots of land known and designated under the numbers two hundred and forty seven, two hundred and forty eight, two hundred and forty nine, two hundred and fifty, two hundred and fifty one, two hundred and fifty two, two hundred and fifty three, two hundred and fifty four, two hundred and fifty five, two hundred and fifty six, two hundred and fifty seven, two hundred and fifty eight, two hundred and fifty nine of the subdivision of the said lot 121 of the said official plan and book of reference; bounded in front by the second Avenue.

4. Three lots of land known and designated under the numbers three hundred and fifty five, three hundred and fifty six, three hundred and fifty seven of said lot 121 of the said subdivision of the said official plan and book of reference; bounded in front by the third Avenue.

5. Five lots of land known and designated under the numbers three hundred and eigthy one, three hundred and eigthy two, three hundred and eigthy three, three hundred and eigthy four, three hundred and eigthy five of the said subdivision of the said lot one hundred and twenty one of the said official plan and book of reference; bounded in front by the third Avenue.

6. Three lots of land known and designated under the numbers seven hundred and forty four, seven hundred and forty five, seven hundred and forty six of the subdivision of said lot one hundred and twenty one, of the said official plan and book of reference, bounded in front by Ontario street.

7. Three lots of land known and designated under the numbers nine hundred and fifty three, nine hundred and fifty four, nine hundred and fifty five of the said subdivision of lot one hundred and twenty one of the said official plan and book of reference; bounded in front by Forsyth street.

8. Fifty seven lots of land known and designated under the numbers four hundred and ninety nine, five hundred, five hundred and one, five hundred and two, five hundred and three, five hundred and four, seven hundred and thirty eight, eight hundred and fifty, eight hundred and fifty one, eight hundred and fifty two, nine hundred and eighty two, nine hundred and eighty three, nine hundred and eighty four, nine hundred and eighty five, nine hundred and eighty six, nine hundred and eighty seven, nine hundred and eighty eight, nine hundred and eighty nine, nine hundred and ninety, nine hundred and ninety one, nine hundred and ninety two, nine hundred and ninety three, nine hundred and ninety four, nine hundred and ninety five, nine hundred and ninety six, nine hundred and ninety seven, nine hundred and ninety eight, nine hundred and ninety nine, one thousand, one thousand and one, one thousand and two, one thousand and three, one thousand and four, one thousand and five, one thousand and eighteen, one thousand and nineteen, one thousand and twenty, one thousand and twenty one, one thousand and twenty two, one thousand and twenty three, one thousand and twenty four, one thousand and twenty five, one thousand and twenty six, one thousand and twenty seven, one thousand and twenty eight, one thousand and twenty nine, one thousand and thirty, one thousand and thirty one, one thousand and thirty two, one thousand and thirty three, one thousand and thirty eight, one thousand and thirty nine, one thousand and forty, one thousand and forty one, one thousand and forty two, one thousand and forty three, one thousand and forty four, of the said subdivision of the said lot one hundred and twenty one of the said official plan and book of reference; bounded in front by the seventh Avenue.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINCT-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif,
Montréal, 16 juillet 1914. 3077

Première publication du 11 juillet est nulle,
[Première publication, 18 juillet 1914.]

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SEVENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 6th July, 1914. 3078

First publication of 11th July is null.
[First published, 18th July, 1914.]

Ventes par le Shérif—Québec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS
Cour de Recorder.

Québec, à savoir: } LA CITE DE QUEBEC;
No 1248. } contre DAME ALEXINA ST-CROIX, de la cité de Québec, veuve de Joseph Fournier, à savoir.

Le lot No 547 (cinq cent quarante-sept) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Franklin—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente foncière annuelle de $5.00, payable le 29 septembre chaque année à "The Canada Life Insurance Co".

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,
Shérif.

Bureau du shérif,
Québec, 2 juillet 1914. 3025-2

[Première publication, 4 juillet, 1914.]
[Deuxième publication, 18 juillet 1914.

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the espective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS
Recorder's Court.

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC;
No. 1248. } against DAME ALEXINE ST-CROIX, of the city of Quebec, widow of Joseph Fournier, to wit:

The lot No. 547 (five hundred and forty seven) of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Quebec, being an emplacement situate on Franklin street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual ground rent of $5.00 payable on the 29th September of every year to "The Canada Life Insurance Co."

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the SEVENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.

Sheriff's office,
Quebec, 2nd July, 1914. 3026

[First published, 4th July, 1914.]
[Second published, 18th July, 1914.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour de Circuit.

District de Rimouski, } SAIE MERCIER,
No 1536. } vs FRANCOIS ROY, savoir:

Un terrain contenant 50 pieds de front sur 80 de profondeur, plus ou moins, borné à l'ouest à la route, au bord à Laz. Michaud, à l'est, à E. Belzile, au sud, à E. Cimon, étant partie du lot numéro cent quatre-vingt-cinq (185), au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Fabien,—avec maison et grange sus-construites et dépendances, à charge de payer à Em. Belzile la rente du terrain.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Fabien, le VINGT-NEUF JUILLET prochain, 1914, à DIX heures de l'avant-midi.

CHS D'ANJOU,
Shérif.

Bureau du shérif,
Rimouski, 17 juin 1914. 2857-2

[Première publication, 27 juin 1914.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Ciecuit Court.

District of Rimouski, } SAIE MERCIER;
No. 1536. } vs. FRANCOIS ROY, to wit:

A lot of land containing 50 feet in front by 80 in depth, more or less, bounded on the west by the road, on the north by Laz. Michaud, on the east by E. Belzile, on the south by E. Cimon, being a portion of the lot number one hundred and eighty-five of the official cadastre of the parish of Saint Fabien—with a house and barn thereon erected and dependencies, subject to the payment of the ground rent to Em. Belzile.

To be sold at the church door of Saint Fabien, on the TWENTY NINTH of JULY next, 1914. at TEN o'clock in the forenoon.

CHS D'ANJOU,
Sheriff.

Sheriff's office,
Rimouski, 17th June, 1914. 2858

[First published, 27th June, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.

District de Rimouski, No 1573. } LYDIUS ROSS, contre ALPHONSE LABBE, savoir

Un terrain mesurant 90 pieds de front sur 90 de profondeur, borné au nord au chemin, à l'est à Alfred Pineau, au sud à Alfred Banville, à l'ouest J. B. Lévesque—avec les bâtisses sus construites et en plus un terrain de environ 14 pds sur 14, sur lequel se trouve un shed, étant partie du lot numéro deux cent dix-sept (217), au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Germain de Rimouski, a charge de payer la rente foncière pour le terrain.

Pour être vendu au bureau du shérif, en la ville de Saint-Germain de Rimouski, le TRENTE JUILLET prochain, 1914, a DIX heures de l'a l'avant-midi.

CHS D'ANJOU,
Shérif.

Bureau du shérif,
Rimouski, 17 juin 1914. 2859-2

[Première publication, 27 juin 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

District of Rimouski, No. 1573. } LYDIUS ROSS, against ALPHONSE LABBE, to wit:

A lot of land measuring 90 feet in front by 90 in depth, bounded on the north by the road on the east by Alfred Pineau on the south, by Alfred Banville, on the west J. B. Levesque—with the buildings thereon erected and also another lot of land of about 14 feet by 14, upon which a shed is erected, being a portion of the lot number two hundred and seventeen (217), of the official cadastre of the parish of Saint Germain de Rimouski, subject to the payment of the ground rent for the land.

To be sold at the sheriff's office in the town of Saint Germain de Rimouski, on the THIRTIETH day of JULY next, 1914, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS D'ANJOU,
Sheriff.

Sheriff's office,
Rimouski, 17th June, 1914. 2860

[First published, 27th June, 1914.]

Ventes par le Shérif—St-François

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: No 219. } FRANCOIS-XAVIER CLOUTIER, cultivateur, de la ville de Cookshire, dans le district de Saint-François, Demandeur; contre PIERRE DUSSAULT, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur Pierre Dussault:—Ces certains terrains ou lots de terre—avec les bâtisses dessus érigées, situés à la Patrie, dans le canton de Ditton, connus et désignés sur le plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Ditton, comme étant:

1. Le lot numéro cent soixante et seize (176), (moins la partie d'icelui vendue à la corporation scolaire du canton de Ditton et décrite dans l'acte enregistré sous No 26905);
2. Le lot numéro cent soixante et dix-sept (177);
3. Le lot cent soixante-dix-huit, (moins la partie d'icelui vendue à la dite corporation scolaire et décrite dans le dit acte No 26905);
4. Le lot numéro cent soixante et dix-neuf (179) (moins la partie d'icelui vendue à Valmore Larose, maintenant à Wilfrid Sénécal et décrite dans l'acte No 25893, et aussi la partie vendue à J. P. Charbonneau *et al*, et décrite dans l'acte No 27351);
5. Le lot numéro cent quatre-vingt (180), (moins la partie d'icelui vendue au dit J. P. Charbonneau *et al*, et décrite dans le dit acte No 27351);
6. Le lot numéro cent quatre-vingt-un.

Les dits lots ci-dessus décrits étant tous situés dans le quatrième rang du dit canton de Ditton.

Pour être vendus en bloc, à la porte de

Sheriff's Sales—St. Francis.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit: No. 219. } FRANCOIS-XAVIER CLOUTIER, of the town of Cookshire, in the district of Saint Francis, Plaintiff; against PIERRE DUSSAULT, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant Pierre Dussault:—These certains parcels or tracts of land—with the buildings erected thereon, situated at La Patrie, in the township of Ditton, known and designated upon the official plan and book of reference of the said township of Ditton, as being:

1. The lot number one hundred and sixteen (176), (less that portion thereof sold to the school corporation of Ditton and described in the deed of sale registered under the No. 26905).
2. The lot number two hundred and seventy seven (177);
3. The lot number one hundred and seventy eight (178), (less that portion thereof sold to the said school corporation and described in the said deed of sale No. 26905);
4. The lot number one hundred and nineteen (179), (less that portion thereof sold to Valmore Larose, now to Wilfrid Senecal and described in the deed No. 25893, and also the portion sold to J. P. Charbonneau *et al*, and described in the deed No. 27351);
5. The lot number one hundred and eighty (180), (less that portion thereof sold to the said J. P. Charbonneau *et al*, and described in the said deed No. 27351);
6. The lot number one hundred and eighty one (181);

The said lots above described being all situate in the fourth range of the said township of Ditton.

To be sold en bloc, at the church door of the

l'église de la paroisse de Saint-Pierre de Ditton, le VINGT-HUITIEME jour de JUILLET prochain, 1914, à UNE heure de l'après-midi.

HENRY AYLMER,
Shérif.

Bureau du shérif,
Sherbrooke, 19 juin 1914. 2813-2

[Première publication, 27 juin 1914.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal

Saint-Hyacinthe, à savoir: No 307. } EMERY CADIEUX, Demandeur; contre PACIFIQUE LAFRANCE, Défendeur, entre les mains de Arthur Archambault, curateur au délaissement:

1. Un terrain situé en la paroisse de Saint-Bernard, sur la cinquième concession de Saint-Denis, faisant partie du lot numéro six cent soixante-onze (p. 671) du plan cadastral de la paroisse de Saint-Denis, contenant deux arpents de largeur sur trois arpents de profondeur, plus ou moins, borné en front par le chemin public de la dite concession, en profondeur à Paul Gariepy, du côté nord-ouest au numéro six cent soixante-dix-sept, et du côté sud-ouest au numéro six cent soixante-dix-huit.

2. Un terrain situé au même lieu, contenant deux tiers d'arpent de largeur sur vingt-huit arpents de longueur, plus ou moins, tenant par un bout au dit chemin, à l'autre bout, au cordon des terres de Laprésentation et voisin du lot numéro six cent soixante-onze et de feu Antoine Labossière, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Saint-Denis, comme étant partie du lot numéro six cent soixante-dix-huit (p. 678)—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bernard, comté de Saint-Hyacinthe, MARDI, le VINGT-HUITIEME jour de JUILLET prochain (1914), à ONZE heures de l'avant-midi..

JOS. L. CORMIER,
Shérif.

Bureau du shérif,
Saint-Hyacinthe, 22 juin 1914. 2865-2

[Première publication, 27 juin 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir: No 61 } AMEDEE LARUE, Demandeur; contre HONORE CHARLAND, Défendeur.

1. La bâtisse servant de beurrerie et fromagerie érigée sur un terrain sis au troisième rang, en la paroisse de Saint-Simon, de soixante pieds de largeur sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, faisant partie du lot numéro deux cent vingt-sept (p. 227) du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Simon, tenant devant au chemin du troisième rang, d'un côté au lot No 230, et de l'autre côté et en profondeur au reste du dit lot No 227, avec toutes les machines et accessoires se trouvant dans la dite fromagerie et servant à son exploitation, à l'exception cependant de la glace et du bois de chauffage ainsi que le tuyau de la dite fromagerie;

2. Un emplacement situé en la dite paroisse

parish of Saint Pierre de Ditton, on the TWENTY EIGHTH day of JULY next, 1914, at ONE o'clock in the afternoon.

HENRY AYLMER,
Sheriff.

Sheriff's office,
Sherbrooke, 19th June, 1914. 2814.

[First published, 27th June, 1914.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Saint Hyacinth, to wit: No. 307. } EMERY CADIEUX, plaintiff; against PACIFIQUE LAFRANCE, Defendant, and now held by Arthur Archambault, curator to the surrender:

1. A lot situate in the parish of Saint Bernard, on the fifth concession of Saint Denis, being a part of lot No. 671, on the official cadastre plan of the parish of Saint Denis, containing two arpents in width by three arpents in depth, more or less, bounded in front by public road of said concession, in depth by Paul Gariepy, on the north west side by No. 677, and on the south west side by No. 678.

2. A lot situate in the same place, containing two third arpent in width by twenty eight arpents in depth, more or less, bounded by one end by said road, on the other end by line of the lands of Lapresentation and near to lot 671 and late Ant. Labossière, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Denis, as being a part of lot No. 678—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Bernard, TUESDAY, on the TWENTY-EIGHT day of JULY next (1914), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff.

Sheriff's office,
Saint Hyacinth, 22nd June, 1914. 2866

[First published, 27th June, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS

Superior Court.—District of Saint Hyacinth.

Saint Hyacinth, to wit: No. 61. } AMEDEE LARUE, Plaintiff; against HONORE CHARLAND, Defendant.

1. A building used as a butter-dairy and cheese-dairy erected on a piece of ground situate in the third range, in the parish of Saint Simon, containing sixty feet in width by ninety feet in depth, being a part of lot number two hundred and twenty seven (p. 227) on the official cadastre of said parish of Saint Simon, bounded in front by the road of the third range, on one side by lot No. 230, and on the other side and in depth by the residue of said lot No. 227, with all the machineries and accessories being in said cheese-dairy and used for its exploitation, save and except ice, fire-wood and funnel of said cheese-factory;

2. An emplacement situate in the parish of

20 JUIL 1914

de Saint-Simon, sur le troisième rang, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse comme étant le lot numéro deux cent vingt-neuf (229) ; borné en front par le chemin du troisième rang, d'un côté Ls Desorcy, de l'autre côté et à la profondeur par Donat Rivard—avec maison, grange et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Simon, MERCREDI, le VINGT-NEUVIEME jour de JUILLET prochain (1914), à UNE heure de l'après-midi.

JOS. L. CORMIER,
Shérif.

Bureau du shérif,
Saint-Hyacinthe, 23 juin 1914. 2907–2

[Première publication, 27 juin 1914.]

Saint Simon, on the third range, known and designated on the official plan and book of reference of said parish of Saint Simon, as being the lot (No. 229); bounded in front by the road of the third range, on one side by Ls Desorcy, on the other side and in depth by Donat Rivard,—with a house, barn and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Simon, WEDNESDAY, on the TWENTY NINTH day of JULY next, (1914), at ONE o'clock in the afternoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff.

Sheriff's office,
Saint Hyacinth, 23th June, 1914. 2903

[First published, 27th June, 1914.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU LIQUIDATEUR.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières à savoir: No. 53. | IN RE LA COMPAGNIE THEATRALE DES TROIS-RIVIERES, en Liquidation, et SYLVIANO DUGAL, Liquidateur.

Un emplacement situé en la cité des Trois-Rivières, sur le côté sud-ouest de la rue Bonaventure, étant le lot numéro huit cent soixante et huit (868) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la cité des Trois-Rivières, avec les travaux de constructions existants sur le dit terrain—circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, sur la rue Notre-Dame, le DIX-HUITIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Shérif.

Bureau du shérif,
Trois-Rivières, 15 juillet 1914. 3259

[Première publication, 18 juillet 1914].

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

LIQUIDATOR'S MANDATE.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: No. 53. | IN RE LA COMPAGNIE THEATRALE DES TROIS-RIVIERES, in liquidator and SYLVIANO DUGAL, Liquidator.

An emplacement situate in the city of Three Rivers, on the south-west side of Bonaventure street, being the lot number eight hundred and sixty-eight (868) of the official plan and book of reference of the registration cadastre for the city of Three Rivers, with the construction work existing on the said lot of land—circumstances and dependencies.

To be sold at the office of the sheriff for the district of Three Rivers, in the court house, in the city of Three Rivers, on Notre-Dame street, on the EIGHTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff.

Sheriff's office,
Three Rivers, 15th July, 1914. 3206

[First published, 18th July, 1914].

Proclamation

Canada,
Province de Québec. F. LANGELIER
[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Assistant-Procureur-Général* } ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 7486 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, il est décrété qu'il sera préparé, sous la direction du Ministre de la colonisation, des Mines et des Pêcheries, un plan de chaque

Proclamation

Canada,
Province of Québec. F. LANGELIER
[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING.

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, *Assistant-Attorney-General* } WHEREAS in virtue of the provisions of article 7486 of the Revised Statutes of the Province of Quebec 1909 it is enacted that the Honorable Minister of Colonization, Mines and Fisheries shall cause to be prepared, under his superinten-

AIR JUL 08

cité, ville et village constitué en corporation, paroisse, canton ou partie d'iceux, dans chaque comté ou division d'enregistrement dans la province, avec un livre de renvoi indiquant ces endroits et énonçant ce qui suit:

1. Une description générale de chaque lot ou lopin de terre désigné dans le plan qui s'y rapporte;

2. Le nom du propriétaire de chaque lot ou lopin de terre séparé, ou le nom du propriétaire de tout droit réel en tel lot, autant qu'il est possible de s'en assurer; et

3. Toute chose propre à faire comprendre le plan.

Chaque lot ou lopin de terre séparé, désigné sur le plan et indiqué dans le livre par un numéro qui est marqué sur le plan et inscrit sur le livre.

Le Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries peut adopter tout moyen qu'il croit propre à en assurer l'exactitude.

Chaque plan et livre de renvoi sont dressés jusqu'à une date précise à laquelle ils sont corrigés aussi bien que possible; cette date y est marquée, et le plan qui est signé par le Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries reste dans les archives de son bureau.

Et vû les dispositions suivantes des articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, et 2176*a* du Code Civil du Bas-Canada, savoir:

"2168. Après que copie des plan et livre de renvoi a été déposé dans un bureau d'enregistrement pour toute sa circonscription, et qu'il a été donné avis par proclamation, tel que mentionné en l'article 2169, le numéro donné à un lot sur le plan et dans le livre de renvoi est la vraie description de ce lot et suffit dans tout document quelconque; et toute partie de ce lot est suffisamment désignée en déclarant qu'elle fait partie de ce lot et en indiquant à qui elle appartient, avec ses tenants et aboutissants; et tout terrain composé de parties de plus d'un lot numéroté est suffisamment désigné en déclarant qu'il est ainsi composé et en indiquant quelle partie de chaque lot numéroté il contient.

"La description d'un immeuble dans l'avis d'une demande en ratification de titre, ou dans l'avis d'une vente par le shérif, ou par licitation forcée, ou de toute autre vente ayant les effets du décret, ou dans telle vente ou jugement de ratification, ne sera censée suffisante que si elle est faite conformément aux prescriptions du présent article.

"Aussitôt après que le dépôt de tel plan et livre de renvoi a été fait et qu'il en a été donné avis, les notaires sont tenus, en rédigeant les actes concernant les immeubles indiqués sur tel plan, de désigner ces immeubles par le numéro qui leur est donné sur le plan et dans le livre de renvoi de la manière prescrite ci-dessus; à défaut de telle désignation l'enregistrement ne peut affecter le lot en question, à moins qu'il ne soit produit une requisition ou avis indiquant le numéro sur le plan et livre de renvoi comme étant celui du lot qu'on veut affecter par tel enregistrement.

"2169. Le dépôt des plan et livre de renvoi primitifs dans une circonscription d'enregistrement est annoncé par proclamation du Gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en force.

"2170. A compter de ce dépôt, le régistrateur doit préparer l'index mentionné en second lieu dans l'article 2161.

"2171. A compter de l'époque fixée dans telle proclamation, le régistrateur doit faire l'index des immeubles et le continuer jour par jour en

dence, a plan of each city, town, village, parish, township or part thereof, in each county or registration division in the province, with a book of reference to each, showing these places and in which are set forth:

1. A general description of each lot or parcel of land shown on the plan to which it refers;

2. The name of the owner of each separate lot or parcel of land or of any estate therein, so far as it can be ascertained; and

3. Everything necessary to the right understanding of such plan. Each separate lot or parcel of land, shown on the plan, shall be referred to in the said book, by a number which shall be marked upon the plan and entered in the book.

The Minister of Colonization, Mines and Fisheries may adopt any means he thinks proper to ensure the correctness thereof.

Each plan and book of reference shall be made up to some precise date, up to which it shall be corrected as far as possible; and such date is marked upon it, and the plan which is signed by the Minister of Colonization, Mines and Fisheries remains of record in his office.

And considering the following provisions of articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 and 2176*a* of the Civil Code of Lower Canada, to wit:

"2168. When a copy of the plan and book of reference for the whole of a registration division has been deposited in the office for such division, and notice has been given by proclamation, in the manner mentioned in article 2169, the number given to a lot upon the plan and in the book of reference is the true description of such lot, and is sufficient as such in any document whatever; and any part of such lot is sufficiently designated by stating that it is part of such lot and mentioning who is the owner thereof and the properties conterminous thereto; and any piece of land composed of parts or more than one numbered lot is sufficiently designated by stating that it is so composed and mentioning what part of each numbered lot it contains.

"The description of an immoveable in the notice of application for confirmation of title or in the notice of a sale by the sheriff or by forced licitation or of any sale having the effect of a sheriff's sale, or in the sheriff's deed, or in the judgment of confirmation, will not be deemed sufficient, unless it is made in conformity with the provisions of this article.

"As soon as such plan and book of reference have been deposited and notice thereof has been given, notaries passing acts concerning immoveables indicated on such plan are bound to designate such immoveables by the number given to them upon such plan and in the book of reference, in the manner above prescribed; in default of such designation, the registration does not effect the lot in question, unless there is filed a requisition or notice indicating the number on the plan and book of reference as being that of the lot intended to be affected by such registration.

"2169. The deposit of the original plan and book of reference in any registration division is declared by a proclamation from the Governor in Council fixing at the same time the day on which the provisions of article 2168 shall come into force therein.

"2170. The registrar, so soon as such deposit has been made, must prepare the index to immoveables mentioned in the second place in article 2161.

"2171. From and after the day appointed by such proclamation, the registrar must from day to day, make up and continue the index to immo-

inscrivant sous chaque numéro le lot indiqué séparément au plan et au livre de renvoi, un renvoi à chaque entrée faite subséquemment dans les autres livres et registres affectant tel lot de manière à mettre toute personne en état de constater facilement toutes les entrées faites subséquemment concernant ce lot.

"2172. Dans les deux ans qui suivent la date fixée par la proclamation du lieutenant-gouverneur, pour la mise en vigueur des dispositions de l'article 2168, dans une division d'enregistrement, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans cette division, y doit être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168, et observant les autres formalités prescrites en l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

"Il est tenu un index des livres employés à la transcription de l'avis mentionné au présent article, de la même manière que l'index mentionné en l'article 2131.

"2173. A défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers, ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

"2176*a*. Chaque fois que le plan des lots d'une cité, d'une ville, d'un village, d'une paroisse, d'un canton, ou d'une division quelconque de ces localités, faisant partie d'une division d'enregistrement, a été fait conformément à la loi, le lieutenant-gouverneur en Conseil peut faire déposer au bureau du régistrateur de la division d'enregistrement qu'il appartient, une copie correcte de ce plan, ainsi qu'une copie du livre de renvoi qui s'y rapporte.

"Le dépôt de ces plan et livre de renvoi, est annoncé par une proclamation du lieutenant-gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur dans cette division d'enregistrement, relativement à la localité dont le plan a été ainsi déposé; et à dater de l'époque fixée dans la proclamation, toutes les dispositions de ce code s'appliquent à ces plan et livre de renvoi, ainsi qu'aux propriétés qui y sont comprises et aux contrats, hypothèques ou actes quelconques, concernant ou affectant ces propriétés, de la même manière que si le dépôt du plan de toute la division d'enregistrement eût été fait conformément à l'article 2166.

ET ATTENDU que l'Honorable Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries de Notre Province de Québec, a fait préparer, sous sa direction, un plan du cadastre des cantons Provost et Brassard;

ET ATTENDU que les dits plan et livre de renvoi ont été dressés jusqu'à une date précise marquée en iceux, lesquels sont signés par Notre dit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, et restent dans les archives de son bureau; ET ATTENDU qu'une copie, des dits plan et livre de renvoi certifiée par le dit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, a été déposée dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de Berthier, relativement au cadastre des cantons Provost et Brassard et reste ouverte à l'inspection du public, pendant les heures de bureau, savoir: depuis neuf heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi, chaque jour de la semaine, les dimanches et les fêtes exceptés; ET ATTENDU qu'à l'égard des dits plan et livre de renvoi, Notre dit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries s'est

veables by intering under the number of such lot separately designated upon the plan and book of reference, a reference to each entry thereafter made in the other books and registers affecting such lots, so as to enable any person easily to ascertain all the entries concerning it, made after that time.

"2172. Within two years from the date fixed by the Lieutenant-Governor's proclamation, bringing the provisions of article 2168 into force in any registration division, the registration of any real right upon any lot of land within such division must be renewed by means of the registry at length in the book kept for that purpose, of a notice describing the immoveable affected in the manner prescribed in article 2168, and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

"An index must be kept for the books used for the registration of the notice mentioned in this article, in the same manner as the index mentioned in article 2131.

"2173. If such renewal be not affected, the real rights preserved by the first registration have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

"2176*a*. Whenever the plan of the lots of any city, town, village, parish, township or any division whatsoever of such localities, forming part of any registration division, has been made in conformity with the law, the Lieutenant Governor in Council may cause to be filed in the registrar's office of the proper registration division, a correct copy of such plan together with a copy of the book of reference relating thereto.

"The deposit of these plan and book of reference is announced by a proclamation of the Lieutenant Governor in Council, which at the same time determines the day upon which the provisions of the article 2168 shall come into force in such registration division, respecting the localities whereof the plan has been so filed; and from the date of the period fixed in such proclamation, all the provisions of this code apply to these plan and to such book of reference, and to all properties comprised in the same plan, and to all contracts, hypothecs or acts whatever concerning or affecting these properties, in the same manner as if the plan of the whole registration division has been deposited in conformity with article 2166.

AND WHEREAS the Honourable Minister of Colonization, Mines and Fisheries of Our Province of Quebec has caused to be prepared under his superintendence, an official plan and book of reference of the cadastre of the townships of Provost and Brassard.

AND WHEREAS such plan and book of reference have been made up to some precise date marked upon the same, which bears also the signature of Our said Minister of Colonization, Mines and Fisheries, and remain of record in his office; AND WHEREAS a copy of such plan and book of reference certified by the said Minister of Colonization, Mines and Fisheries, have been deposited in the registry office of the registration division of the county of Berthier, relating to the cadastre of the townships of Provost and Brassard, and there remain, open to the inspection of the public during office hours, that is to say: between the hours of nine in the forenoon and three in the afternoon, every day of the week, excepting Sundays and holidays; AND WHEREAS, so far as regards such plan and book of reference, Our said Minister of Colonization, Mines and Fisheries

en tout point conformé aux dispositions du dit article 7486 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et à celles du Code Civil du Bas-Canada qui s'y rapportent:

ET ATTENDU que le Lieutenant-gouverneur de Notre dite Province de Québec, de l'avis du Conseil Exécutif de la dite Province, a fixé le vingtième jour du mois de juillet courant, comme devant être le jour à partir duquel les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du comté de Berthier, relativement au cadastre des cantons Provost et Brassard faisant partie de la dite division d'enregistrement;

A CES CAUSES, Nous déclarons, par Notre présente Proclamation, qu'à partir du dit vingtième jour du mois de juillet courant, les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada, deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du comté de Berthier, relativement au cadastre des cantons Provost et Brassard;

Et par ces présentes, Nous invitons toutes personnes ayant des hypothèques enregistrées dans la dite division d'enregistrement du comté de Berthier, de les renouveler dans les deux ans qui suivront le dit vingtième jour du mois de juillet courant, à peine de perdre la priorité conférée par le dit Code Civil.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANCOIS LANGELIER, Chevalier, Commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce DIX-SEPTIEME jour de JUILLET, en l'année mil neuf cent quatorze, de l'ère chrétienne et de Notre règne la cinquième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

3283 Sous-secrétaire de la province

has, in every respect, complied with the provisions of the said article 7486 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and with those of the Civil Code of Lower Canada relating thereto:

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec, with the advice of the Executive Council thereof, has fixed the twentieth day of the month of July instant, as the day from and after which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in the said registration division of the county of Berthier, relating to the cadastre of the townships of Provost and Brassard, forming part of the said registration division;

NOW KNOW YE, that We do, by this Our Proclamation, declare that from the said twentieth day of the month of July instant, the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in the said county of Berthier, registration division relating to the cadastre of the townships of Provost and Brassard.

And We do hereby call upon all persons having hypothecs registered in the said registration division of the county of Berthier, to renew the same within the period of two years after the said twentieth day of the month of July instant, on pain of the forfeiture of priority provided in the said Civil Code.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR FRANCOIS LANGELIER, Knight, Commander of Our Most Distingushed Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SEVENTEENTH day of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fourteen, and in the fifth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

3284 Deputy Provincial Secretary.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-six juin 1914, de nommer M. Joseph Ovide Emile Forest, marchand, de la paroisse de Saint-Jacques l'Achigan, régistrateurs de la division d'enregistrement de Montcalm. 3233

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du quatorze mai 1914, de nommer M. Godfroid Langlois, journaliste, de la cité de Montréal, agent général de la province de Québec, dans le Royaume de Belgique, à partir du premier juillet 1914. 3279

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty sixth day of June, 1914, to appoint Mr. Joseph Ovide Emile Forest, merchant, of the parish of Saint Jacques de l'Achigan, registrar for the registration division of Montcalm. 3234

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order-in council, dated the fourteenth May, 1914, to appoint Mr. Godfroid Langlois, journalist, of the city of Montreal, general agent of the province of Quebec, in the Kingdom of Belgium, from the first of July, 1914. 3280

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du six septembre 1912, de nommer M. Michael James Furlong, de Percé, grand constable, pour le comté de Gaspé, district de Gaspé. 3281

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-cinquième jour de juin 1914, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Saint-François, M. Donald L. MacRitchie, gentilhomme, de Scotstown, comté de Compton. 3275

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du trente juin 1914, de nommer M. Romuald Fiset, avocat et conseil en loi du roi, de la ville de Rimouski, magistrat de district, pour le district de Rimouski, à partir du cinq juillet 1914. 3277

No 1299.–Elec.
DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Nomination de deux commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil en date du 10 juillet 1914, de nommer MM. Désiré Samson et Almanzor Létourneau, commissaires d'écoles pour la municipalité de la partie est du village de Lauzon, dans le comté de Lévis.

No 1529.–Elec.
DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil en date du 10 juillet 1914, de nommer M. l'abbé Honoré Brousseau, commissaire d'écoles pour la municipalité de Saint-Bernard-de-Shawinigan, dans le comté de Saint-Maurice. 3297

No 413.–Elec.
DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Nomination de deux commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil en date du 10 juillet 1914, de nommer MM. Félix Gohier et Joseph Deguire, commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de la Côte des Neiges, dans le comté d'Hochelaga.

No. 1019.–Elec.
DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil en date du 10 juillet 1914, de nommer M. Eugène Bellay, commissaire d'écoles pour la municipalité de la ville de Longue-Pointe, dans le comté d'Hochelaga. 3295

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du dixième jour de juillet 1914, d'adjoindre à la commission de la paix pour le:

District de Richelieu.—M. Uldéric Jodoin, médecin, de Sainte-Julie, comté de Verchères.

District de Mon'réal.—M. Daniel Alexander Bethune, contracteur, de la cité de Montréal.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR, has been pleased by order in council, dated the sixth of September, 1912, to appoint Mr. Michael James Furlong, of Percé, high constable for the county of Gaspé, district of Gaspé. 3282

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty fifth day of June, 1914, to adjoin to the commission of the peace for the district of Saint Francis, Mr. Donald L. MacRitchie, gentleman, of Scotstown, county of Compton. 3276

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased by order in council, dated the thirtieth of June, 1914, to appoint Mr. Romuald Fiset, advocate and king's counsel, of the town of Rimouski, district magistrate for the district of Rimouski, from the fifth of July, 1914 3278

No. 1299.–Elec.
DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of two school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased by order in council bearing date the 10th day of July, 1914, to appoint Messrs. Désiré Samson and Almanzor Létourneau, school commissioners for the municipality of east part of the village of Lauzon, in the county of Levis.

No. 1529.–Elec.
DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of a school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased by order in council bearing date the 10th day of July, 1914, to appoint the reverend Honoré Brousseau, school commissioner for the municipality of Saint Bernard de Shawinigan, in the county of Saint-Maurice. 3298

No. 413.–Elec.
DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of two school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased by order in council bearing date the 10th day of July, 1914, to appoint Messrs. Félix Gohier and Joseph Deguire, school commissioners for the municipality of the town of Côte des Neiges, in the county of Hochelaga.

No. 1019.–Elec.
DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of a school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased by order in council bearing date the 10th day of July, 1914, to appoint Mr. Eugène Bellay, school commissioner for the town of Longue-Pointe, in the county of Hochelaga. 3296

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the tenth day of July, 1914, to associate to the commission of the peace, for the:

District of Richelieu.—Mr. Uldéric Jodoin, physician, of Sainte Julie, county of Verchères.

District of Montreal.—M. Daniel Alexander Bethune, contractor, of the city of Montreal.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil en date du quatorzième jour de juillet 1914, d'adjoindre à la commission de la paix, pour le:

District de Montréal.—M. Roffald Maudate, président de la "Aid Italian Immigration Society" de la cité de Montréal. 3307

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased by order in council, dated the fourteenth day of July, 1914, to associate to the commission of the peace for the:

District of Montreal.—M. Roffald Maudate, president of the "Aid Italian Immigration Society", of the city of Montreal. 3308

Avis du Gouvernement

No 717–14.

Il a plu au LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, par arrêté en date du 17 juin 1914, de détacher de la municipalité de la paroisse de Sainte-Rose, dans le comté de Laval, le territoire compris dans les limites suivantes, savoir:

Au nord, partie par la corporation du village de Sainte-Rose, et partie par la rivière Jésus; au sud, partie par les terres de la paroisse de Saint-Martin et partie par les terres de la paroisse de Sainte-Dorothée; à l'est par les Nos cinquante-six et deux cent cinquante-deux du cadastre de la paroisse de Sainte-Rose, et à l'ouest, partie par les terres de la paroisse de Sainte-Dorothée et partie par la dite rivière Jésus," et d'ériger ce territoire en municipalité distincte sous le nom de "municipalité de la partie ouest de la paroisse de Sainte-Rose". 3251

La compagnie "Société de Matériaux de Construction et de Briqueteries du Canada" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Herbert Charles Harding, de Montréal.

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Québec, 24 juin, 1914. 3273

Québec, 16 juillet 1914.

Avis est par le présent donné conformément aux dispositions du code du notariat, qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil par arrêté ministériel, en date du 10 juillet courant, d'accorder, en faveur de M. Edmond Désaulniers, notaire, des cité et district de Montréal, la transmission des minutes, repertoire et index de feu Joseph Philippe Trépanier, en son vivant, notaire du même endroit. 3293

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 14 juillet 1914.

Présent: le lieutenant-gouverneur en conseil.

Il est ordonné que l'arrêté en conseil No 597 du 30 juillet 1909, soit amendé en y ajoutant les dispositions suivantes:

Quand un acte constituant une hypothèque sur un immeuble a été enregistré et les droits payés, le droit payable pour l'enregistrement de tout tel acte subséquent garantissant la même somme est basé sur la valeur des biens affectés

Government Notices

No. 717–14.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, bearing date the 17th June, 1914, to detach from the municipality of the parish of Sainte Rose, in the county of Laval, the territory comprised within the following boundaries, to wit:

To the north partly by the corporation of the village of Sainte Rose, and partly by the river Jésus; to the south, partly by the lands of the parish of Saint Martin, and partly by the lands of the parish of Saint Dorothée; to the east by the lots numbers fifty six and two hundred and fifty two of the cadastre of the parish of Sainte Rose, and to the west, partly by the lands of the parish of the Dorothée and partly by the said river Jésus: "and to erect this territory into a distinct municipality under the name of "municipalité de la partie ouest de la paroisse de Sainte-Rose". 3252

The company "Société de matériaux de construction et de Briqueterie du Canada" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers confered on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceeding instituted against it, is Mr. Herbert Charles Harding, of Montreal.

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 24th June, 1914. 3274

Quebec, 16th July, 1914.

Notice is hereby given that in virtue of the provisions of the Notarial Code, His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased by order in council dated the 10th July, 1914, to grant in favor of Edmond Désaulniers, esquire, notary, of the city and district of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of the late Joseph Philippe Trépanier, in his lifetime, notary of the same place, 3294

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 14th July, 1914.

Present: the Lieutenant-Governor in council.

It is ordered that the order in council No. 597, bearing date the 30th day of July, 1909, be amended by adding the following provisions thereto.

When a deed creating a hypothec upon an immoveable has been registered and the fees paid, the fee payable for the registration of any such subsequent deed guaranteeing the same sum is based upon the value of the property affected by

par l'hypothèque et non sur le montant de la somme garantie.

La valeur des immeubles en autant que ces actes subséquents sont concernés est celle *bona-fide* mentionnée dans l'acte, mais si cette valeur est inférieure à celle portée au rôle d'évaluation de la municipalité, cette dernière devra prévaloir. La preuve de l'évaluation municipale sera à la charge de celui qui requiert l'enregistrement.

WM. LEARMONTH,
3253 Greffier Conseil-Exécutif, Intérimaire.

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 14 juillet 1914.

Présent: le lieutenant-gouverneur en Conseil.

Attendu qu'en vertu des dispositions de l'article 1469, S. R. Q., 1909, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, amender et abroger tout tarif des droits pour les enregistrements ou recherches, en remplacement du tarif contenu au dit article.

Attendu qu'il est opportun de fixer maintenant le montant des droits exigibles sur les enregistrements des actes constituant une hypothèque ou un gage sur des biens mobiliers, soit seuls, soit avec d'autres biens, mentionnés à l'article 6119c S. R. Q., 1909, (4 Geo. V, c. 51, s. 1).

Il est ordonné, 1. Que le tarif contenu dans l'article 1469 S. R. Q., 1909, tel qu'amendé par l'arrêté en conseil du 30 juillet, 1909, soit amendé en y ajoutant les dispositions suivantes:

"Sur chaque acte constituant ou pouvant une hypothèque, un nantissement ou un gage sur des biens mobiliers, soit seuls, soit avec d'autres biens, conformément à l'article 6119a S. R. Q., 1909; (4 Geo. V, c. 51, s. 1), lors de l'enregistrement d'icelui dans le registre spécial aux meubles, prévu par l'article 6119c, S. R. Q., 1909.

"Quand la somme garantie est de moins de $400..... 10c

"Si cette somme est de $400, et de moins de $1,000..... 30c

"Si elle est de $1,000, et plus mais n'excède pas $10,000..... 50c

"Si elle est de plus de $10,000, dix centins par chaque dix mille ou fraction de dix mille piastres en sus des cinquante centins ci-dessus mentionnés.

2. Quand un tel acte comporte, en même temps une hypothèque, un nantissement ou un gage sur des biens mobiliers et immobiliers et que cet acte a été enregistré et porté à l'index aux immeubles dans quelque division d'enregistrement, le droit ci-dessus mentionné n'est pas exigible dans la même division pour l'enregistrement de l'acte dans le registre spécial aux meubles.

3. Sujet aux dispositions du paragraphe précédent, quand un tel acte a été enregistré et les droits payés comme susdit, le droit payable pour l'enregistrement de tout tel acte subséquent garantissant la même somme est basé sur la valeur des biens affectés par l'hypothèque ou le gage et non sur le montant de la somme garantie.

Wm. LEARMONTH,
3255 Greffier du Conseil Exécutif, Interimaire.

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 14 juillet 1914.

Présent: le lieutenant-gouverneur en conseil.

Attendu qu'en vertu des dispositions de l'article 6119c S. R. Q., 1909, tel qu'édicté par la loi 4 Geo. V, ch. 51, s. 1, pouvoir est conféré au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer de temps à

the hypothec and not upon the amount of the sum guaranteed.

The value of the immoveable inasmuch as such subsequent deeds are concerned is that mentioned *bona-fide* in the deed, but if the said value is inferior to that inscribed in the valuation roll of the municipality, the latter value shall prevail. The proof of the municipal valuation shall be at the expense and cost of the party requiring registration.

WM. LEARMONTH,
3254 Clerk of Executive Council *per interim*.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 14th Juoy, 1914.

Present: the Lieutenant-Governor in Council.

Whereas in accordance with the provisions of article 1469, R. S. Q., 1909, the Lieutenant-Governor in Council may make, amend and repeal any tariff of fees for the registration of searches, in substitution for the tariff contained in said article.

Whereas its is now expedient to fix the amount of fees exigible for the registration of deeds creating a hypothec or a pledge upon moveable property, either singly or together with other property mentioned in art. 6119c, R. S. Q., 1909, (4 Geo. V, c. 51, s. 1).

It is ordered, 1. That the tariff contained in art. 1469, R. S. Q., 1909, as amended per order in council bearing date the 30th day of July, 1909, be amended by adding the following provisions thereon:

"Upon every deed creating or evidencing a hypothec, a mortgage or a pledge upon moveables property, either singly or together with other property, according to article 6119a R. S. Q., 1909, (4 Geo. V, c. 51, s. 1), at the time of its registration in the special register for moveables covered by art, 6119c, R. S. Q., 1909.

"When the sum guaranteed is less than $400..... 10c

"If the sum is $400 or less than $1000..... 30c

"If it is $1000 or over but does not exceed $10,000..... 50c

If it is over $10,000, ten cents for every ten thousand or fraction of ten thousand dollars, in addition to the fifty cents hereabove mentioned.

2. When such a deed bears, at the same time a hypothec, a mortgage or a pledge upon moveble and immoveable property and such deed has been registered and entered into the index affected to immoveables in any registration division, the fee hereabove mentioned is not exigible in the same division for the registration of the deed in the special register for immoveables.

3. Subject to the provisions of the preceeding paragraph, when such a deed has been registered and the fees paid as aforesaid, the fee payable for the registration of any such subsequent deed guaranteeing the same sum is based upon the value of the property affected by the hypothec or the pledge and not upon the amount of the sum guaranteed.

Wm. LEARMONTH,
3256 Clerk of Executive Council per interum.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 14th July, 1914,

Present: the Lieutenant-Governor in Council.

Whereas, in accordance with the provisions of article 6119c R. S. Q., 1909, as enacted by the Act 4 Geo. V, ch, 51, s. 1, power is conferred upon the Lieutenant-Governor is Council to, from time

autres, l'honoraire auquel aura droit le régistrateur pour l'enregistrement de tout acte constituant une hypothèque ou un gage sur les meubles dans un régistre spécial et pour l'inspection de tel registre spécial.

Attendu qu'il y a lieu de fixer maintenant l'honoraire auquel aura droit le régistrateur pour tel enregistrement.

Il est ordonné qu'à partir du 20 août 1914 prochain, le tarif I, étant le tarif des honoraires des régistrateurs de la province de Québec soit amendé comme suit: En ajoutant, après l'item 5 du dit tarif, l'item suivant:

"5a. Les dispositions des items 1, 2, 3 et 4 dans le présent tarif s'appliqueront pour tout service de même nature que ceux y énumérés, à l'enregistrement des actes constituant une hypothèque ou un gage sur les biens mobiliers, soit seuls, soit avec d'autres biens.

(b) En ajoutant après l'item 30a du dit tarif, l'item suivant:

"30b. Pour l'inspection et la transcription dans le registre tenu en vertu de l'article 6119c S. R. Q., 1909, (4 Geo. V, ch. 51, s. 1) de chaque acte original ou supplémentaire constituant une hypothèque ou un gage sur les biens mobiliers, soit seuls, soit avec d'autres biens $ 0.25c.

Wm. LEARMONTH,
3257 Greffier du Conseil Exécutif intérimaire.

AVIS

La formation d'une association sous le nom de "La Nuova Italia Mutual Benefit Society" dans le but, au moyen des contributions de la part des membres de l'association, lesquels membres doivent être Italiens, de se mettre en état de secourir ceux des membres qui sont affligés par la maladie, les accidents, les revers de fortune, et, dans le cas de mort, leurs veuves, orphelins ou représentants légaux des membres défunts, pour couvrir leurs frais funéraires, a été autorisé par un arrêté en conseil daté le 11 juillet 1914.

Le bureau principal de l'association est dans la ville de Montréal.

Donné en vertu du paragraphe 4 de l'article 6896, R. S. Q., 1909, ce quinzième jour de juillet 1914.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,
Surintendant des assurances, P. Q.
Branches des assurances,
Département du Trésor,
Québec. 3299

to time, fix the fee which the registrar shall be entitled to for the registration of any deed creating a hypothec or a pledge upon the moveables in a special register and for the inspection of such special register.

Whereas, it is now expedient to fix the fee which the registrar shall be entitled to for such registration.

It is ordered that, from the 20th day of August next, 1914, the tariff I, being the tariff of fees of the registrars of the province of Quebec, be amended as follows: by adding, after item 5 of the said tariff, the following item:

"5a. The provisions of item 1, 2, 3 and 4 in the present tariff shall apply to any service of a like nature as those therein enumarated, for the registration of deeds creating a hypothec or a pledge upon moveable property, either singly or together with other property.

(b) By adding after item 30a of the said tariff, the following item.

"30b. For the inspection and transcription in the register kept in virtue of article 6119c R. S. Q., 1909, (4 Geo. V, ch. 51, s. 1) of every original or supplementary deed creating a hypothec or a pledge upon moveable property, either singly or together with other property $0.25c.

Wm. LEARMONTH,
3258 Clerk of Executive Council per interim.

NOTICE.

The formation of an association under the name of "La Nuova Italia Mutual Benefit Society", for the purposes by means of contributions from the members of the Association, who must be Italians, to make provisions for the members who are afflicted by sickness, accidents, reverse of fortune, and, in case of death, for the widows and orphan or the lawful representative of the deceased members, has been authorized by order in council dated July 11th, 1914.

The head office of this association is in the city of Montreal.

Given pursuant to paragraph 4 of article 6896, R. S. Q., 1909, this fifteenth day of July, 1914.

For the treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance branch,
Treasury Department,
Quebec. 3300

Avis Divers

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-François.

Dame Albertine Chartier, épouse de Frédéric Geoffrion, forgeron, de la ville de Magog, dans le district de Saint-François dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit Frédéric Geoffrion, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le cinquième jour de juin 1914.

O'BREADY & PANNETON,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 16 juin 1914. 3305

Miscellaneous Notices

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Francis.

Dame Albertine Chartier, wife of Frédéric Geoffrion, blacksmith, of the town of Magog, in the district of Saint Francis, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; as The said Frédéric Geoffrion, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, in the fifth day of June, 1914.

O'BRADY & PANNETON,
Attorneys for the plaintiff.
Sherbrooke, 16th July, 1914. 3306

Avis de Faillites

District de Chicoutimi.

In re Théophile Tardif, boucher, Jonquières, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour en date du 4 juillet 1914, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succesSsion.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau: 44 et 46, rue Dalhousie.
Bâtisses de la Cie du Richelieu.
Québec, 15 juillet 1914. 3269

District de Rimouski.

In re J. H. Laferté, marchand, Amqui, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 11 juillet 1914, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau: 44 et 46, rue Dalhousie.
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 15 juillet 1914. 3267

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

J. C. Saulnier "J. C. Saulnier & Son", Failli;

et

Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par le présent donné que par un ordre de cette cour, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli et MM. J. W. Blanchet, E. J. Place et G. Vorsteher, ont été nommé inspecteurs.

Les réclamations doivent être déposées à mon bureau, dans trente jours de cette date, afin d'assurer leur collocation sur le bordereau de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

60, Notre-Dame-Est, Montréal.
Montréal, 14 juillet 1914. 3303

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 185.

John James Thompson & George Mizener "Thompson et Mizener" ont, ce jour, fait cession de leurs biens, et j'ai été nommé gardien provisoire.

PHILIAS VANIER,
Montréal, 10 juillet 1914. 3301

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 189.

In re Moses Ferkauff, Lachine, Insolvable.

Avis est donné que le 10 juillet 1914, le dit insolvable a déposé son bilan au greffe de la cour supérieure du district de Montréal, tel que pourvu par la loi.

VINET & DUFRESNE,
Sub-gardiens-provisoires.

Bureau: 99, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 18 juillet 1914. 3287

Bankrupt Notices

District of Chicoutimi.

In re Théophile Tardif, butcher, Jonquières, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 4th July, 1914, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them withf me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office: 44 and 46, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Building.
Quebec, 15th July, 1914. 3270

District of Rimouski.

In re J. H. Laferté, merchant, Amqui, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 11th July, 1914, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office: 44 and 46, Dalhousie street.
Richelieu & Ont. Nav. Building.
Quebec, 15th July, 1914. 3268

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re J. C. Saulnier, "J. C. Saulnier & Son", Insolvent;

and

Alexandre Desmarteau, Curator.

Notice is hereby given, that by order of this court, I was, this day, appointed curator to the said insolvent estate, and Messrs. J. W. Blanchet, E. J. Place & G. Vorsteher, appointed inspectors.

Sworn claims should be fyled at my office, within 30 days to ensure their collocation on the dividend sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

60, Notre Dame street, East, Montreal.
Montreal, 14th July, 1914. 3304

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 185.

John James Thompson & George Mizener "Thompson and Mizener" have, this day, made an abandonment of their property, and I have been appointed provisional guardian.

PHILIAS VANIER,
Montreal, 10th July, 1914. 3302

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 189.

In re Moses Ferkauff, Lachine, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 10th July, 1914, the said insolvent has fyled his statement in the prothonotary's office of the district of Montreal, as provided by-law.

VINET & DUFRESNE,
Sub-provisional-guardians.

Office: 99, Saint-James street, Montreal.
Montreal, 18th July, 1914. 3288

D'APRES L'ACTE DES LIQUIDATIONS

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec,
No 1178.

Re La Cie de l'Hôtel Saint-Roch, Limitée, Québec, En liquidation.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la cour en date du 15 juillet 1914, les soussignés ont été nommés liquidateurs provisoires aux biens de la dite compagnie.

L'assemblée des créanciers contributaires, actionnaires et membres de la dite compagnie sera tenue le 5 août 1914, à 10.30 a. m., au palais de justice à Québec, afin de procéder à la nomination d'un liquidateur et d'un ou des inspecteurs aux biens de cette compagnie en liquidation.

LARUE & TRUDEL,
Liquidateurs provisoires.

Bureaux: Edifice "Dominion",
126, rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 16 juillet 1914. 3271

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 181.

In re Joseph L. Bérubé, "Annex Hardware Co.", Montréal, Failli.

Avis est donné que le 13 juillet 1814, par ordre de la cour supérieure, nous avons été nommés curateurs à la succession du sus-nommé qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets au bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curateurs.

Bâtisse Banque Nationale,
99, rue Saint-Jacques,
Montréal, 18 juillet 1914. 3285

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District des Trois-Rivières.
No 53.

ACTE DES LIQUIDATIONS ET AMENDEMENTS.

Dans l'affaire de La Compagnie Théâtrale des Trois-Rivières, En liquidation;

et

S. Dugal, Liquidateur.

Avis est par les présentes donné que, par ordonnance de la cour supérieure, en date du 8 juillet 1914, les réclamations des créanciers contributaires et actionnaires ou membres de la dite compagnie en liquidation, devront être produites entre les mains de S. Dugal, liquidateur, No 4, rue Alexandre, Trois-Rivières, entre les 15 et 31 août 1914.

S. DUGAL,
Liquidateur.

Désilets & Désilets,
Procureurs de S. Dugal.
Trois-Rivières, 15 juillet 1914. 3261

Cour Superieure.

Canada,
Province de Québec.
District de Saint-François.

Marcus Rigler, Demandeur;

vs

Bruno Dubin (Surprise Store), Defendeur et Failli.

Avis est par le présent donné que le quinzième jour de juillet 1914, en vertu d'un ordre de la

UNDER THE WINDING UP ACT

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec,
No. 1178.

Re "La Cie de l'Hotel Saint-Roch, Limitée", Quebec, In liquidation.

Notice is hereby given that pursuant to a judgment from the court, issued on 15th July, 1914, the undersigned have been appointed provisional liquidators to the said company.

A meeting of the creditors, contributaries, shareholders and members of the said company will be held on 5th August, 1914, at 10.30 a. m., at the Court House, of Quebec, for the nomination of a liquidator and one or more inspectors to the assets of this company, in liquidation.

LARUE & TRUDEL,
Provisional liquidators.

Offices: "Dominion Building",
126, Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 16th July, 1914. 3272

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 181.

In re Joseph L. Bérubé, "Anyex Hardware Co.", Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 13th July, 1914, by order of the court, we were appointed curators to the estate of the above named who has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be fyled at our office, within one month.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curators.

Banque Nationale Building,
99, Saint James street,
Montreal, 18th July, 1914. 3286

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Three Rivers.
No. 53.

WAIDING UP ACT, LIQUIDATIONS AND AMENDMENTS.

In the matter of "La Compagnie Théâtrale des Trois-Rivières, In liquidation.

and

S. Dugal, Liquidator.

Notice is hereby given that by an ordonnance of the court, bearing date the 8th day of July, 1914, the claims of the contributory creditors and shareholders or members of the said company in liquidation, must be fyled in the hands of S. Dugal liquidator, No. 4, Alexandre street, Three Rivers, between the 15th and 31st of August, 1914.

S. DUGAL,
Liquidator.

Désilets & Désilets,
Attorneys for S. Dugal.
Three Rivers, 15th July, 1914. 3262

Superior Court.

Canada.
Province of Quebec,
District of Saint Francis.

Marcus Rigler, Plaintiff;

vs

Bruno Dubin, (Surprise Store), Defendant and insolvent.

Notice is hereby given that on the fifteenth day of July, 1914, by order of the Court, I was

Cour, j'ai été nommé curateur aux biens du défendeur ci-dessus mentionné, lequel a fait une cession judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites, dûment attestées sous serment, à mon bureau, 125 rue Wellington, Sherbrooke, dans un mois de cette date.

JOHN J. GRIFFITH,
Curateur.

Sherbrooke, 15 juillet, 1914. 3265

appointed Curator to the Estate of above Defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be fyled, duly attested under oath, at my office, 125 Wellington street, Sherbrooke, within one month.

JOHN J. GRIFFITH,
Curator.

Sherbrooke, 15th July, 1914. 3266

En liquidation

In re Emile Labelle & LaRocque, Ltée.

EXTRAIT des minutes d'une assemblée des directeurs de la compagnie "Emile Labelle & Larocque Ltée", tenue au No 36, rue Notre-Dame Ouest, le 27 juin 1914, à 4 heures p. m.

Il est proposé par M. Paul H. Lespérance, secondé par M. Raoul Labelle,

Résolu: Que le bilan des affaires de la compagnie qui vient d'être produit devant cette assemblée, lequel montre que les affaires de la compagnie ne sont pas prospères, il est proposé de mettre la dite compagnie en liquidation, entre les mains de MM. Prévost & Bédard, liquidateurs de cette ville.

(Signé) R. P. LAROCQUE,
Président.
" C. G. DEROME,
Secrétaire.

Copie certifiée,
PREVOST & BEDARD.
Montréal, 13 juillet 1914. 3235

In Liquidation

In re Emile Labelle & LaRocque, Ltée.

EXTRACT of the minutes of a meeting of the directors of the company "Emile Labelle & LaRocque Ltée", held at No. 36, Notre-Dame West street, on the twenty-seventh day of June, 1914, at 4 o'clock in the afternoon

It is proposed by Mr. Paul H. Lesperance, seconded by Mr. Raoul Labelle,

Resolved: That the balance-sheet of the operations of the company which has just been exhibited before this meeting, which shows that the businesses of the company are not prosperous, it is proposed to put the said company into liquidation in the hands of Messrs. Prevost & Bédard, liquidators, of this city.

(Signed) R. P. LAROCQUE,
President.
" C. G. DEROME,
Secretary.

Certified copy,
PREVOST & BEDARD.
Montreal, 13th July, 1914. 3236

Ordre de Cour

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 782.

Le dixième jour de juillet mil neuf cent quatorze.

Edwin Leroux, bourgeois, des cité et district de Montréal, et Romuald Laberge, contracteur, du même lieu, Demandeur;

vs

A. A. Asselin, des cité et district de Montréal, Défendeur;

et

C. A. Provost *et al*, Opposants.

Sur ordre de cette cour, donné le dixième jour de juillet 1914, les créanciers du dit A. A. Asselin, le défendeur en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette Officielle* de Québec, accompagnées d'un état ou compte assermenté, en conformité à l'article 673 du code de procédure civile.

MAXIMILIEN MERCIER,
Député, P. C. S.

3289

Order of the Court

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 782.

The tenth day of July, nineteen hundred and fourteen.

Edwin Leroux, gentleman, of the city and district of Montreal, and Romuald Laberge, contractor, of the same place, Plaintiffs;

vs

A. A. Asselin, of the city and district of Montreal, Defendant;

and

C. A. Provost *et al*, Opposants.

Under the order of this court, given on the tenth of July, 1914, the creditors of the said A. A. Asselin, the Defendant in this cause, who have not already filed their claims, are now called upon to file them in this cause in the office of the prothonotary of this court, within fifteen days after the date of the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, accompanied by statement or account with proper vouchers, in accordance with article 673 of the code of civil procedure.

MAXIMILIEN MERCIER,
Deputy P. S. C.

3290

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Trois-Rivières, dans le district de Trois-Rivières, le vingt-quatre juin mil neuf cent quatorze, dans une cause dans laquelle Dame Clarisse Pinard, veuve de feu Guillaume Cyr, alias William Vincent, en son vivant rentier du village d'Annaville, dans le comté de Nicolet, et résidant actuellement dans la paroisse de Sainte-Clotilde de Horton, dans le comté d'Arthabaska, est demanderesse, et Dame veuve Emilie Boisclair, épouse de feu Louis Cyr, alias Vincent, de la paroisse de Saint-Célestin, dans le comté de Nicolet; Arline Cyr, épouse de Zéphirin Saint-Louis, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Gertrude, dans le comté de Nicolet, et le dit Zephirin St. Louis mis en cause pour assister et autoriser son épouse; Adéline Cyr, épouse de Adolphe St. Louis, cultivateur de la paroisse de Bécancour, dans le comté de Nicolet, et le dit Adolphe St. Louis mis en cause pour assister et autoriser son épouse; Azilda Cyr, épouse de Esdras Vincent, cultivateur, du village d'Annaville, et le dit Esdras Vincent, mis en cause pour assister et autoriser son épouse; Napoléon Cyr, alias Vincent, cultivateur de la paroisse de Sainte-Clotilde de Horton, et Alix Cyr, épouse de François alias Francis Pinard, rentier du dit lieu de Sainte-Clotilde de Horton, et le dit François alias Francis Pinard mis en cause pour assister et autoriser son épouse; Arméline Vincent alias Cyr, épouse de Amédée Richard, journalier, de Manchester, l'un des Etats-Unis d'Amérique, et le dit Amédée Richard mis en cause pour assister et autoriser son épouse, et Célina Vincent alias Cyr, épouse de Xavier Champagne, journalier, de Manchester, l'un des Etats-Unis d'Amérique, et le dit Xavier Champagne mis en cause pour autoriser et assister son épouse, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

Un terrain ou emplacement situé dans le village d'Annaville, dans la paroisse de Saint-Célestin, du contenu de soixante pieds de front sur la profondeur de quatre-vingts pieds, le tout plus ou moins, d'une clôture à l'autre, borné par devant à une route en profondeur à Félix Hélie, du côté sud à Cyrille Houle, et du côté nord à la corporation du couvent de l'Assomption, sans bâtisse; icelui emplacement formant le No 124 du cadastre ou plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Celéstin, dans la division d'enregistrement du comté de Nicolet.

Un terrain ou emplacement situé au dit village d'Annaville, paroisse de Saint-Célestin, du contenu de soixante pieds de front sur la profondeur de quatre-vingt-dix pieds, le tout plus ou moins, borné pardevant à une route publique, en profondeur, à Joseph Girard, du côté sud au dit acquéreur et du côté nord à Joseph St. Louis; icelui emplacement formant le No 125 du cadastre ou plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Célestin, dans la division d'enregistrement du comté de Nicolet; l'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le seize septembre mil neuf cent quatorze, à deux heures de l'après-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Trois-Rivières, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe

Notice is given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting in Three Rivers, in the district of Three Rivers, on the twenty-fourth day of June, one thousand nine hundred and fourteen, in a case in which Dame Clarisse Pinard, widow of the late Guillaume Cyr, alias William Vincent, in his lifetime gentleman of the village of Annaville, in the county of Nicolet, and now residing in the parish of Sainte-Clotilde de Horton, in the county of Arthabaska, is plaintiff, and Dame widow Emile Boisclair, wife of the late Louis Cyr, alias Vincent, of the parish of Saint Célestin, in the county of Nicolet; Arline Cyr, wife o Zephirin St. Louis, farmer of the parish of Sainte Gertrude, in the county of Nicolet, and the said Zephirin St. Louis mis en cause to assist and authorize his wife; Adeline Cyr, wife of Adolphe St. Louis, farmer of the parish of Becancour, in the county of Nicolet, and the said Adolphe St. Louis mis en cause to assist and authorize his wife; Azilda Cyr wife of Esdras Vincent, farmer, of the village of Annaville, and the said Esdras Vincent,, mis en cause, to assist and authorize his wife; Napoléon Cyr alias Vincent, farmer of the parish of Sainte Clotilde de Horton, and Alix Cyr, wife of François alias Francis Pinard, gentleman of the said place of Sainte Clotilde de Horton, and the said François alias Francis Pinard mis en cause to assist and authorize his wife; Arméline Vincent alias Cyr, wife of Amédée Richard, laborer, of Manchester, one of the United States of America, and the said Amédée Richard, mis en cause to assist and authorize his wife, and Célina Vincent alias Cyr, wife of Xavier Champagne, laborer, of Manchester, one of the United States of America, and the said Xavier Champagne mis en cause to authorize and assist his wife; are defendants, ordering the licitation of certain immoveables designated as follows, to wit:

A piece of land or emplacement situate in the village of Annaville, in the parish of Saint Célestin, containing sixty feet in front by eight feet in depth, the whole more of less, from a fence to the other, boundee in front by a road, in depth by Félix Helie, on the south side by Cyr le Houle and on the north side by the corporation of the convent of l'Assomption, withour buildings; the aforesaid emplacement being the lot number 124 of the cadastre or official plan and book of reference of the said parish of Saint Célestin in the registration division of the county of Nicolet;

A piece of land or emplacement situate in the said village of Annaville, parish of Saint Célestin, containing sixty feet in front by ninety feet in depth, the whole more or less, bounded in front by a public road, in depth by Joseph Girard, on the south side by the said purchase and on the north side by Joseph St. Louis; the said emplacement being the lot No. 125 of the cadastre or official plan and book of reference of the said parish of Saint Célestin, in the registration division of the county of Nicolet; The immoveables hereabove designated shall be sold by auction and adjudicated to the highest and last bidder on the sixteenth day of September one thousand nine hundred and fourteen at two o'clock in the afternoon, sitting the court, in court room of the court house of Three Rivers, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited at the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to secure charges, or to withdraw to be made to

du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présemt, elles seront forcloses du droit de le faire.

PERRAULT & PERRAULT,
Procureurs de la demanderesse.

Daté, ce 15 juillet 1914. 3263

the said licitation, must be fyled in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be fyled within six days after the adjudicarion, and failing the parties to fyle such oppositions within the delay hereby limited, they will be forecloced from so doing.

PERRAULT & PERRAULT,
Attorneys for the plaintiff.

Dated, this 15th July, 1914. 3264

Ratification

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec.
District de Montréal.
La Cité de Montréal,
Requérante en expropriation;
ET
L'ouverture de la rue du Palais (Boulevard Saint-Joseph.)
ET
Dame Délia Gariepy, veuve de J. A. Trottier, des cité et district de Montréal.
Indemnitaire.

Avis est par les présentes donné que conformément aux dispositions de l'article 5800 des Statuts Revisés de Québec, la Requérante a déposé le vingt-quatrième jour de janvier 1914, au greffe de la cour supérieure pour le district le Montréal. (A) copie de la sentence arbitrale finale rendu le dix-neuvième jour de janvier 1914, par George W. Parent, George Beausoleil et F. X. Dupuis,arbitres nommés conformément aux dispositions de l'article 5790 et des articles suivants des Statuts revisés de Québec, pour l'expropriation des terrains décrits comme suit:

No 361, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain avec bâtisses en brique et bois sus érigées, bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No. 325-352-3, le dit côté mesurant à peu près 20.4 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 325-352-2, le dit côté mesurant à peu près 67 pieds; au nord-est par la rue Saint-Hubert, le dit côté mesurant à peu près 20.4 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 325-351-2, le dit côté mesurant à peu près 67 pieds; contenant une superficie d'à peu près 1366.8 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 325-352-1 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte Saint Louis.

No 361*a*, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain avec bâtisses en brique et bois sus-érigées, bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 325-351-3, le dit côté mesurant à peu près 1.66 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 325-352-1, le dit côté mesurant à peu près 67 pieds au nord-est par la rue Saint-Hubert, le dit côté mesurant à peu près 1.66 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 325-351-1, le dit côté mesurant à peu près 67 pieds; contenant une superficie d'à peu près 111.22 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 325-351-2 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte Saint-Louis.

No 365, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 325-330, le dit côté mesurant

Ratification

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.
The City of Montreal,
Petitioner in expropriation:
and
The opening of du Palais street, (Saint Joseph Boulevard),
and
Dame Délia Gariépy, widow of J. A. Trottier, of the city and district of Montreal, Indemnitaire

Notice is hereby given that according to the terms of article 5800 of the Revised Statuts of Quebec, your petitioner has deposited on the twenty-fourth day of January, 1914, in the office of the prothonotary of the superior court for the district of Montreal; (A) Copy of the final award of the arbitrators rendered on the nineteenth day of January, 1914, by George W. Parent, George Beausoleil and F. X. Dupuis, arbitrators duly appointed in accordance with the terms of article 5790 and also of subsequent articles of the Revised Statuts of Quebec, for the expropriation of the immoveables described as follows:

No. 361, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land with brick-encased buildings thereon erected, bounded on the south western side by cadastral lot No. 325-352-3, the said side measuring about 20.4 feet; on the north western side by lot cadastral No. 325-352-2, said side measuring about 67 feet; on the north eastern side by Saint Hubert street, said side measuring about 20.4 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 325-351-2,said side measuring about 67 feet, containing a siuperficial area of about 1366.8 square feet, the said piece of land whole of lot cadastral No. 325-352-1 of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis.

No. 361a, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land with brick-encased buildings thereon erected,bounded on the southwestern side by lot cadastral No. 325-351-3, said side measuring about 1.66 feet; on the north western side by cadastral lot No. 325-352-1, said side measuring about 67 feet; on the north eastern side by Saint Hubert street, said side measuring about 1.66 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 325-351-1,said side measuring about 67 feet; containing a superficial area of about 111.22 square feet; the said piece of land being whole of lot cadastral No. 325-351-2 of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis.

No. 365, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by lot cadastral No. 325-330,said side measu-

à peu près 24.1 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 325-353-3, le dit côté mesurant à peu près 5 pieds; au nord-est par les lots du cadastre Nos 325-352-2 et 325-352-1, le dit côté mesurant à peu près 24.1 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 325-351-3, le dit côté mesurant à peu près 5 pieds; contenant une superficie d'à peu près 120.5 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 325-352-3, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis; le tout tel qu'indiqué au plan d'amélioration déposé au bureau de l'inspecteur de la cité, et en la possession de J. A. Trottier et Dame Délia Gariépy, sa veuve, comme propriétaire pendant les trois dernières années; (B), reçu du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal, d'un dépôt fait le 9 mai 1914, de la somme de $5,600.00 et intérêts sur cette somme pour six mois à compter du 9 mai 1914, la dite somme de $5,600.00 étant la compensation accordée par les dits arbitres pour l'expropriation des dits terrains.

Et toutes personnes qui réclament des privilèges, hypothèques ou autres charges sur les dits terrains ou parties de terrain tel que ci-dessus désigné et l'affectant antérieurement à la promulgation de la dite sentence arbitrale, étant la dite sentence arbitrale le titre de la cité de Montréal, sont par les présentes notifiées qu'une demande en ratification de titre de la part de la cité de Montréal sera faite à la cour supérieure du district de Montréal, le vingt-cinquième jour d'août 1914, et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le régistrateur est tenu par les dispositions du code de procédure civile de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par les présentes requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours de la présentation de la dite requête, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

J. B. A. TISON,
Député-protonotaire.

Laurendeau, Archambault, Lavallée,
Damphousse, Jarry, Buttler & St-Pierre,
Avocats.

Montréal, 14 juillet 1914. 3243

Canada
Province de Québec,
District de Montréal.
La cité de Montréal,
Requérante en expropriation;
ET
L'Ouverture de la rue du Palais (Boulevard Saint Joseph),
ET
Succession de feu Joseph P. Martel, des cité et district de Montréal.
Indemnitaire.

Avis est par les présentes donné que conformément aux dispositions de l'article 5800 des Statuts revisés de Québec, la requérante a déposé le vingt quatrième jour de janvier, 1914, au greffe de la cour supérieure pour le district de Montréal; (A) copie de la sentence arbitrale finale rendu le dix-neuvième jour de janvier 1914, par George W. Parent, George Beausoleil et F. X. Dupuis arbitres nommés conformément aux dispositions de l'article 5790 et des articles suivants des Statuts revisés de Québec, pour l'expropriation des terrains décrits comme suit:

No 451, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 197-35, le dit côté mesurant

ring about 24.1 feet; on the north western side by lot cadastral No. 325-353-3, said side measuring about 5 feet; on the north eastern side by lot cadastral Nos. 325-352-2 and 325-352-1, said side measuring about 24.1 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 325-351-3 said side measuring about 5 feet; containing a superficial area of about 120.5 square feet; the said piece of land being whole of lot cadastral No. 325-352-3 of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis; the whole in accordance with a plan of the improvement deposited in the city surveyor's office, and possessed J. A. Trottier & Dame Delia Gariepy, his widow, as proprietor, for the three years now last passed; (B) Receipt from the prothonotary of the superior court, for the district of Montreal, of date 9th of May, 1914, of a deposit of the sum of $5,600.00 with six months interest upon said sum to be computed from the 9th of May 1914; said sum of $5,600.00 being the indemnity awarded by said arbitrators for the said expropriated immoveables;

And all persons claim any privilege, hypothec or other incumberances and said immoveables, or portion thereof as hereinabove described and incumbering same previous to the promulgation of said award of the arbitrators, said award being the only title of said city of Montreal, are hereby notified that application by said city of Montreal will be made to the superior court for the district of Montreal, on the twenty-fifth day of August, 1914, for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the code of civil procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

J. B. A. TISON,
Deputy Prothonotary.

Laurendeau, Archambault, Lavallée,
Damphousse, Jarry, Butler & St. Pierre,
Attorneys.

Montreal, 14th July, 1914. 3244

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.
The city of Montreal,
Petitioner in expropriation;
and
The opening of du Palais street, (Saint Joseph Boulevard),
and
Estate of late Joseph P. Martel, of the city and district of Montreal, Indemnitaire.

Notice is hereby given that according to the terms of article 5800 of the Revised Statutes of Quebec, your petitioner has deposited on the twenty fourth day of January, 1914, in the office of the prothonotary of the superior court for the district of Montreal; (A) copy of the final award of the arbitrators rendered on the nineteenth day of January, 1914, by George W. Parent, George Beausoleil and F. X. Dupuis, arbitrators duly appointed in accordance with the terms of article 5790 and also of subsequent articles of the Revised Statutes of Quebec, for the expropriation of the immoveables described as follows:

No. 451, Saint Joseph Boulevard,

A piece of land bounded on the south western side by lot cadastral No. 197-35, said side measu-

environ 27 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No. 198-16, le dit côté mesurant environ 27 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 198-16, le dit côté mesurant environ 75 pieds; au nord-est par la rue Saint Denis, le dit côté mesurant environ 27 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 198-15, le dit côté mesurant environ 75 pieds; contenant une superficie d'environ 2025 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant partie du lot du cadastre No 198-15, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Cote Saint Louis.

No 452, Boulevard Saint Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 197-35 le dit côté mesurant environ 13 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 198-15, le dit côté mesurant environ 75 pieds; au nord-est par la rue Saint Denis, le dit côté mesurant environ 13 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 198-14, le dit côté mesurant environ 75 pieds; contenant une superficie d'environ 975 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant partie du lot du cadastre No 198-15, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint Louis.

No. 453, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain avec bâtisses en bois et brique sus-érigées, bornée au sud-ouest par les lots du cadastre Nos 197-44, et 197-35, le dit côté mesurant environ 40 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 198-15, le dit côté mesurant environ 75 pieds; au nord-est par la rue Saint-Denis, ledit côté mesurant environ 40 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 198-13, le dit côté mesurant environ 75 pieds; contenant une superficie d'environ 3000 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant le lot du cadastre No 198-14, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis; le tout tel qu'indiqué au plan d'amélioration déposé au bureau de l'Inspecteur de la cité de Montréal, possession de Joseph P. Martel et ses héritiers; comme propriétaire pendant les trois dernières années, (B) Reçu du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal, d'un dépot fait le 9 mai 1914 de la somme de $26,600.00 et intérêts sur cette somme pour six mois à compter du 9 mai 1914 la dite somme de $26,600.00 étant la compensation accordée par les dits arbitres pour l'expropriation des dits terrains.

Et toutes personnes qui réclament des privilèges hypothèques ou autres charges sur les dits terrains ou parties de terrain tel que ci-dessus désigné, et l'affectant antérieurement à la promulgation de la dite sentence arbitrale, étant la dite sentence arbitrale,le titre de la cité Montréal, sont par les présentes notifiées qu'une demande de ratification de titre de la part de la cité de Montréal sera faite à la cour supérieure du district de Montréal, le vingt cinquième jour d'août 1914, et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registrateur est tenu par les dispositions du code de procédure civile de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par les présentes requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours de la présentation de la dite requête, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

J. B. A. BISON,
Député protonotaire.

Laurendeau, Archambault, Lavallée,
Damphousse, Jarry, Butler & Saint-Pierre.
Montréal, 14 juillet, 1914. 3245

ring about 27 feet; on the north western side by lot cadastral No. 198-16, said side measuring about 75 feet; on the north eastern side by Saint Denis street, said side measuring about 27 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 198-15, said side measuring about 75 feet; containing a superficial area of about 2025 square feet, the said piece of land being part of lot cadastral No. 198.15, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis.

No 452, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land, bounded on the south western side by lot cadastral No. 197-35, said side measuring about 13 feet; on the north western side by lot cadastral No. 198.15, said side measuring about 75 feet; on the north eastern side by Saint Denis street, said side measuring about 13 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 198-14, said side measuring about 75 feet; containing a superficial area of about 975 square feet, the said piece of land being part of lot cadastral No. 198-15, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis.

No. 453, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land with brick and wooden buildings thereon erected, bounded on the south western side by lot cadastral No. 197-44, and 197-35, said side measuring about 40 feet; on the north western side by lot cadastral No. 198-15, said side measuring about 75 feet; on the north eastern side by Saint Denis street, said side measuring about 40 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 198-13, said side measuring about 75 feet; containing a superficial area of about 3000 square feet; the said piece of land being the lot cadastral No. 198-14, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis, the whole in accordance with a plan of the improvement deposited in the city surveyor's office, and possessed of Joseph P. Martel and heirs, as propriator, for the three years now last passed; (B) receipt from the prothonotary of the superior court, for the district of Montreal, of date 9th of May 1914, of a deposit of the sum of $26,600.00, with six months interest upon said sum, to be computed from the 9th of May, 1914, said sum of $26,600.00 being the indemnity awarded by said arbitrators for the said expropriated immoveables.

And all persons who claim any privilege, hypothec or other incumberances and said immoveables or portion thereof as hereinabove described and incumbering same previous to the promulgation of said award of the arbitrators, said award being the only title of said city of Montreal, are hereby notified that application by said city of Montreal, will be made to the superior court for the district of Montreal, on the twenty fifth day of August, 1914, for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as he registrar of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the code of civil procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

J. B. A. TISON,
Deputy prothonotary.

Laurendeau, Archambault, Lavallée,
Damphousse, Jarry, Butler & St. Pierre,
Montreal, 14th July, 1914. 3246

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal.
La Cité de Montréal, Requérante en expropriation;

et

L'ouverture de la rue du Palais (Boulevard Saint-Joseph);

et

Armand Boyer, des cité et district de Montréal, Indemnitaire.

Avis est par les présentes donné que conformément aux dispositions de l'article 5800 des Statuts revisés de Québec, la requérante a déposé le troisième jour de février 1914, au greffe de la cour supérieure pour le district de Montréal. (A) copie de la sentence arbitrale finale rendu le deuxième jour de février 1914, par George W. Parent, George Beausoleil et F. X. Dupuis arbitre nommés conformément aux dispositions de l'article 5790 et des articles suivants des Statuts révisés de Québec, pour l'expropriation des terrains décrits comme suit:

No 289, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 325-480, le dit côté mesurant à peu près 3.8 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 325-485, le dit côté mesurant à peu près 94 pieds; au nord-est par la rue Mentana au dit côté mesurant à peu près 3.8 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 325-484, le dit côté mesurant à peu près 94 pieds; contenant une superficie d'a peu près 357.2 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la partie du lot du cadastre No 325-484 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

No 290, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 325-480, le dit côté mesurant à peu près 18.25 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 325-484, le dit côté mesurant à peu près 94 pieds; au nord-est par la rue Mentana, le dit côté mesurant à peu près 18.25 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 325-483, le dit côté mesurant à peu près 94 pieds; contenant une superficie d'a peu près 1715.5 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la partie du lot du cadastre No 325-484,des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

No 291, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 325-480, le dit côté mesurant à peu près 22.05 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 325-484, le dit côté mesurant à peu près 94 pieds; au nord-est par la rue Mentana, le dit côté mesurant à peu près 22.05 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 325-482, le dit côté mesurant à peu près 94 pieds; contenant une superficie d'a peu près 2072.7 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 325-483, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

No 292, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 325-480, le dit côté mesurant à peu près 22.05 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 325-483, le dit côté mesurant à peu près 94 pieds; au nord-est par la rue Mentana, le dit côté mesurant à peu près 22.05 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 325-481, le dit côté mesurant à peu près 94 pieds; contenant une superficie d'a peu près 2072.7 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.
The City of Montreal, Petitioner in expropriation;

and

The opening of du Palais street (Boulevard Saint Joseph);

and

Armand Boyer, of the city of Montreal, Indemnitaire.

Notice is hereby given that according to the terms of article 5800 of the revised Statuts of Quebec your petitioner has deposited on the third day of February, 1914, in the office of the prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal. (A) Copy of the final award of the arbitrators rendered on the second day of February, 1914, by George W. Parent, George Beausoleil and F. X. Dupuis, arbitrators duly appointed in accordance with the terms of article 5790 and also of subsequent articles of the revised Statuts of Quebec, for the expropriation of the immoveables described as follows:

No. 289, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by lot cadastral No. 325-480, said side measuring about 3.8 feet; on the north western side by lot cadastral No. 325-485, said side measuring about 94 feet; on the north eastern side by Mentana street, said side measuring about 3.8 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 325-484, said side measuring about 94 feet; containing a superficial area of about 357.2 square feet, the said piece of land being part of lot cadastral No 325-384, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis.

No. 290, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by lot cadastral No. 325-480, said side measuring about 18.25 feet; on the north western side by lot cadastral No. 325-484, said side measuring about 94 feet; on the north eastern side by Mentana street, said side measuring about 18.25 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 325-483, said side measuring about 94 feet; containing a superficial area of about 1715.5 square feet, the said piece of land being part of lot cadastral No. 325-484, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis.

No. 291, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by lot cadastral No. 325-480, said side measuring about 22.05 feet; on the north western side by lot cadastral No. 325-484, said side measuring about 94 feet; on the north eastern side by Mentana street,said side measuring about 22.05 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 325-482, said side measuring about 94 feet; containing a superficial area of about 2072.7 square feet, the said piece of land being whole of lot cadastral No. 325-483 of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis.

No. 292, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by lot cadastral No. 325-480, said side measuring about 22.05 feet; on the north western side by lot cadastral No. 325-483, said side measuring 94 feet; on the north eastern side by Mentana street, said side measuring about 22.05 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 325-481, said side measuring about 94 feet; containing a superficial area of about 2072.7 square feet, the said piece of land being whole of lot cadastral

cadastre No 325-482, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côté Saint-Louis.

No 293, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 325-480, le dit côté mesurant à peu près 23.05 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 325-482,le dit côté mesurant à peu près 94 pieds; au nord-est par la rue Mentana, le dit côté mesurant à peu près 23.05 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 325-455, le dit côté mesurant à peu près 94 pieds; contenant une superficie d'a peu près 2166.7 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 325-481 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

No 374, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par la rue Resther, le dit côté mesurant à peu près 23.2 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 325-329, le dit côté mesurant à peu près 72 pieds; au nord-est par le lot du cadastre No 325-350, le dit côté mesurant à peu près 23.2 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 325-327, le dit côté mesurant à peu près 72 pieds; contenant une superficie d'a peu près 1670.4 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 325-328, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

No 375, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par la rue Resther, le dit côté mesurant à peu près 24.2 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 325-330, le dit côté mesurant à peu près 72 pieds; au nord-est par le lot du cadastre No 325-351-3, le dit côté mesurant à peu près 24.1 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 325-328, le dit côté mesurant à peu près 72 pieds; contenant une superficie d'a peu près 1738.8 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 325-329, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

No 376, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par la rue Resther, le dit côté mesurant à peu près 24.2 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 325-331, le dit côté mesurant à peu près 72 pieds; au nord-est par le lot du cadastre No 325-352-3, le dit côté mesurant à peu près 24.1 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 325-329, le dit côté mesurant à peu près 72 pieds; contenant une superficie d'a peu près 1738.8 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 325-330,des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

No 377, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par la rue Resther, le dit côté mesurant à peu près 13.4 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 325-331, le dit côté mesurant à peu près 72 pieds; au nord-est par le lot du cadastre No 325-353-3, le dit côté mesurant à peu près 13.5 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 325-330, le dit côté mesurant à peu près 72 pieds; contenant une superficie d'a peu près 972 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la partie du lot du cadastre No 325-331, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

No 378, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par la rue Resther, le dit côté mesurant à peu près 10.7 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 325-332, le dit côté mesurant à peu près 72 pieds; au nord-est par les lots du cadastre Nos 325-353-3

No. 325-482 of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis.

No. 293, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by lot cadastral No. 325-480, said side measuring about 23.05 feet; on the north western side by lot cadastral No. 325-482, said side measuring about 94 feet; on the north eastern side by Mentana street, said side measuring about 23.05 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 325-455, said side measuring about 94 feet; containing a superficial area of about 2166.7 square feet, the said piece of land being whole of lot cadastral No. 325-481 of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis.

No. 374, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by Resther street said side measuring about 23.2 feet; on the north western side by lot cadastral No. 325-329, said side measuring about 72 feet; on the north eastern side by lot cadastral No. 325-350, said side measuring about 23.2 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 325-327, said side measuring about 72 feet; containing a superficial area of about 1670.4 square feet, the said piece of land being whole lot cadastral No. 325-328 of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis.

No. 375, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by Resther street, said side measuring about 24.2 feet; on the north western side by lot cadastral No. 325-330, said side measuring about 72 feet; on the north eastern side by lot cadastral No. 325-351-3, said side measuring about 24.1 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 325-328, said side measuring about 72 feet; containing a superficial area of about 1738.8 square feet, the said piece of land being whole lot cadastral No. 325-329 of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis.

No. 376, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by Resther street, said side measuring about 24.2 feet; on the north western side by lot cadastral No. 325-331, said side measuring about 72 feet; on the north eastern side by lot cadastral No. 325-352-3, said side measuring about 24.1 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 325-329, said side measuring about 72 feet; containing a superficial area of about 1738.8 square feet, the said piece of land being whole lot cadastral No. 325-330 of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis.

No. 377, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by Resther street, said side measuring about 13.4 feet; on the north western side by lot cadastral No. 325-331, said side measuring about 72 feet; on the north eastern side by lot cadastral No. 325-353-3, said side measuring about 13.5 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 325-330 said side measuring about 72 feet; containing a superficial area of about 972 square feet; the said piece of land being part of lot cadastral No. 325-331 of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis.

No. 378, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by Resther street, said side measuring about 10.7 feet; on the north western side by lot cadastral No. 325-332, said side measuring about 72

et 325-353-2, le dit côté mesurant à peu près 10.55 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 325-331, le dit côté mesurant à peu près 72 pieds; contenant une superficie d'a peu près 759.6 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la partie du lot du cadastre No 325-331 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

No 379, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par la rue Resther, le dit côté mesurant à peu près 24.2 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 325-333, le dit côté mesurant à peu près 72 pieds; au nord-est par le lot du cadastre No 325-354,le dit côté mesurant à peu près 24.2 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 325-331, le dit côté mesurant à peu près 72 pieds; contenant une superficie d'a peu près 1742.4 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 325-332, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, le tout tel qu'indiqué au plan d'amélioration déposé au bureau de l'inspecteur de la cité et en la possession de Armand Boyer, comme propriétaire pendant les trois dernières années, B, reçu du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal d'un dépôt fait le 9 mai 1914, de la somme de $30,302.00 et intérêts sur cette somme pour six mois à compter du 9 mai 1914, la dite somme de $30,302.00 étant la compensation accordée par les dits arbitres pour l'expropriation des dits terrains.

Et toutes personnes qui réclament des privilèges, hypothèques ou autres charges sur les dits terrains ou parties de terrain tel que ci-dessus désigné, et l'affectant antérieurement à la promulgation de la dite sentence arbitrale, étant la dite sentence arbitrale le titre de la cité de Montréal, sont par les présentes notifiées qu'une demande ou ratification de titre de la part de la cité de Montréal sera faite à la cour supérieure du district de Montréal, le vingt-cinquième jour d'août 1914, et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le régistrateur est tenu par les dispositions du Code de Procédure Civile de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par les présentes requises de signifiés leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours de la présentation de la dite requête, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

J. B. A. TISON,
Député-protonotaire.

Laurendeau, Archambault, Lavallée,
Damphousse, Jarry, Butler & St-Pierre,
Avocats de la cité de Montréal.

Montréal, 14 juillet 1914. 3237

feet; on the north eastern side by lots cadastral Nos. 325-353-3 and 325-353-2, said side measuring about 10.55 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 325-331, said side measuring about 72 feet; containing a superficial area of about 759.6 square feet; the said piece of land being part of lot cadastral No. 325-331 of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis.

No. 379, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by Resther street, said side measuring about 24.2 feet; on the north western side by lot cadastral No. 325-333, said side measuring about 72 feet; on the north eastern side by lot cadastral No. 325-354, said side measuring about 24.2 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 325-331, said side measuring about 72 feet; containing a superficial area of a bout 1742.4 square feet; the said piece of land being whole lot cadastral No. 325-332 of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis. the whole in accordance with a plan of the improvement deposited in the City Surveyor's Office and possessed by Armand Boyer, as propriator, for the three years now last passed; (B) Receipt from the prothonotary of the superior court, for the district of Montreal, of date 9th of May, 1914, of a deposit of the sum of $30,302.00 with six months interest upon said sum, to be computed from the 9th of May, 1914, said sum of $30,302.00 being the indemnity awarded by said arbitrators for the said expropriated immoveables.

And all persons who claim any privilege hypothec or other incumberances and said immoveables or portion thereof as hereinabove described and incumbering same previous to the promulgation of said award of the arbitrators, said award being the only title of said city of Montreal, are hereby notified that application by said city of Montreal will be made to the superior court for the district of Montreal, on the twenty fifth day of August, 1914, for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the Code of Civil Procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

J. B. A. TISON,
Deputy prothonotary.

Laurendeau, Archambault, Lavallée,
Damphousse, Jarry, Butler & St. Pierrre;
Attorneys for the city of Montreal.

Montreal, 14th July, 1914. 3238

AUX ANNONCEURS DANS LA *GAZETTE OFFICIELLE.*

CEUX qui envoient des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règles ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre voulu d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNES PLUS BAS; SANS CELA L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIEE.

Les prix sont:
Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).
Traduction, 40c par 100 mots.
Gazette Officielle, par exemp., 21c.
Slips ou épreuves, 65c par douzaine.

AUCUNE ANNONCE N'EST INSEREE POUR MOINS D'UNE PIASTRE.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils devront faire une remise en conséquence.

E. E. CINQ-MARS,
Imprimeur du Roi.

Hôtel du gouvernement.
Québec, 4 avril 1914. 2469

TO ADVERTISERS IN THE *OFFICIAL GAZETTE.*

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are:
First insertion, 10 cents per line (agate measure).
Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).
Translation, 40 cents per 100 words.
Official Gazette, 21 cents per single number.
Slips, 65 cents per dozen.

NO ADVERTISEMENT IS INSERTED FOR A LESS CHARGE THAN ONE DOLLAR.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursdays, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $5 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

E. E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Government House.
Quebec, 4th April, 1914 2470

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 29.

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dme Audiot vs Marcil.....1749
" Carignan vs Demontigny.....1749
" Chartier vs Geoffrion.....1780
" Daoust vs Deslauriers.....1751
" Desaultels vs Brown.....1750
" Després vs Maurice.....1749
" Favreau vs Ringuette.....1750
" Gorrel vs Chassagne.....1747
" Goyer vs Provost.....1751
" Goyer vs Rabeau.....1751

ANNONCEURS:—Avis aux, 1791.

ARRETES EN CONSEIL:—Amendant No 597, du 30 juillet 1909, 1779; amendant tarif des droits sur enregistrements, 1778;Honoraires pour le régistrateur, 1770.

ASSEMBLEE:—Cour d'Echiquier du Canada,1728.

ASSOCIATION, assvrance ou société:—La Nuova Italia Mutual Bene fit Societp, 1780.

AVIS:—Griffin Hill Cemetery Coy., 1747.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 29.

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dme Griffn vs Beauchamp.....1750
" Harvey vs Ferland.....1748
" Lamond vs Bissonnette.....1749
" Lapeyrière vs Bégis.....1748
" Marleau vs St-Jean.....1751
" Roireau dit Laliberté vs Desmarais.....1748
" Roireau dit Laliberté vs Lemonde.....1748
" Rousseau vs Dancause.....1751
" Tessier vs Ethier.....1747
" Thurmen vs Desailliers.....1750

ADVERTISERS:—Notice to: 1791

ORDERS IN COUNCIL:—Amending No. 597 of the 30th July, 1909, 1779; Tariff of the ritghs on registrations, 1778; Fees for the registrar, 1779.

MEETING:—Exchequer Court of Canada, 1728.

ASSOCIATION, Insurance or Societh :—La Nuova Italia Mutual Benefit Society, 1780.

NOTICE:—Griffin Hill Cemetery Coy., 1747.

COMPAGNIES AUTORISEES A FAIRE DES OPERATIONS:—F. N. Burt Coy., Ltd., 1729; Société de Matériaux de Construction et de Briqueterie du Canada, 1778; The Sharples Separator Coy., 1729; The United States Light & Heating Coy., 1729.

ERECTION DE TERRITOIRE:—En municipalité de la partie ouest de la paroisse de Sainte-Rose, 1730.

EXAMEN:—Bureau des mesureurs de bois, P. Q., 1746.

FAILLIS:—INSOLVENTS:

Adams....1751
Bérubé....1782
Coloris & Zervas....1752
Dubin....1782
Demuy....1752
Ferkauff....1781
Issa....1742
Kutgets....1752

LETTRES PATENTES:

Barsalou....1741
Boulevard Hotel, Ltée....1739
Café Saint-Jacques, Ltée....1734
Colonial Coconut Butter Coy., Ltd....1736
Hinton Café, Ltd....1730
J. Asselin, Ltée....1740

LETTRES PATENTES SUPPLEMENTAIRES:—La Cie de Parfumerie Française Ltée, 1730.

LIQUIDATION:—Cie des Sept-Iles, 1753; Cie Emile Labelle & LaRocque, Ltée, 1783; The Battle Island Paper Co., 1753

MUNICIPALITE SCOLAIRE:—Prévost, 1729.

NOMINATIONS:—

Agent général de la province de Québec, pour la Belgique: M. Godfroid Langlois., 1776.

Commissaires d'écoles:—MM. Félix Gohier et Joseph Deguire, Côte des Neiges, Hochelaga, 1777; M. Eug. Bellay, Longue-Pointe, Hochelaga, 1777; MM. Désiré Samson et Almanzor Létourneau, village Lauzon, Lébis, 1777; M. l'abbé Honoré Brousseau, Saint-Bernard de Shawinigan, Saint-Maurice, 1777.

Cour des commissaires:—Municipalité du village de Lambton, comté de Beauce, 1725.

Grand constable:—M. Michael James Furlong, comté de Gaspé, 1777.

Juges de paix:—M. Donald L. MacRitchie, 1777; district de Saint-François, 1777; district Richelieu, 1777; Montréal, 1777.

Magistrat de district:—M. Romuald Fiset, Rimouski, 1777.

Régistrateur:—M. Joseph-Ovide-Emile Forest, division Montréal, 1776.

NOTAIRES, MINUTES DE, TRANSFEREES:—M. Edmond Désaulniers, 1778.

ORDRES DE COUR:—Leroux vs Asselin, 1783; The Wm. Davis Coy., vs Mercier, 1755.

COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS:—F. N. Burt Coy., Ltd., 1729; Société de Matériaux de Construction et de Briqueterie du Canada, 1778; The Sharples Separator Coy., 1729; The United States & Heating Coy., 1729.

TERRITORY ERECTED INTO A:—Municipality of the west part of the parish of Sainte Rose, 1730.

EXAMINATION:—Board of examiners of cullers, P. Q., 1746.

FAILLIS:—INSOLVENTS:

La Cie de l'Hôtel Saint-Roch, Ltée....1700
Laferté....1781
La Cie Théâtrale des Trois-Rivières....1782
Old England....1752
Saulnier....1781
Tardif....1781
Thompson & Migner....1781

LETTERS PATENT:

L'Hôtel Essex....1744
Reid Brothers, Ltd....1740
Southern Electric Light & Power Co., Ltd....1731
Saint James Realty Coy....1733
The Brisebois & Amyot Furniture Co., incor. 1735
White Star Hotel, Ltd....1743

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—La Cie de Parfumerie Française, Ltée, 1730.

LIQUIDATION:—Cie des Sept-Iles, 1753; Cie Emile Labelle & LaRocque, Ltée, 1783; The Battle Island Paper Co., 1753.

SCHOOL MUNICIPALITY:—Prévost, 1729.

APPOINTMENTS:—

General Agent of the province of Quebec for Belgium:—Mr. Godfroid Langlois, 1776.

School Commissioners:—Messrs. Félix and Joseph Deguire, Côte des Neiges, Hochelaga, 1700; Mr. Eug. Bellay, Longue Pointe, Hochelaga, 1777; Messrs. Désiré Samson and Almanzor Létourneau, village Lauzon, Levis, 1777; Mr. Abbé Honoré Brousseau, Saint-Bernard de Shawinigan, Saint Maurice, 1777.

Commissioners court:—Municipality of the village of Lambton, county of Beauce, 1725.

High Constable:—Mr. Michael James Furlong, county of Gaspé, 1777.

Justice of the Peace:—Mr. Donald L. MacRitchie, 1777; district Saint Francis, 1777; district Richelieu, 1777; Montreal, 1777.

District magistrate:—Mr. Romuald Fiset, Rimouski, 1777.

Registrar:—Mr. Joseph Ovide Emile Forest, Montreal division. 1776.

NOTARIAL MINUTES TRANSFERED:—Mr. Edmond Desaulniers, 1778.

ORDERS OF COURT:—Leroux vs Asselin, 1783; The Wm. Davis Coy vs Mercier, 1755.

PROCLAMATIONS:—Cadastre: Cantons Provost et Brassard, comté de Berthier, 1773; Convocation des Chambres, 1728; Loi de Tempérance du Canada, 1725.

RATIFICATION:—La cité de Montréal vs Boyer, 1788; La cité de Montréal vs Castonguay (Dme), 1758; La cité de Montréal vs Damien, 1757; La cité de Montréal vs Falardeau, 1755; La cité de Montréal vs Gariépy (Dme), 1785; La cité de Montréal vs succession Martel, 1786; La cité de Montréal vs Vanier (Dme), 1759

REQUETE:—The Church of Saint Peter and Saint Paul, 1747.

ROUTE, FERMETURE DE:—Canton Watford, comté de Dorchester, 1730.

SOCIETE DES PATRONS:—De la beurrerie de Saint-Antonin, 1730

VENTE PAR ENCAN:—La Cie de Pulpe Dalmas, 1753.

VENTE PAR LICITATION:—Dme Pinard vs Dme Boisclair, 1784.

VENTES PAR LES SHERIFS:—

ARTHABASKA:—Lecomte vs Trudel, 1765.

BEAUCE:—Roy vs Paré, 1765.

MONTMAGNY:—Chouinard vs Dubé, 1766.

MONTREAL:—Carson vs Beaudry, 1767; Lamothe *et al* vs Dme Nelson, 1767; Lefebvre (Dme) vs Comte, 1766; Paterson *et al ès-.ua* vs Dme Dippeppeo *et uxor*, 1756; Vandaigne vs Agence Générale des Promoteurs, Ltée, 1700.

QUEBEC:—La cité de Québec vs Dme St-Croix, 1770.

RIMOUSKI:—Mercier vs Roy, 1770; Ross vs Labbé, 1771.

SAINT-FRANCOIS:—Cloutier vs Dussault, 1771.

SAINT-HYACINTHE:—Cadieux vs Lafrance, 1772; Larue vs Charland, 1772.

TROIS-RIVIERES:—La Cie Théâtrale des Trois-Rivières, en liquidation, 1773.

QUEBEC:—Imprimé par E.-E. CINQ-MARS, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

PROCLAMATIONS:—Cadastre, townships Provost & Brassard, county of Berthier, 1773; Parliament convoked, 1728; The Canada Temperance Act, 1725.

RATIFICATIONS:—The city of Montreal vs Boyer, 1788; The city of Montreal vs Castonguay (Dme), 1758; The city of Montreal vs Damien, 1757; The city of Montreal vs Falardeau, 1755; The city of Montreal vs Gariépy (Dme), 1785; The city of Montreal vs estate Martel, 1786; The city of Montreal vs Vanier (Dme), 1759.

PETITION:—The Church of Saint Peter and Saint Paul, 1747.

ROAD, CLOSING OF:—Township Watford, county of Dorchester, 1730.

SOCIETY OF PATRONS:—De la Beurrerie de Saint-Antonin, 1730.

AUCTION SALE:—La Cie de Pulpe Dalmas,1753.

SALE BY LICITATION:—Dme Pinard vs Dme Boisclair, 1784.

SHERIFFS' SALES:—

ARTHABASKA:—Lecomte vs Trudel, 1765.

BEAUCE:—Roy vs Paré, 1766.

MONTMAGNY:—Chouinard vs Dubé, 1766.

MONTREAL:—Carson vs Beaudry, 1767; Lamothe *et al* vs Dme Nelson, 1767; Lefebvre (Dme) vs Comte, 1766; Paterson *et al ès-.ual.* vs Dme Dipeppeo *et uxor*, 1766; Vandaigne vs Agence générale des Promoteurs, Ltée, 1700.

QUEBEC:—The city of Quebec vs Dme St. Croix, 1770.

RIMOUSKI:—Mercier vs Roy, 1770; Ross vs Labbé, 1771.

SAINT FRANCIS:—Cloutier vs Dussault, 1771.

SAINT HYACINTH:—Cadieux vs Lafrance, 1772; Larue vs Charland, 1772.

THREE RIVERS:—La Cie Théâtrale des Trois-Rivières, in liquidation, 1773.

QUEBEC:—Printed by E.-E. CINQ-MARS, Printer to His Most Excellent Majesty the King.

20 JUIL 1914